

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/W/83

2 mai 2001

(01-2242)

Comité du commerce et du développement  
Trente-troisième session

## RAPPORT SUR LA COOPÉRATION TECHNIQUE 2000<sup>1</sup>

Note du Secrétariat

### Table des matières

	<u>Page n°</u>
<b>INTRODUCTION</b>	3
<b>SECTION I: PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE PAR THÈMES ET PAR TYPES D'ACTIVITÉS</b>	6
<b>I. ASSISTANCE TECHNIQUE: THÈMES</b>	7
A. Accession	7
B. Agriculture	7
C. Balance des paiements	9
D. Politique de la concurrence	9
E. Règlement des différends	11
F. Marchés publics	11
G. Propriété intellectuelle	12
H. Accès aux marchés	12
I. Notifications	14
J. Règles	14
K. Mesures sanitaires et phytosanitaires	16
L. Services	18
M. Obstacles techniques au commerce	19
N. Textiles et vêtements	19
O. Commerce et environnement	20
P. Commerce et investissement	21
Q. Examen des politiques commerciales	21
R. JITAP	21
<b>II. ASSISTANCE TECHNIQUE: TYPE D'ACTIVITÉ CHOISI</b>	22
A. Centres de référence et emploi des technologies de l'information au service du développement	22
B. Enseignement à distance et formation assistée par ordinateur	25

---

<sup>1</sup> Veuillez voir également "Rapport sur la formation: Stages de politique commerciale en 2000" contenu dans le document WT/COMTD/W/82.

<b>SECTION II: ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'OMC DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT (AUTRES QUE LES PAYS LES MOINS AVANCÉS) ET LES PAYS EN TRANSITION</b>	29
<b>I. APERÇU GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE</b>	30
A. Répartition régionale	30
B. Répartition des activités d'assistance technique selon le mode de fourniture	31
C. Part de la Division de la coopération technique dans l'ensemble des activités d'assistance technique	33
<b>II. PROGRAMMES RÉGIONAUX/NATIONAUX ET PROJETS FINANCÉS PAR DES CONTRIBUTIONS SPÉCIFIQUES</b>	34
A. Afrique	34
B. Asie et Pacifique	34
C. Europe centrale et orientale et Asie centrale	36
D. Amérique latine et Caraïbes	37
E. Moyen-Orient	39
<b>SECTION III: ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'OMC DANS LES PAYS LES MOINS AVANCÉS</b>	42
<b>I. RAPPORT DE SITUATION SUR LE CADRE INTÉGRÉ POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE EN FAVEUR DES PMA</b>	43

### ANNEXES

<b>ANNEXE 1</b> CENTRES DE RÉFÉRENCE DE L'OMC	47
<b>ANNEXE 2.a</b> ACTIVITÉS ORGANISÉES EN AFRIQUE	50
<b>ANNEXE 2.b</b> ACTIVITÉS ORGANISÉES EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE	59
<b>ANNEXE 2.c</b> ACTIVITÉS DANS LES PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE ET D'ASIE CENTRALE	72
<b>ANNEXE 2.d</b> ACTIVITÉS DANS LES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES	83
<b>ANNEXE 2.e</b> ACTIVITÉS ORGANISÉES AU MOYEN-ORIENT	95
<b>ANNEXE 3</b> ACTIVITÉS TECHNIQUES ORGANISÉES À L'INTENTION DES PAYS LES MOINS AVANCÉS	100

## INTRODUCTION

Au cours de l'année 2000, 398 activités de coopération technique au total ont été organisées, impliquant la plupart des divisions de l'OMC. Par rapport aux 382 activités menées en 1999, l'accroissement est donc de 4,2 pour cent. Ces activités se sont déroulées dans 121 pays, dont 99 Membres de l'OMC, 16 pays en voie d'accession, et six pays ayant exprimé le souhait d'accéder à l'OMC. Sur les 99 pays Membres où se sont déroulées des activités d'assistance technique, la grande majorité (81) étaient des pays en développement et 18 comptaient parmi les pays les moins avancés<sup>2</sup> (PMA). Neuf autres PMA non Membres de l'OMC ont également bénéficié de ces activités.

Pour ce qui est du financement, une nouvelle fois ces activités ont pu avoir lieu en grande partie grâce aux contributions extrabudgétaires. Outre les fonds fournis par les donateurs habituels, de nouvelles contributions ont été reçues en 2000.

Il convient de noter qu'à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2000, les activités d'assistance technique menées à l'intention des pays les moins avancés ont été coordonnées séparément par le Groupe de travail du Secrétariat de l'OMC responsable du Cadre intégré pour les pays les moins avancés, tandis que les activités menées pour le compte d'autres pays en développement et des pays en transition continuaient à relever de la Division de la coopération technique. C'est pourquoi les rapports sur ces deux groupes d'activités figurent dans deux sections distinctes du présent document.

Pour ce qui est de l'évaluation de l'assistance technique de l'OMC, depuis l'été de 1999, le Secrétariat distribue systématiquement des questionnaires à tous ceux qui participent aux activités d'assistance technique. Les réponses des participants à ces questionnaires seront un élément important pour le travail d'évaluation et d'analyse effectué actuellement par le Secrétariat.

Le présent rapport contient une description factuelle et une évaluation succincte des activités d'assistance technique menées par l'OMC en 2000. On peut dire d'une manière générale que, tout en respectant une approche fondée sur la demande, l'assistance technique a été fournie compte tenu de l'équilibre géographique et la priorité donnée aux pays les moins avancés. Le programme d'assistance technique de l'OMC concernait un très grand nombre de pays très divers, Membres et non Membres, et un très vaste éventail de sujets liés au commerce, qui ont été traités de manière générale et/ou spécifique selon les besoins des pays bénéficiaires.

### *Part relative des activités engagées par l'OMC et d'autres organisations*

Étant donné la taille relativement réduite du Secrétariat de l'OMC, celui-ci ne peut prendre à sa charge toutes les activités d'assistance technique engagées par l'Organisation. Ainsi, comme le montre le tableau I, 132 activités ont été organisées entièrement par l'OMC, soit 33,2 pour cent de toutes les activités dont il est rendu compte. Cent vingt-cinq activités ont été organisées et menées conjointement avec d'autres organismes, soit une proportion de 31,4 pour cent du total. L'OMC a aussi participé, en tant qu'organisation invitée, à 141 activités organisées par d'autres organismes, soit 35,4 pour cent du total.

L'OMC continue d'établir et de renforcer des liens avec des institutions, organismes et organisations régionaux et autres, pour collaborer à la mise en place d'activités d'assistance technique. En outre, elle sous-traite de plus en plus d'activités, toutes les fois que cela est possible, afin de réduire la charge de travail du Secrétariat. À cet égard, le Secrétariat de l'OMC a signé un certain nombre de Mémoires d'accord avec les Secrétariats d'autres organismes (par exemple, la Banque interaméricaine de développement, la Communauté des Caraïbes, la Communauté économique et

---

<sup>2</sup> L'OMC compte actuellement 30 Membres classés parmi les pays moins avancés. Selon la définition des Nations Unies, 49 pays au total sont reconnus comme appartenant à ce groupe.

monétaire d'Afrique centrale, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, la Banque islamique de développement, la Commission économique pour l'Afrique, l'Institut multilatéral de Vienne et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe, notamment) pour officialiser ces liens.

**Tableau I**

**Nombre d'activités d'assistance technique, par organisation chef de file  
1999 et 2000**

Organisation chef de file	1999		2000	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Activités organisées entièrement par l'OMC	158	41%	132	33,2%
Activités organisées conjointement par l'OMC et d'autres institutions	86	23%	125	31,4%
Activités auxquelles l'OMC a été invitée à participer	138	36%	141	35,4%
Total	382	100%	398	100%

À la demande du Comité du commerce et du développement, le Secrétariat a établi un document intitulé "Stratégie en matière d'assistance technique à l'OMC" qui récapitule de nombreux éléments relatifs à l'assistance technique publiés ces cinq dernières années dans différents documents établis à l'intention du Comité, et inclut les questions soulevées lors des deux journées de réflexion sur l'assistance technique (18 et 19 juillet 2000), ainsi que les points mentionnés à deux réunions récentes de groupes de travail internes sur la coopération technique.

Dans le domaine de l'évaluation, les lignes directrices et modalités pour la mise en œuvre de l'assistance technique de l'OMC prévoient que le suivi et l'évaluation seront assurés par le Comité du commerce et du développement sur la base d'une évaluation annuelle des résultats des activités d'assistance technique de manière à garantir une utilisation optimale des ressources conformément à des critères d'évaluation appropriés. En mars 1999, le Secrétariat a établi une note exposant les activités qu'il a menées au cours de la première étape du processus de suivi et d'évaluation requis par le Comité du commerce et du développement (WT/COMTD/W/58/Rev.1). Poursuivant cette tâche, le Secrétariat a préparé en juin 2000 une proposition pouvant servir de "cadre et lignes directrices" pour le suivi et l'évaluation des activités d'assistance technique de l'OMC (WT/COMTD/W/73) et publié un manuel à l'usage du personnel du Secrétariat portant sur le suivi et l'évaluation (WT/COMTD/W/74).

Dans le cadre de ses efforts visant à répondre aux besoins et demandes de plus en plus importants de renforcement des capacités liées au commerce, le Secrétariat a publié en 2000 un Guide des sources de l'assistance technique liée au commerce. Ce guide, qui vise à offrir une source de référence unique aux bénéficiaires potentiels de l'assistance technique liée au commerce, pourrait également contribuer à assurer une coordination et une coopération adéquates entre les divers fournisseurs de ce type d'assistance.

Au cours de l'année 2000, le programme d'assistance technique de l'OMC a progressé dans la réalisation des objectifs suivants: i) aider les pays bénéficiaires à participer plus pleinement au système commercial multilatéral moyennant la mise en valeur des ressources humaines, le renforcement des capacités institutionnelles et une meilleure sensibilisation du public au système commercial multilatéral; ii) fournir une assistance technique par le biais d'activités de formation, de missions consultatives, de séminaires et d'ateliers nationaux ou régionaux, et de notes techniques sur des questions intéressant les pays bénéficiaires; iii) fournir des avis juridiques au titre de l'article 27:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends; et iv) coordonner les activités avec d'autres organisations internationales, en particulier la CNUCED et le CCI, mais aussi avec la BID, la Banque mondiale, le FMI et d'autres organismes dans le contexte du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce destinée aux PMA, en vue d'obtenir des résultats notables et durables ainsi que des synergies grâce à une utilisation optimale des ressources.

Le rapport qui suit est divisé en trois sections principales; la première est une présentation générale de l'assistance technique par sujets traités et modes de fourniture, la seconde porte sur les pays en développement (autres que les pays les moins avancés) et les pays en transition, et la troisième concerne les pays les moins avancés.

## **SECTION I**

### **PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE PAR THÈMES ET PAR TYPES D'ACTIVITÉS**

## I. ASSISTANCE TECHNIQUE: THÈMES

### A. ACCESSION

En 2000, en raison de l'intensité inhabituelle du programme de réunions liées aux accessions, à Genève, la Division des accessions a dû donner la priorité à l'assistance aux gouvernements accédants lors de leurs visites à l'OMC plutôt qu'à l'envoi de missions dans les capitales. L'achèvement au milieu de l'année 2000 de plusieurs processus d'accession (Jordanie, Géorgie, Albanie, Croatie et Oman) a permis à la Division d'intensifier ses activités techniques et consultatives d'assistance technique au cours du deuxième semestre de l'année. Le Secrétariat a également continué d'aider les gouvernements, au cours des diverses étapes de l'accession, afin de garantir la rapidité et l'efficacité du flux d'informations entre les pays accédants et les gouvernements des Membres de l'OMC.

Parmi les pays visités en 2000, on peut mentionner notamment le Bhoutan, le Soudan, le Yémen, la Chine, la Fédération russe, le Viet Nam, la Lituanie et l'Oman. Les demandes de missions d'assistance technique, et en conséquence le nombre de missions de ce genre, augmentent car une part de plus en plus grande de pays en voie d'accession font partie des pays les moins avancés ou sont des petits pays dotés de ressources limitées et ayant peu de connaissances des questions liées à l'OMC.

### B. AGRICULTURE

En 2000, la Division de l'agriculture et des produits de base a beaucoup participé aux activités de coopération technique. Les demandes d'assistance, émanant des capitales ou des délégations établies à Genève, concernaient souvent la préparation de notifications ou les réponses à des questions spécifiques relatives à la mise en œuvre. À Genève également, la Division a participé aux cours de politique commerciale organisés par la Division de la coopération technique et le Groupe de travail du Secrétariat responsable du Cadre intégré pour les pays les moins avancés, et par liaison vidéo, à des cours dispensés à l'étranger. En outre, une assistance a été offerte sous la forme de réunions tenues à Genève avec des représentants de pays en développement comme l'Afrique du Sud sur le thème du sucre et la Barbade sur le thème des sauvegardes. En outre, un certain nombre de réunions ont eu lieu avec des représentants d'entreprises du secteur privé, tels que les producteurs de sucre d'Afrique du Sud et la Régie chinoise du tabac et des organisations non gouvernementales telles que l'International Policy Council et Christian Aid. À Genève, un certain nombre de pays accédants, dont la Chine, le Taipei chinois, la Lituanie et le Viet Nam, ont demandé une assistance touchant le processus d'accession; certains d'entre eux, notamment la Chine et le Taipei chinois, ont également demandé une assistance dans leur capitale.

Un grand nombre de séminaires, d'ateliers et de symposiums de toutes sortes ont eu lieu en 2000, allant de séminaires d'une journée en Europe à des ateliers d'une semaine en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Parmi ces activités, des ateliers organisés par la FAO se sont déroulés au Népal pour l'Asie du Sud, en Bolivie pour l'Amérique latine, au Cameroun pour l'Afrique occidentale et en Jamaïque pour les Caraïbes, et avec la Banque islamique de développement au Qatar et au Burkina Faso. La Division a aussi pris part à un certain nombre de séminaires nationaux notamment en Barbade, en Turquie, en Inde et au Taipei chinois.

Le type d'assistance fourni dépendait en grande partie des besoins spécifiques de chaque mission. Comme les négociations sur l'agriculture démarraient en 2000, il a fallu leur consacrer un grand nombre d'exposés. Néanmoins, dans de nombreux cas, des questions spécifiques ont été examinées de façon approfondie. La compréhension de l'Accord varie de façon considérable selon les pays et, au sein d'un même pays, selon les groupes; il est donc indispensable d'adapter les exposés au public concerné. On peut dire, d'une manière générale, que les exposés peuvent être regroupés en quatre grandes catégories. La première qui visait les personnes ayant déjà une certaine connaissance

de l'Accord et des questions connexes, était centrée essentiellement sur les négociations et sur certains sujets de préoccupation spécifiques; la deuxième donnait une vue d'ensemble de l'Accord sur l'agriculture; la troisième traitait de certaines dispositions de l'Accord qui portent sur une seule question générique, par exemple l'accès aux marchés; et la quatrième concernait la totalité de l'Accord et les effets de ce dernier sur un produit ou un groupe de produits en particulier comme le sucre ou la viande de bœuf.

Il est clair qu'il reste beaucoup à faire dans de nombreux pays au sujet des modalités et des incidences de l'Accord sur l'agriculture et des négociations sur la poursuite du processus de réforme. Par ailleurs, l'augmentation du volume des transactions commerciales et l'amélioration des possibilités d'échanges donnent de plus en plus d'importance à l'Accord. Il semble que le travail réalisé par l'OMC et d'autres organisations internationales comme la FAO, le CCI et la Banque mondiale commence à avoir des effets, surtout pour ce qui est du nombre de propositions et de la participation des pays en développement aux négociations sur l'agriculture. Toutefois, il est également indéniable que la politique commerciale n'est qu'un des nombreux facteurs que certains pays pauvres doivent prendre en compte pour profiter des possibilités créées par les Accords de l'OMC. L'amélioration des infrastructures, le relèvement suite à des catastrophes naturelles ou à des catastrophes d'origine humaine, la recherche des politiques macro-économiques les plus appropriées ne sont pas moins importants. À mesure que le commerce gagne en importance, ces contraintes matérielles, de même que les difficultés que provoquent parfois des systèmes d'administration douanière pesants, suscitent de plus en plus souvent des observations de la part des participants aux réunions.

Parmi les principales difficultés auxquelles se heurtent les activités d'assistance technique dans le domaine de l'agriculture, il faut mentionner:

- La nécessité de laisser une certaine souplesse aux activités de planification. La Division n'a pas les moyens d'organiser de séminaires ni d'ateliers, mais doit pouvoir répondre aux demandes de pays et d'autres organisations; il faut donc laisser une certaine souplesse aux activités de planification ainsi qu'aux personnes qui font des exposés.
- La coordination interne dans les pays demandeurs d'une assistance technique est difficile à réaliser car des ministères différents s'occupent de l'agriculture, du commerce et des affaires étrangères. (De fait, ces problèmes de coordination entre ministères sont fréquents dans tous les pays, quel que soit leur niveau de développement.)
- De nombreux obstacles doivent être surmontés au plan national avant de pouvoir exploiter pleinement les possibilités en matière de commerce. Ces obstacles vont de l'absence de stabilité du tissu juridique et social à l'insuffisance de l'infrastructure matérielle. Les gouvernements, tout en reconnaissant l'importance du commerce pour le développement, axent parfois leur action sur les obstacles plus évidents.

La richesse des pays développés, ainsi que le Système généralisé de préférences et des accords comme l'Accord de Cotonou, ont donné aux pays en développement un accès préférentiel à des marchés riches et entraîné une concentration sur les marchés nord-américains et européens. Toutefois, le niveau élevé des normes techniques et des normes de sécurité, la présence de marques établies et la saturation des marchés rendent problématiques toutes possibilités futures d'expansion. Une réorientation visant à concentrer les efforts des pays sur les marchés de proximité offrant un certain potentiel de croissance peut ouvrir des perspectives en matière d'échanges commerciaux et de développement.



## C. BALANCE DES PAIEMENTS

En novembre 2000, le Secrétariat s'est rendu à Dhaka pour fournir une assistance technique au gouvernement du Bangladesh auquel le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements a demandé d'élaborer un plan d'élimination progressive des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements.

## D. POLITIQUE DE LA CONCURRENCE

Le paragraphe 22 de la Déclaration ministérielle de Singapour dispose que les pays en développement Membres, et en particulier les moins avancés d'entre eux, pourront utiliser le programme d'assistance technique du Secrétariat pour pouvoir participer plus facilement aux travaux du Groupe de travail chargé d'examiner l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence de l'OMC, établi par le paragraphe 20 de la Déclaration. Plus précisément, le programme d'assistance technique de l'Organisation dans ce domaine vise à permettre aux pays en développement et aux autres pays de participer plus facilement aux travaux de l'OMC sur le commerce et la politique de la concurrence, notamment grâce à: i) la diffusion d'informations concernant l'évolution des techniques et des politiques en matière de commerce et de concurrence aux représentants en poste à Genève et dans les diverses régions en développement; et ii) l'organisation de contacts et de dialogues bilatéraux portant sur les questions dont est saisie l'OMC dans ce domaine, entre les représentants et certaines personnalités du milieu universitaire, des experts bien informés du secteur privé et de la société civile, ainsi que des hauts fonctionnaires des pays développés et en développement responsables pour leur administration respective de la politique de la concurrence. Au cours de l'année écoulée, le Secrétariat s'est efforcé de répondre à une demande formulée par des pays en développement lors du processus de préparation de la Conférence ministérielle de Seattle en vue de recevoir une assistance supplémentaire et plus approfondie dans le domaine du commerce et de la concurrence, notamment dans le cadre d'ateliers régionaux et d'autres activités analogues. Un certain nombre d'activités poursuivant ces objectifs ont été engagées. Dans plusieurs cas, il s'agit d'activités organisées par l'OMC avec la participation du personnel d'autres organisations intergouvernementales ou d'activités organisées par d'autres organisations intergouvernementales comme la CNUCED et l'APEC avec la participation du personnel compétent du Secrétariat de l'OMC.

En juillet 2000, s'est tenu à Phuket (Thaïlande) à l'intention de pays asiatiques Membres ou observateurs auprès de l'OMC, un atelier régional de l'OMC intitulé "Politique de la concurrence, développement économique et système commercial multilatéral: aperçu des questions et des options pour l'avenir". L'atelier a été organisé par le Secrétariat de l'OMC avec l'aide du gouvernement thaïlandais et l'appui financier du gouvernement japonais. Des représentants de 22 pays d'Asie du Sud, du Sud-Est et de l'Est Membres et observateurs auprès de l'OMC, en poste dans un ministère du commerce ou un bureau de la concurrence, ont assisté à cet atelier. Ils ont examiné toute une gamme de questions relatives au rôle de la politique de la concurrence dans les pays en développement, aux besoins de ces pays en matière d'assistance technique et autres formes d'assistance, et au rôle que pourrait jouer le système commercial multilatéral pour appuyer la mise en œuvre par les pays en développement Membres de politiques efficaces en matière de concurrence. Par la suite, un rapport détaillé sur l'atelier a été mis à la disposition des délégations lors d'une réunion du Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence de l'OMC, en octobre 2000. Au cours de l'année, des travaux préparatoires ont également démarré en vue d'un atelier analogue qui doit se dérouler en février 2001 à Cape Town, Afrique du Sud, à l'intention des pays africains Membres et observateurs auprès de l'OMC.

Au cours de l'année, un représentant du Secrétariat a participé à une série de réunions régionales organisées par la CNUCED pour préparer la quatrième Conférence des Nations Unies chargée d'examiner tous les aspects de l'Ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives, qui a eu lieu à Genève

du 25 au 29 septembre 2000. En particulier, le Secrétariat a participé à des réunions régionales tenues à Jaipur (Inde), Kiev (Ukraine), Casablanca (Maroc), et San José (Costa Rica), au cours desquelles les délégués ont été informés de l'évolution des travaux exploratoires en cours et de l'état d'avancement de la politique de la concurrence à l'OMC.

En mai 2000, un représentant du Secrétariat a participé en qualité d'instructeur à un cours intensif d'une semaine sur la politique de la concurrence organisé par la Banque mondiale en collaboration avec le gouvernement de Singapour. Le personnel des organismes chargés des questions de concurrence, des représentants d'organisations non gouvernementales et d'autres personnes intéressées venus de toute l'Asie de l'Est et du Sud-Est ont assisté à ce cours.

En juillet 2000, un représentant du Secrétariat a participé en tant qu'orateur à une table ronde sur la politique de la concurrence et le développement au profit des populations pauvres qui a été organisée par le Ministère du développement international du Royaume-Uni, à Londres. Cet atelier, auquel ont assisté des représentants de haut niveau d'organismes chargés de la concurrence et autres bureaux gouvernementaux concernés de tous les pays en développement, a examiné les liens entre la politique de la concurrence et le développement au profit des populations pauvres et la façon dont on pourrait aider les pays en développement à mettre en œuvre dans ce domaine des politiques nationales efficaces.

En novembre 2000, un représentant du Secrétariat a participé en tant qu'orateur et commentateur à un séminaire régional de l'APEC à Manille sur des questions relatives à l'OMC: politiques en matière d'investissements et de concurrence. Le séminaire, qui explorait les relations entre politique de la concurrence, investissement transnational et libéralisation du commerce, était organisé par le gouvernement japonais et l'Organisation japonaise du commerce extérieur (JETRO) en collaboration avec le gouvernement philippin; des représentants d'un grand nombre de pays de toute l'Asie de l'Est et du Sud-Est y ont assisté.

En décembre 2000, un représentant du Secrétariat a participé en tant qu'expert-conseil à la réunion de lancement d'un projet organisée par une organisation non gouvernementale – la Consumer Unity and Trust Society – établie en Inde et en Zambie, pour faire le point sur la mise en œuvre de la politique de la concurrence dans un certain nombre de pays d'Asie et d'Afrique australe. Ce projet (connu sous le nom de "7-Up Project") prévoit une étude comparative de la mise en œuvre de la politique de la concurrence en Inde, au Pakistan, à Sri Lanka, en Tanzanie, en Zambie, au Kenya et en Afrique du Sud avec quelques apports du Zimbabwe. Il a pour objet de présenter des données qui seront présentées lors des délibérations en cours sur la formulation et la mise en œuvre des politiques de la concurrence aux niveaux national, régional et autres. Un représentant du Secrétariat participe en permanence au projet, en tant que membre du conseil consultatif.

Au cours de l'année, l'élaboration d'un manuel d'analyse des politiques s'est également poursuivie sur la base de quatre symposiums consacrés à des questions relatives à la politique de la concurrence, au développement et au système commercial multilatéral. Ces symposiums, tenus à Genève ont été organisés entre 1997 et 1999 par le Secrétariat de l'OMC avec une assistance financière de la CNUCED et de la Banque mondiale et la participation du personnel de ces organisations. Le manuel devrait paraître à l'automne 2001.

Les exposés présentés au cours de plusieurs cours de politique commerciale et cours de politique commerciale de courte durée de l'OMC qui ont eu lieu pendant l'année constituent un volet supplémentaire des activités d'assistance technique du Secrétariat de l'Organisation liées à l'interaction entre le commerce et la politique de la concurrence. Des conférences et exposés ont également été faits spécialement à l'intention de diverses organisations qui se sont rendues à l'OMC pendant l'année. Un représentant du Secrétariat a également participé en tant qu'instructeur à un cours d'été de l'Université de Genève sur des questions liées à la politique de la concurrence et au système

commercial multilatéral, auquel ont assisté un certain nombre de représentants de pays en développement. Pour terminer, il faut souligner que les informations et les conseils donnés en permanence et de manière informelle aux délégations dans le but de faciliter leur participation au Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence constituent un volet important de l'activité des membres du personnel de l'OMC dans ce domaine.

#### E. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

En application de l'article 27:3 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, la Division de l'assistance technique a organisé, conjointement avec la Division des affaires juridiques, les seizième, dix-septième et dix-huitième cours spéciaux sur les procédures et pratiques de règlement des différends. Ces cours ont eu lieu respectivement du 21 au 24 mars 2000, du 4 au 7 juillet 2000 et du 21 au 24 novembre 2000. Ils visaient à permettre à des fonctionnaires de pays Membres développés et en développement, ainsi qu'à des pays accédants, de mieux comprendre le fonctionnement du Mémoire d'accord sur le règlement des différends de l'OMC de façon à pouvoir véritablement conseiller leur gouvernement sur toutes les questions liées à la mise en œuvre et à l'application de l'Accord sur l'OMC. Le programme comprenait un exposé général sur le système du GATT/de l'OMC, suivi d'exposés détaillés sur les procédures et pratiques de règlement des différends. Il comportait aussi un important volet pratique et interactif prévoyant une participation active à des études de cas et à des simulations des travaux de groupes spéciaux. Au total, 120 participants ont suivi ces cours.

Le Secrétariat a organisé, avec l'aide financière de gouvernements donateurs, un certain nombre d'ateliers nationaux et régionaux sur les procédures et pratiques de règlement des différends à l'intention de fonctionnaires de pays en développement. Des séminaires ou des ateliers nationaux ont eu lieu l'an dernier en Arabie saoudite (2), en Chine, au Ghana, au Kenya, en Malaisie, en République slovaque, en Suède, au Taipei chinois et en Thaïlande. Des ateliers ou des séminaires régionaux ont été organisés à l'intention de pays de plusieurs régions aux États-Unis (juin 2000), pour la région d'Asie au Japon (juillet 2000), pour les pays en transition d'Europe de l'Est à Bruxelles (octobre 2000) et pour les pays arabes en Égypte (octobre 2000). Le Secrétariat prévoit d'organiser d'autres cours de ce type au cours des deux prochaines années dans toutes les régions, en fonction toutefois des disponibilités de financement dans le cadre du budget ordinaire de l'OMC ou grâce à des contributions de donateurs.

En 2000, les pays en développement ont participé activement au processus de règlement des différends, à la fois comme plaignants et comme défendeurs. En application des dispositions de l'article 27:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, plusieurs pays en développement ont demandé l'aide de la Division de l'assistance technique sur divers points de droit et en diverses circonstances. L'assistance qui a été fournie a consisté à donner des avis aux pays concernant leurs droits et obligations juridiques au titre de l'Accord sur l'OMC, à formuler des observations sur les communications présentées par les Membres pour engager ou défendre une action au titre de l'un des accords visés, à entreprendre des recherches d'ordre juridique et à formuler des avis juridiques.

#### F. MARCHÉS PUBLICS

Le paragraphe 22 de la Déclaration ministérielle de Singapour dispose que les pays en développement Membres, et en particulier les moins avancés d'entre eux, pourront utiliser le programme de coopération technique du Secrétariat pour pouvoir participer plus facilement aux travaux du Groupe de travail chargé d'examiner la transparence des marchés publics qui a été institué au titre du paragraphe 21 de la Déclaration.

Des activités d'assistance technique plus spécifiques ont été engagées au cours de l'année précédente, notamment la participation du Secrétariat à une conférence régionale organisée par l'OCDE et la BAD et à un atelier mis sur pied par le Secrétariat du Commonwealth. Par ailleurs, des séances d'information ont été organisées en vue d'informer les délégations en poste à Genève et les fonctionnaires des capitales de pays les moins avancés, de pays en développement, de pays en transition et de pays en voie d'accession sur l'état d'avancement des travaux du Groupe de travail.

Dans le contexte de l'Accord plurilatéral sur les marchés publics, le Secrétariat a offert une assistance technique bilatérale aux Membres et aux pays accédants qui demandaient des renseignements et des orientations concernant cet accord. L'information des fonctionnaires de pays en voie d'accession à l'Accord sur les marchés publics est un élément essentiel de ce type d'assistance. En outre, le Secrétariat a participé aux ateliers organisés, respectivement, par la Jordanie à propos de son accession à l'Accord et par la Commission européenne à l'intention de fonctionnaires turcs.

## G. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le Secrétariat a fourni une assistance spécifique dans le contexte de l'Accord sur les ADPIC, principalement dans le cadre de séminaires internationaux, régionaux et nationaux consacrés en tout ou en grande partie à l'Accord sur les ADPIC ou à un aspect spécifique de l'Accord.

La collaboration avec l'OMPI a joué un rôle essentiel dans ce domaine. Elle repose sur l'Accord de coopération passé entre les deux organisations, et dont l'article 4 porte sur l'assistance technico-juridique. Par exemple, le Secrétariat de l'OMC a envoyé des conférenciers pour six manifestations régionales ou internationales organisées par l'OMPI, et le Bureau international de l'OMPI a envoyé des conférenciers pour deux ateliers régionaux organisés au titre du Programme commun intégré d'assistance technique dans certains des pays les moins avancés et d'autres pays africains (JITAP). En outre, les deux Secrétariats ont contribué mutuellement à leurs activités de formation à Genève, y compris à l'Académie mondiale de l'OMPI et aux cours de politique commerciale de l'OMC.

Le Secrétariat de l'OMC a aussi mené des activités d'assistance technique dans le domaine des ADPIC en collaboration avec un certain nombre d'autres organisations intergouvernementales et organisations non gouvernementales.

Par ailleurs, il convient de rappeler qu'une grande partie du travail des fonctionnaires du Secrétariat chargés des questions de propriété intellectuelle a consisté à fournir des renseignements pour répondre à des questions qui leur étaient posées par des représentants des gouvernements Membres à Genève et dans les capitales. Ce type de conseils et de renseignements a également été fourni à des fonctionnaires de pays accédants et à des représentants du secteur privé.<sup>3</sup>

## H. ACCÈS AUX MARCHÉS

En 2000, la Division de l'accès aux marchés, conjointement avec la Division de la coopération technique, le Groupe de travail du Secrétariat responsable du Cadre intégré pour les pays les moins avancés et des consultants externes, a fourni une assistance technique sur les questions suivantes relevant de son domaine de compétence: questions tarifaires et obstacles non tarifaires, et mise en

---

<sup>3</sup> Pour de plus amples informations, voir la note du Secrétariat intitulée "Activités de coopération technique du Secrétariat dans le domaine des ADPIC", datée du 30 août 2000 et distribuée sous la cote IP/C/W/201. On trouvera dans le document IP/C/W/202/Add.3 d'autres renseignements concernant les activités de coopération technique de l'OMPI liées à la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC, notamment sur la mise en œuvre de l'initiative conjointe.

œuvre des Accords sur l'évaluation en douane, l'inspection avant expédition, les procédures de licences d'importation et les règles d'origine. Cette assistance a également porté sur l'Accord sur les technologies de l'information et le programme de travail de l'OMC relatif à la facilitation des échanges commerciaux.

L'assistance relative aux questions d'accès aux marchés a été fournie dans le cadre de séminaires et d'ateliers sur l'accès aux marchés. Une mission technique a été effectuée pour aider un pays en développement à préparer et transposer sa liste tarifaire. Vu la croissance de l'assistance technique concernant l'évaluation en douane fournie dans le cadre du programme relatif à l'accès aux marchés, il a été décidé qu'une assistance de ce type serait administrée par la Division de la coopération technique en collaboration avec la Division de l'accès aux marchés. En 2000, un certain nombre de missions ont été menées dans le cadre de ce nouvel arrangement. En outre, un programme d'assistance particulier a été conçu en coopération avec la Division des statistiques en vue de la communication de données à la Base de données intégrée.

### Évaluation en douane

Le Programme d'assistance technique concernant l'évaluation en douane lancé en 1998 par le Comité de l'évaluation en douane s'est poursuivi pendant l'année 2000. Alors qu'un certain nombre de pays préparaient une demande visant à prolonger de cinq ans la période de transition prévue à l'article 20:1 de l'Accord, il y a eu moins de missions d'assistance technique que les années précédentes. En tout, huit missions ont été effectuées (en Afrique, au Moyen-Orient, aux Caraïbes et en Amérique centrale). En outre, le Secrétariat a participé à des séminaires régionaux et des réunions internationales pour évaluer différents aspects de l'Accord. Pour les missions nationales, les experts en évaluation en douane ont travaillé avec les équipes chargées de la mise en œuvre sur un certain nombre de questions, notamment en collaborant à la rédaction de lois, règles et procédures, et en organisant des cours et séminaires à l'intention de fonctionnaires du gouvernement chargés de l'évaluation en douane (essentiellement des responsables des douanes mais aussi le personnel chargé d'effectuer des vérifications après l'entrée des produits, des informaticiens travaillant sur des bases de données et des systèmes d'automatisation des procédures douanières, etc.). Des conférences ont été organisées à l'intention du secteur privé pour préciser les droits et obligations des importateurs et de l'administration des douanes.

### Base de données intégrée (BDI)

Dans la décision du Conseil général datée du 16 juillet 1997, le Secrétariat a été invité à fournir aux Membres qui en feraient la demande "une assistance technique concernant la communication des données requises pour la base de données intégrée sur ordinateurs personnels": L'assistance technique liée à la base de données intégrée s'est effectuée de diverses façons. En 2000, la Division des statistiques a organisé une mission nationale et participé à un séminaire régional de l'OMC visant à fournir une formation sur la base de données intégrée. Par ailleurs, un certain nombre d'ateliers et de séminaires ont été organisés à Genève avec des délégations qui parfois incluaient des experts nationaux. En ce qui concerne le logiciel d'entrée de données du SIECA, le Secrétariat, qui a eu des contacts avec la BID et le SIECA pour examiner les progrès réalisés dans la révision du logiciel, attend maintenant la version révisée du logiciel et le manuel de formation qui l'accompagne.

### *Missions nationales et séminaires régionaux*

En 2000, le personnel de la Division des statistiques a participé à un cours de trois semaines sur les politiques commerciales organisé par la Banque islamique de développement au Burkina Faso, du 14 février au 3 mars 2000. Des fonctionnaires de pays africains francophones ont assisté à ce cours. Une demi-journée a été réservée à la présentation de la BDI. En outre, une mission d'assistance technique de trois jours en Barbade s'est rendue dans divers départements chargés de

l'élaboration des données destinées à la BDI. Des avis et orientations techniques ont été donnés aux fonctionnaires chargés d'élaborer les statistiques relatives aux importations et les données tarifaires.

#### *Activités à Genève*

En plus des cours de politique commerciale mis en place par l'OMC à l'intention des pays en développement, qui ont lieu trois fois par an à Genève, le personnel de la Division des statistiques a participé à d'autres cours de politique commerciale de courte durée organisés occasionnellement par l'OMC et pendant la Semaine de Genève prévue à l'intention des délégations sans représentation à Genève. À la demande du Comité de l'accès aux marchés, la Division des statistiques a organisé dix ateliers et sessions de formation pratiques pendant l'été 2000.

#### *Listes tarifaires consolidées*

Le Secrétariat et les pays Membres continuent de rassembler toutes les concessions tarifaires et les engagements concernant l'agriculture des Membres en une base de données de format normalisé. Une fois cette tâche accomplie, une formation à l'utilisation de la base de données des listes tarifaires consolidées sera intégrée aux activités d'assistance technique du Secrétariat.

### I. NOTIFICATIONS

Comme il est dit dans les Déclarations ministérielles de Singapour et de Genève, plusieurs Membres, en particulier les PMA et les pays en développement, ont de la peine à s'acquitter des obligations en matière de notification plus nombreuses et de plus vaste portée qui leur incombent dans le cadre du système commercial multilatéral.

Pour mieux sensibiliser les Membres à leurs obligations en matière de notification, le Secrétariat intègre presque systématiquement un module sur ces prescriptions dans les séminaires nationaux comme dans les séminaires régionaux. De plus, des ateliers spécialisés de deux jours sont organisés sur demande à Genève au niveau national ou régional. En 2000, un atelier de ce type a été organisé à l'intention de fonctionnaires d'un pays accédant.

### J. RÈGLES

La Division des règles est chargée d'administrer les Accords de l'OMC dans le domaine des pratiques antidumping, des subventions, des mesures compensatoires et des sauvegardes, ainsi que du Mémorandum d'accord sur les entreprises commerciales d'État. Ces accords imposent aux Membres des obligations très complexes et hautement techniques, et leur mise en œuvre demande des compétences et un savoir-faire techniques qui, souvent, ne sont pas disponibles dans les pays Membres, surtout dans les pays en développement. Dès lors, la Division des règles reçoit sans cesse des Membres des demandes de formation et d'aide juridique exigeant des compétences très élevées. L'une des tâches les plus importantes de la Division des règles dans le cadre du processus de mise en œuvre consiste à répondre aux demandes d'assistance technique. Néanmoins, en raison de l'accroissement notable de sa charge de travail dans les autres domaines de sa compétence (en particulier le règlement des différends), la Division des règles n'a pas pu répondre à nombre de demandes des Membres et l'insuffisance de personnel disponible l'a contrainte à réduire ses activités d'assistance technique.

#### *i) Assistance spécialisée concernant l'utilisation de mesures commerciales correctives*

L'apport d'une formation pratique spécifique aux autorités chargées des enquêtes dans les pays en développement est la façon la plus efficace d'aider à renforcer les capacités de ces pays en ce qui concerne les mesures commerciales correctives. Traditionnellement, la Division des règles

apporte une assistance spécialisée selon deux modes: i) des ateliers régionaux à l'intention de fonctionnaires nationaux qui mènent des enquêtes en vue de mesures commerciales correctives; et ii) une assistance spécifique aux pays. Les années précédentes, ces deux formes d'assistance ont été utilisées à part plus ou moins égale avec des résultats très positifs dans les deux cas. Les ateliers régionaux permettaient d'atteindre un plus grand nombre de pays, tandis que l'assistance aux pays permettait à la Division d'offrir une formation plus approfondie et axée sur des problèmes spécifiques. Néanmoins en 2000, du fait de la pénurie de personnel et d'autres problèmes liés à la charge de travail mentionnés dans le préambule du présent rapport, la fourniture d'une assistance technique par le biais d'ateliers régionaux spécialisés a dû être suspendue et seules les demandes les plus urgentes d'assistance spécialisée ont été traitées séparément pour chaque pays.

ii) *Séminaires régionaux sur les Accords de l'OMC administrés par la Division des règles*

Ce type d'assistance vise à clarifier à l'intention des Membres en développement et des pays accédants les droits et obligations dans le cadre de l'OMC dans le domaine des règles, permettant aux fonctionnaires des pays participants de mieux évaluer la position de leur pays quant à la mise en œuvre des Accords de l'OMC administrés par la Division des règles et d'identifier les mesures à prendre pour atteindre leurs objectifs à cet égard. Cela permettrait aussi à ces pays de participer davantage et plus efficacement aux activités des différents comités institués par les Accords en question (antidumping, subventions et mesures compensatoires, et les sauvegardes), et de mieux satisfaire aux diverses obligations en matière de notification.

En 2000, la Division des règles a mené à bien trois de ces séminaires régionaux, dont l'un à l'intention des pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est et les autres pour les pays anglophones d'Afrique centrale et d'Afrique.

iii) *Séminaires sur les subventions*

Des ateliers ont été organisés pour permettre aux Membres de mieux comprendre leurs obligations quant à la notification des subventions ainsi que les disciplines multilatérales régissant l'octroi de subventions. Ces ateliers visent à fournir aux Membres les connaissances et les outils d'analyse nécessaires pour faire un inventaire de leurs programmes de subventions et évaluer leurs obligations à ce sujet dans le cadre de l'OMC. Les ateliers sont destinés principalement aux pays en développement Membres, ainsi qu'aux Membres qui, pendant les périodes de transition prévues dans l'Accord SMC, doivent modifier ou supprimer des subventions prohibées. Parmi les participants à ces ateliers sur les subventions il y a des fonctionnaires gouvernementaux appartenant aux organismes chargés d'administrer les programmes de subvention, ainsi que des fonctionnaires en poste dans les capitales et chargés des questions relatives à l'OMC. En 2000, la Division des règles a organisé à l'intention d'un Membre un séminaire sur les disciplines concernant les subventions.

iv) *Assistance aux pays*

Un nombre de plus en plus grand de pays qui recourent à des mesures commerciales correctives demandent à la Division des règles de leur fournir une formation spécifique et de les aider à mettre en place des dispositions juridiques de fond et des procédures conformes aux Accords pertinents de l'OMC. Ce type d'assistance prend généralement la forme de missions d'une semaine au cours desquelles est fournie une formation technique axée sur les problèmes les plus complexes de l'application de la législation concernant les mesures commerciales correctives contingentes. En 2000, quatre missions d'assistance technique à des pays ont été effectuées par la Division des règles en faveur du Pérou, de l'Équateur, du Paraguay et de l'Égypte.

v) *Élaboration et examen des législations nationales*

L'aide fournie aux Membres dans le domaine de l'élaboration et de l'examen des projets de loi relatifs aux mesures commerciales correctives contingentes est l'une des plus importantes activités de la Division des règles en ce qui concerne l'assistance à la mise en œuvre. Sur demande, le personnel de la Division analyse et formule des observations concernant la compatibilité des projets de loi avec l'Accord antidumping, l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et l'Accord sur les sauvegardes. Il fait également des remarques sur l'administration du système que l'on met en place et donne des conseils sur les méthodes de calcul et les procédures d'enquête. Il rappelle aux Membres leurs obligations à l'égard des exportateurs dans la conduite des enquêtes, y compris la nécessité d'assurer des procédures non discriminatoires et des enquêtes aussi équitables que possible. Ce type d'assistance, qui exige une étude approfondie des projets de loi prend généralement du temps et demande une forte interaction avec les autorités responsables des Membres et les délégations à Genève. Dans ce domaine, la Division des règles a mené une mission pour aider à élaborer les lois et règlements d'un Membre et a fait des commentaires sur les projets de loi et de règlement de deux autres Membres.

vi) *Avis juridiques*

La Division reçoit fréquemment des demandes de conseils sur les questions visées par les divers Accords relevant de son domaine de compétence. Les questions proviennent généralement des autorités administrantes des Membres, ou d'autres fonctionnaires responsables dans ce domaine. Elles ont essentiellement pour but d'obtenir des éclaircissements sur la signification de certaines dispositions des Accords et sur la manière de les mettre en œuvre.

vii) *Participation aux programmes de la Division de la coopération technique, de la Division de la formation et du Groupe de travail du Secrétariat sur les questions relatives aux PMA et le Cadre intégré*

La Division des règles participe à ces programmes lorsque des compétences concernant les mesures antidumping, les subventions, les mesures compensatoires, les sauvegardes et les entreprises commerciales d'État sont nécessaires. Elle participe notamment à l'organisation de cours de politique commerciale, d'ateliers sur les notifications, de séminaires sur le fonctionnement de l'OMC et ses Accords, d'exposés destinés aux fonctionnaires et autres personnes en poste dans les capitales, et d'exposés destinés aux fonctionnaires des secrétariats ou des organismes de mécanismes régionaux. Parmi les autres activités dans ce domaine, la Division des règles a participé à cinq cours organisés par la Division de la coopération technique en collaboration avec d'autres organisations internationales ou d'autres gouvernements, qui ont eu lieu à Singapour, en Corée, en Autriche, au Qatar et au Burkina Faso.

## K. MESURES SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES

Au cours de l'année 2000, la Division de l'agriculture et des produits de base a pris part à un nombre non négligeable d'activités d'assistance technique liées à la mise en œuvre de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, notamment à des ateliers ou séminaires nationaux et régionaux, à des conférences et à la fourniture de conseils techniques sur des thèmes spécifiques. En juin 2000, le Secrétariat a organisé un atelier sur l'application de l'analyse des risques dans le contexte de l'Accord SPS, qui a rassemblé un certain nombre d'experts internationaux et nationaux sur cette question. En outre, il a organisé un séminaire régional sur les mesures SPS en Côte d'Ivoire et des séminaires nationaux en Jamaïque et à Cuba et, en association avec la Banque mondiale, un séminaire régional en Namibie. Par ailleurs, le personnel de la Division a participé activement à un grand nombre de séminaires et d'ateliers mis sur pied par des autorités nationales et des organisations régionales ou internationales. Parmi ces activités, on peut mentionner notamment



un atelier sous-régional sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires au Sénégal; des cours de formation régionaux sur l'Accord SPS pour les États du Golfe; un symposium sur l'incidence de l'Accord SPS sur le commerce des produits animaux au Moyen-Orient, tenu au Liban; un atelier OMS sur les questions liées au commerce et à la santé en Inde, un atelier régional sur les dispositions de l'Accord SPS portant sur la transparence, tenu au Bélarus; une session de formation conjointe États-Unis/Hongrie; un atelier régional destiné à des experts, en Uruguay; un séminaire national au Panama; un séminaire ASEM/TFAP<sup>4</sup> sur l'analyse des risques et les procédures SPS qui a eu lieu à La Haye; la Conférence de l'ANASE sur l'alimentation aux Philippines; un atelier organisé par l'Université des Nations Unies sur la biotechnologie au Japon; et une conférence de l'industrie alimentaire turque. Le personnel de la Division a également fourni une assistance technique à la Croatie et à l'ex-République yougoslave de Macédoine dans le cadre de l'accession de ces pays à l'OMC.

Les séminaires et les ateliers organisés par le Secrétariat visent à faire mieux connaître et comprendre les droits et obligations fondamentaux des pays au titre de l'Accord SPS, à aider les Membres et les futurs Membres à profiter pleinement des dispositions de l'Accord concernant la transparence et, avec l'appui du Codex, de l'OIE, du Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPN) et/ou d'experts indépendants, à traiter de questions plus techniques relatives à la mise en œuvre de l'Accord. Il s'agit généralement de questions telles que l'analyse des risques, l'équivalence, les réformes réglementaires, la mise en place de techniques d'analyse des dangers aux points critiques), etc. Le Secrétariat a régulièrement encouragé la participation active du secteur privé à ces activités dans le souci d'initier et de sensibiliser les entreprises et les consommateurs de ces pays aux prescriptions relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, à la protection de la santé des animaux et à la préservation des végétaux.

Le Secrétariat est heureux de voir que ses efforts d'assistance technique, associés à ceux de ses Membres et des organisations internationales et régionales, ont eu des résultats positifs. Un plus grand nombre de Membres, et en particulier de pays en développement Membres, semblent mieux comprendre leurs droits et obligations dans le cadre de l'Accord SPS, et la façon d'utiliser efficacement cet instrument. Leurs besoins d'assistance technique sont devenus plus complexes, portant essentiellement sur des informations approfondies dans des domaines spécifiques.

Un plus grand nombre de pays Membres en développement ont commencé à soumettre des notifications et semblent mieux comprendre les procédures de notification recommandées. Le Secrétariat a publié un manuel détaillé sur les dispositions de l'Accord relatives à la transparence, élaboré avec l'aide des autorités néo-zélandaises; ce manuel contient des modèles pour la demande de renseignements ou la réponse aux demandes. Cet ouvrage, destiné aux gouvernements, est conçu comme un guide pratique qui facilitera la mise en œuvre des clauses de l'Accord SPS relatives à la transparence. Conçu pour être spécialement utile aux pays en développement et aux pays les moins avancés (PMA), ainsi qu'aux pays accédants, c'est également un ouvrage de référence utile aux autres Membres de l'OMC.

Les activités d'assistance technique proposées dans le cadre de l'Accord SPS traduisent, comme auparavant, un certain nombre de préoccupations et de besoins résumés ci-après:

- manque de coordination et d'échange d'informations au niveau national, à la fois entre les différents services chargés des trois secteurs – sécurité sanitaire des produits alimentaires, santé animale et préservation des végétaux, et au sein de ces services, de même qu'entre les fonctionnaires participant aux réunions du Comité SPS et ceux qui

---

<sup>4</sup> Plan d'action pour la facilitation des échanges Asie/Europe.

assistent aux réunions des trois organismes de normalisation, à savoir le Codex, l'OIE et la CIPN;

- nécessité de poursuivre les activités d'assistance technique axées sur la création de cadres réglementaires nationaux, y compris l'élaboration de lois;
- besoin d'augmenter l'assistance technique portant sur des problèmes techniques et scientifiques - méthodologies d'analyse des risques, services vétérinaires et de quarantaine, création de laboratoires de référence, élaboration de procédures d'essai appropriées, etc.;
- nécessité de poursuivre les efforts, par le biais d'une formation adaptée, visant à aider les pays en développement à prendre part à l'élaboration et à la mise en œuvre de normes internationales.

Enfin, les Membres continuent d'insister sur la nécessité d'améliorer la coordination entre les organisations internationales compétentes dans leurs activités d'assistance technique aux pays en développement afin d'assurer une couverture géographique adéquate, de garantir la cohérence des conseils apportés et d'éviter les doubles emplois. De même, un renforcement de la coordination entre les Membres offrant une assistance technique bilatérale ou régionale est demandé. Le Comité SPS se penche sur ce problème. Par ailleurs, le Secrétariat continue à coordonner ses activités d'assistance technique avec d'autres organisations internationales et à organiser de nombreuses activités dans le cadre de réunions ou d'initiatives d'autres organisations internationales ou régionales.

## L. SERVICES

En 2000, les demandes adressées au personnel de la Division du commerce des services pour qu'il organise des conférences, ateliers et séminaires liés aux services et/ou y participent, ont continué de s'accroître, ce qui semble tenir à au moins trois facteurs: i) l'intention de nombreux Membres actuels, en particulier des pays en développement, de se tenir informés du nouveau cycle de négociations sur les services et d'y participer véritablement; ii) le souci des pays accédants d'approfondir leur compréhension de l'AGCS et de ses incidences juridiques et économiques; et iii) les inquiétudes de diverses organisations et associations concernant les incidences de l'Accord sur les services sociaux ou services d'infrastructure essentiels. Les membres du personnel se sont efforcés de répondre au plus grand nombre de demandes possible compte tenu des contraintes définies - d'une part la pénurie de main-d'œuvre de la Division et d'autre part les incidences croissantes sur les ressources des négociations sur les services. Il est probable que ces contraintes vont encore s'accroître.

Alors que les rapports précédents distinguaient deux principaux types d'activité – des réunions spécialisées organisées par des organismes gouvernementaux ou parapublics et des séminaires de formation plus large – un troisième type d'activité a pris de l'importance, à savoir les séminaires et ateliers organisés par des organisations internationales spécialisées et des associations non gouvernementales dont les activités sont liées à certains secteurs de services (par exemple, communication, transport, éducation ou santé). Les préparatifs de ce dernier type d'activité sont généralement plus contraignants que ceux des autres réunions car ces activités sont le plus souvent axées sur les enseignements à tirer de l'AGCS ou des clauses particulières de l'AGCS, compte tenu de la situation économique ou sociale propre à un pays.

Les ateliers et séminaires "traditionnels" visent essentiellement à familiariser les experts des administrations et, éventuellement, des associations du secteur privé avec les incidences de l'Accord sur leur domaine d'activité. L'expérience acquise récemment confirme qu'étant donné la complexité de l'AGCS, des activités générales en ce sens devraient être organisées sur deux ou mieux encore,

trois jours. Néanmoins, cela peut se révéler difficile dans certains cas, car les ministères doivent évaluer les incidences à court terme sur leurs ressources du détachement de personnel à cet effet par rapport aux bénéfices à plus long terme qui s'ensuivront.

Quels avantages peut-on attendre de ces séminaires? Comme il est noté dans le rapport de l'année dernière, il y a tout d'abord l'apport de connaissances commerciales dans des administrations et des entreprises qui n'avaient jamais été confrontées auparavant au concept du commerce international des services et/ou à l'existence de l'AGCS; ensuite, la création, à l'intérieur du pays, de liens de coordination et de collaboration entre les organismes spécialisés (ministères, administrations, organismes de réglementation) et les départements chargés de l'AGCS; et enfin, l'information en profondeur de fonctionnaires qui, en raison du volume de travail auquel ils doivent faire face quotidiennement, n'ont souvent pas l'occasion de suivre de près la situation à Genève. Les contacts établis pendant les séminaires peuvent devenir des relations de travail à plus long terme avec le personnel de la Division du commerce des services. Cela peut se révéler particulièrement important pour les pays accédants et les pays en développement ayant à Genève de petites délégations qui ne peuvent assister régulièrement à toutes les réunions sur les services.

Les séminaires régionaux peuvent être considérés comme ayant le meilleur rapport efficacité-coût que les séminaires nationaux. Toutefois, la participation des pays est plus limitée et beaucoup dépend des "effets multiplicateurs" qui peuvent être générés ultérieurement dans les capitales. Comme il a été souligné dans des rapports antérieurs, ces effets dépendent de divers facteurs qui sont largement indépendants de la volonté du Secrétariat, notamment la sélection adéquate des participants et le rôle qu'ils continuent de jouer dans les domaines visés. L'expérience de l'année dernière confirme que les séminaires régionaux sont particulièrement bien préparés par les pays et/ou les organisations hôtes. La participation du Secrétariat a été facilitée dans plusieurs cas par la contribution des organisateurs au financement et/ou par le regroupement de plusieurs réunions dans la même région pour économiser du temps et des ressources. Vers la fin de l'année, en raison de contraintes budgétaires, le calendrier de réunions a été déterminé en grande partie par la capacité des Membres et organisations intéressés de couvrir les frais de voyage et de logement du personnel du Secrétariat.

#### M. OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

En 2000, le Secrétariat a organisé des séminaires concernant l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et les questions connexes (par exemple, normes, évaluation de la conformité et métrologie) et y a participé, en collaboration avec l'ORAN, la BID, l'ISO, le CCI, l'OIML, le PTB, l'ONUDI, le Département du commerce des États-Unis et la Banque mondiale. Ces séminaires ont eu lieu en Argentine, au Bangladesh, au Burkina Faso, en France, en Géorgie, en Jamaïque, au Kenya, au Koweït, au Panama, au Qatar et en Thaïlande à l'intention des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, du Moyen-Orient et de la région méditerranéenne ainsi que des pays en transition. Le Fonds OMC de Hong Kong, Chine a financé la participation des pays au séminaire tenu en Thaïlande.

#### N. TEXTILES ET VÊTEMENTS

Le plan d'assistance technique de la Division des textiles a pour but de fournir aux Membres, ainsi qu'aux pays en voie d'accession, des renseignements détaillés sur les dispositions de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV). Dans ce contexte des explications ont été données sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord au cours des six premières années, les besoins des Membres pour les dernières années de la période de transition, l'évolution récente du commerce des textiles et des vêtements par pays et par région, les perspectives à long terme du commerce dans ce secteur, les faits intervenus au sujet des autres Accords de l'OMC qui ont une incidence sur le commerce des textiles, les procédures de règlement des différends, en particulier dans le secteur des

textiles, et les obligations en matière de notification. On s'efforce en particulier d'établir la relation entre ces aspects et la situation générale à l'OMC.

La Division des textiles met en œuvre ce plan en répondant aux demandes d'assistance formulées par les Membres ainsi que par les pays accédants et les observateurs dans le cadre de séminaires régionaux et nationaux, organisés à l'intention des délégations à Genève et des fonctionnaires en poste dans les capitales et couvrant les trois grandes régions dans lesquelles se trouvent les pays en développement. Cela signifie, dans de nombreux cas, que la Division doit participer à des programmes conjointement avec d'autres organisations internationales afin que l'éventail d'informations et de vues sur l'ATV et sur la situation générale du commerce des textiles soit aussi large que possible.

En 2000, la Division des textiles a pris part à un séminaire régional et un séminaire national en Afrique, un séminaire national en Asie, un séminaire régional à Genève et à une conférence d'une organisation intergouvernementale. Le séminaire régional tenu à Ouagadougou a été organisé en coopération avec la Banque islamique de développement et la participation de 12 pays de l'Afrique de l'Ouest. Les séminaires nationaux ont eu lieu à Maurice et en Inde. À Genève, le séminaire relatif à l'ATV a été organisé par le CCI, et a rassemblé les pays les moins avancés d'Afrique de l'Ouest. La conférence du Comité consultatif international du coton, tenue en Australie, a rassemblé des représentants de 24 pays en développement et PMA. La Division des textiles a également pris part à des ateliers tenus dans le cadre de la Réunion des Ministres africains à Libreville (Gabon).

## O. COMMERCE ET ENVIRONNEMENT

En 2000, la Division du commerce et de l'environnement a participé à un nombre important d'activités d'assistance technique liées au commerce et à l'environnement, y compris des séminaires nationaux et régionaux, des conférences, et a donné des avis techniques sur certains thèmes liés au programme de travail du Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC. En particulier, le Secrétariat a organisé plusieurs séminaires de formation régionaux sur le commerce et l'environnement en Afrique, en Amérique du Sud, en Asie et en Europe centrale et orientale. Ces séminaires visaient à favoriser les rencontres entre les fonctionnaires chargés du commerce et leurs homologues responsables de l'environnement de la région afin qu'ils puissent échanger leurs vues et mieux comprendre les débats à l'OMC sur le commerce et l'environnement, et leurs incidences pour ces régions. On s'est efforcé, au cours de ces séminaires, de sensibiliser les participants au rôle et aux activités de l'OMC dans ce domaine, et de les préparer aux débats à venir au sein de l'Organisation.

Les séminaires ont contribué à:

- Faire comprendre qu'une coordination plus étroite entre les responsables des politiques relatives au commerce et à l'environnement est essentielle à la cohérence de ces politiques aux niveaux national et international. Les fonctionnaires chargés des questions commerciales ont pu connaître le point de vue de leurs homologues responsables de l'environnement, et réciproquement. Par le biais d'études de cas concrets, tels que la relation entre les accords multilatéraux sur l'environnement et les règles de l'OMC, on a montré comment, dans le passé, l'absence d'une coordination adéquate avait parfois abouti à la négociation d'obligations internationales qui pouvaient être contradictoires.
- L'analyse aux niveaux national et régional des liens complexes d'interdépendance entre les politiques relatives au commerce, à l'environnement et au développement durable, et les avantages pour tous que pourraient avoir dans ces trois domaines un accès sûr au marché et une libéralisation accrue du commerce.

- Un renforcement du dialogue et des échanges d'information sur les expériences et les opinions nationales entre les fonctionnaires chargés du commerce et de l'environnement dans la région. Les participants ont réfléchi aux incidences des débats à l'OMC sur le commerce et l'environnement pour leur pays et pour l'ensemble de la région, en vue d'améliorer leur position de négociation dans les négociations futures.

#### P. COMMERCE ET INVESTISSEMENT

Le Secrétariat a pris part à deux séminaires régionaux sur le commerce et l'investissement, l'un à Lima (Pérou) en août 2000, l'autre à Santiago (Chili) en décembre 2000. Ces deux séminaires avaient pour objet d'aider les pays en développement à mieux comprendre le rôle que pouvaient jouer les règles multilatérales dans ce domaine.

#### Q. EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

En 2000, cinq missions d'assistance technique ont été menées à Madagascar (2), au Mozambique et dans les pays de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS)<sup>5</sup> Membres de l'OMC (2) en même temps que des missions destinées à préparer les examens des politiques commerciales. Ces missions conjointes visaient principalement à recueillir des informations sur les besoins de ces pays Membres en matière d'assistance technique, qui seraient transcrites dans les rapports sur les politiques commerciales, puis à préparer des missions d'assistance technique compte tenu des besoins identifiés. Cette méthode sera maintenue et affinée, surtout pour les pays les moins avancés.

Une assistance technique a également été fournie à plusieurs pays en développement pour la préparation de l'examen de leurs politiques commerciales. Bien que ces examens aient lieu moins fréquemment pour la plupart des pays en développement et des PMA que pour les pays développés, le nombre de demandes a augmenté. Le Secrétariat fournit une assistance dans ce domaine à tous les pays en développement qui en font la demande, en particulier aux pays d'Afrique et aux pays les moins avancés.

#### R. JITAP

Le Programme intégré conjoint d'assistance technique dans un certain nombre de pays les moins avancés et d'autres pays africains (JITAP) vise à aider ces pays à entrer dans le système commercial multilatéral ou à y participer. Ce programme est applicable à titre provisoire à huit pays africains, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, et la Tunisie. Lancé en 1997 pour donner suite à la Réunion ministérielle de Singapour et à la neuvième Conférence de la CNUCED, tenues toutes deux en 1996, il a été effectivement mis en œuvre en 1998 et doit s'achever à la fin de l'année en cours. Néanmoins, jusqu'ici 24 pays environ ont demandé à participer au programme.<sup>6</sup>

- l'assistance technique du JITAP est menée conjointement par le CCI, la CNUCED et l'OMC et est orientée vers les éléments suivants:

---

<sup>5</sup> Les Membres de l'OMC sont les pays et territoires suivants: Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis et Saint-Vincent-et-les Grenadines.

<sup>6</sup> Dont certains pays les moins avancés comme la Mauritanie, Madagascar, le Malawi, la Zambie, le Sénégal, le Niger, le Tchad, la Guinée, le Togo, la Mozambique, mais aussi des pays en développement comme le Botswana, le Congo Brazzaville, le Zimbabwe, Maurice, le Gabon et le Maroc.

- renforcer les capacités des PMA par le biais d'une formation et la diffusion d'informations sur le système commercial multilatéral;
- aider les pays bénéficiaires à s'acquitter de leurs obligations dans le cadre de l'OMC;
- faciliter la participation à des activités de l'OMC, moyennant la fourniture de documents et de matériel informatique.

Pour faciliter la réalisation de ces trois objectifs généraux, les activités du programme sont organisées en 15 sous-ensembles. Chaque sous-ensemble est axé sur un domaine spécifique et contient une série d'activités liées entre elles et échelonnées dans le temps pour assurer une bonne gestion du programme. L'assistance technique fournie par l'OMC est liée pour l'essentiel au sous-ensemble 2 (le Comité interinstitutions de l'OMC assurant la coordination du programme), au sous-ensemble 3 (assistance sur les questions douanières, y compris le Code d'évaluation en douane et les règles d'origine), au sous-ensemble 4 (problèmes de mise en œuvre rencontrés par les pays participants), au sous-ensemble 5 (Centres de référence de l'OMC), et au sous-ensemble 8 (formation de formateurs au sujet du système commercial multilatéral).

Les activités engagées en 2000 par le Secrétariat de l'OMC dans le contexte de ce programme étaient essentiellement des séminaires régionaux et nationaux, des missions techniques et la participation à une conférence présentant un intérêt pour ce programme. En outre, plusieurs activités y compris l'information en ligne ainsi que la fourniture d'avis techniques sur des questions liées à la mise en œuvre ont eu lieu en permanence au cours de l'année, en particulier celles qui ont trait aux sous-ensembles 4 et 5.

Des 24 activités recensées pour l'année 2000, onze étaient des séminaires régionaux, neuf des missions techniques, trois des séminaires nationaux et une la participation à une conférence sur le système commercial multilatéral. Des séminaires régionaux se sont déroulés dans tous les pays participants à l'exception de la Tunisie. Ces séminaires ont porté sur les ADPIC (2), les services (2), l'intégration régionale et la passation de marchés (2), les mesures commerciales correctives (2) et la mise en œuvre d'instruments juridiques (1). Des institutions sous-régionales ont été invitées à participer à ces séminaires. L'UEMOA, la CAE, l'ARIPO et l'OAPI ont contribué à ces activités. Quant aux missions techniques, quatre d'entre elles, axées sur l'amélioration permanente de la mise en œuvre du programme, ont eu lieu dans des pays participants. Il y a eu d'autres missions techniques portant sur l'évaluation en douane, les mesures commerciales correctives et les prescriptions en matière de notification. Trois séminaires nationaux, dont un symposium national de haut niveau sur le commerce, se sont déroulés en Tanzanie (2) et au Ghana.

En 2000, une évaluation à mi-parcours du programme du JITAP a été effectuée. Plusieurs conclusions ont été dégagées, dont une selon laquelle le programme pourrait être élargi à d'autres pays. Il a aussi été dit que des institutions, notamment celles du secteur privé et des établissements universitaires et centres de formation, pourraient aider à corriger certaines faiblesses du programme, et que les pays donateurs pourraient jouer eux-mêmes un rôle plus actif.

Par ailleurs, trois pays situés dans d'autres régions que l'Afrique, en particulier Haïti, le Yémen et les Maldives ont également demandé à faire partie de ce programme conjoint.

## **II. ASSISTANCE TECHNIQUE: TYPE D'ACTIVITÉ CHOISI**

### **A. CENTRES DE RÉFÉRENCE ET EMPLOI DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT**

L'emploi de plus en plus généralisé des outils informatiques a continué de jouer un rôle important dans la fourniture par l'OMC d'une assistance technique en l'an 2000. Les activités d'assistance technique, organisées avec l'Institut multilatéral de Vienne pour les pays d'Europe

centrale et orientale et au Guatemala, au Mexique et au Pérou pour les pays d'Amérique latine, ont fait largement appel aux visioconférences et à l'enseignement à distance. De plus, des forums en ligne ont été organisés pour permettre aux fonctionnaires des Membres de l'OMC en poste dans des lieux éloignés de participer à des discussions thématiques. Les forums en ligne de l'année 2000 proposaient notamment les thèmes suivants: le commerce et le développement durable, ainsi que l'Afrique et l'OMC. Plus de 1 300 personnes dans le monde ont participé au forum en ligne sur le commerce et le développement durable organisé par l'OMC et la Banque mondiale, première initiative du Réseau universitaire de l'OMC, qui relie l'Organisation à des universités et à des centres de recherche pour renforcer et diffuser les connaissances sur les questions relatives au commerce international. Les sujets abordés étaient notamment les suivants: la pauvreté, l'inégalité et l'OMC; les normes techniques et la pauvreté; les PMA et l'OMC et les raisons pour lesquelles les pays en développement doivent participer à un nouveau Cycle, ainsi que la démocratie et l'OMC.

Le site Web sur le commerce et le développement, mis en place conjointement par l'OMC et la Banque mondiale, continue de fournir en ligne des informations utiles qui permettent aux décideurs des pays en développement de mieux comprendre les incidences économiques et d'utiliser les règles et mécanismes de l'OMC. Un CD-ROM sur les sources actuelles d'assistance technique liée à l'OMC a été mis au point en 2000. Outre son utilité immédiate comme source de référence unique pour les bénéficiaires potentiels d'assistance technique liée au commerce, ce guide devrait aussi contribuer à assurer une coordination et une coopération appropriées entre les fournisseurs d'assistance.

#### *Centres de référence de l'OMC*

Vingt-sept Centres de référence de l'OMC ont été établis en 2000 pour aider à améliorer le cadre institutionnel et appuyer les systèmes d'information commerciale des pays les moins avancés et des pays en développement. Le nombre total de Centres de référence de l'OMC est donc passé à 96 au 31 décembre 2000, répartis entre 78 pays et 14 organisations régionales ou sous-régionales. Voir à l'Annexe I la répartition géographique et la liste des emplacements. La majorité des Centres de référence établis en 2000 se trouvaient dans des institutions régionales ou sous-régionales.

Pendant l'année considérée, des Centres de référence de l'OMC ont été établis au Botswana, en Chine, aux Comores, aux Émirats arabes unis, au Gabon, en Jordanie, au Liban, en Mongolie et en République kirghize. Les institutions régionales ou sous-régionales concernées sont les secrétariats des organismes suivants: Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), Marché commun de l'Afrique australe et orientale (COMESA), Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Communauté andine, Commission de l'océan Indien (COI), Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), Communauté des Caraïbes (CARICOM), Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), Banque africaine de développement (BAfD), Union du Maghreb arabe (UMA), Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO), Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA) et Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO). Des Centres de référence de l'OMC ont aussi été établis à l'ambassade de la Dominique à Londres et à l'ambassade du Burkina Faso à Bruxelles. La première a servi de cadre à une formation dispensée en septembre aux fonctionnaires de toutes les missions des pays caraïbes à Londres et la seconde, en février-mars, à une formation dispensée aux fonctionnaires des PMA et de toutes les missions des pays ACP.

Du matériel informatique destiné aux Centres de référence de l'OMC a été acheté pour les ambassades du Bénin, du Tchad, de la Grenade et du Niger à Bruxelles, pour leur faciliter l'accès à Internet. Il en a été de même pour la République du Congo.

Les activités effectuées pendant l'année 2000 ont surtout porté sur la formation de fonctionnaires pour les aider à accéder aux très nombreux renseignements disponibles sur le site

Internet de l'OMC et sur les supports numériques (CD-ROM, par exemple) mis au point par l'Organisation. Les institutions régionales ou sous-régionales ont acheté leur propre équipement et assuré leur accès à Internet avant l'arrivée de l'équipe de l'OMC à leur siège.

En 2000, les activités de suivi ont consisté notamment à remplacer le matériel informatique et/ou à acquérir pour le Bénin, le Malawi, le Niger, la République centrafricaine et le Tchad, des accessoires informatiques (un onduleur et des limiteurs de tension) destinés à stabiliser l'alimentation en courant électrique du matériel. Pendant l'année considérée, le Secrétariat de l'OMC a étudié les possibilités de fournir un accès gratuit à Internet aux Centres de référence de l'OMC situés dans les pays les moins avancés. Près de 48 000 pages du bulletin d'information quotidien de l'OMC ont été envoyées à l'ensemble des Centres de référence de l'OMC au cours de l'année 2000.

En mai 2000, un sondage a été effectué pour évaluer l'efficacité et l'utilité des Centres de référence de l'OMC. Les réponses obtenues montrent que ces derniers sont devenus une source d'information indispensable sur l'OMC pour les gouvernements, le monde universitaire et les entreprises. Certains utilisateurs considèrent les Centres de référence comme un "guichet unique" pour les informations sur l'OMC et les échanges commerciaux; d'autres estiment que la formation fournie est utile car elle permet de diminuer le temps passé à la recherche en ligne de documents et d'informations sur l'OMC. Les pays bénéficiaires des Centres de référence de l'OMC les considèrent de plus en plus comme des bureaux nationaux pour l'OMC situés dans le cyberspace où ils peuvent obtenir instantanément des réponses à la plupart des interrogations concernant l'Organisation, ainsi que des renseignements pertinents. Plusieurs pays utilisent aussi ces centres comme points d'information pour s'acquitter de diverses obligations de notification dans le cadre de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Annexe B:3), de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (article 10.1 et 10.3) et de l'AGCS (article III:4). En outre, les fonctionnaires bénéficiant de la formation dans le cadre des Centres de référence ont indiqué, dans les questionnaires distribués à la fin de chaque session de formation, qu'ils mettraient à profit les compétences acquises pour utiliser les outils de formation électroniques et l'information fournie par l'OMC, pour maintenir un contact permanent avec l'Organisation et consulter les calendriers des réunions. De fait, la création de Centres de référence de l'OMC dans plusieurs pays en développement a contribué à améliorer les échanges d'informations entre le Secrétariat de l'OMC et les Ministères du commerce des Membres, ainsi qu'avec les organisations régionales ou sous-régionales.

#### *L'informatique au service du développement (ITD)*

Le site Web du Centre du commerce et du développement est un site Internet qui propose des informations et activités de formation conçues en fonction des besoins des responsables du commerce des PMA et des autres pays en développement. Ce site reçoit environ 15 000 visiteurs par mois. On y trouve notamment:

- des forums en ligne sur des questions commerciales présentant un intérêt pour les pays en développement: trois forums ont été organisés l'an dernier, avec la participation d'usagers du monde entier, principalement de PMA et d'autres pays en développement;
- des études de cas sur des pays en développement: ces études de cas ont été achevées et sont disponibles sur le site;
- des guides interactifs de formation: ces guides peuvent être consultés en ligne ou téléchargés à partir du site Internet;
- des activités de formation: notamment les cours de politique commerciale de l'OMC et les cours de la Banque mondiale;



- le programme intégré de la Banque mondiale pour l'agriculture: ce programme intégré de recherche et de renforcement des capacités vise à renforcer la participation des pays en développement aux négociations sur l'agriculture engagées en 2000 dans le cadre de l'OMC.

Le développement de matériels de formation et d'information électroniques continue d'avoir une importance cruciale pour les PMA et autres pays en développement. Les activités actuelles sont notamment les suivantes:

- mise au point d'autres matériels d'information sur Internet et sur CD-ROM destinés aux Centres de référence de l'OMC ainsi qu'à d'autres activités de l'Organisation, dont les cours de politique commerciale de courte durée;
- élargissement du site ITD pour inclure d'autres études de cas, forums en ligne et autre documentation;
- élaboration d'une bibliothèque d'outils didactiques interactifs sur CD-ROM. Le premier module de ce type, qui concerne l'Accord sur les textiles et les vêtements, offre aux utilisateurs trois heures de matériel didactique interactif. D'autres modules de formation informatiques portant sur d'autres Accords de l'OMC, qui seront disponibles sur CD-ROM et accessibles via Internet, sont actuellement mis au point;
- le réseau mondial pour l'enseignement à distance de la Banque mondiale (RMED). Ce projet, lancé par la Banque mondiale, consiste à utiliser les technologies de la communication pour mettre en œuvre des programmes de formation (enseignement à distance) et fournir aux pays en développement l'accès aux bases de données informatisées. Il s'agit d'un système de communication à l'échelle mondiale avec liens informatiques, visioconférences et classes interactives. La Banque mondiale a mis en place les premiers Centres en 1997 en utilisant son réseau de bureaux dans les capitales des pays en développement. L'étape actuelle du projet consiste à établir des Centres d'enseignement à distance qui sont pris en charge et administrés par des institutions de formation et d'éducation dans chaque pays participant. Le réseau RMED couvre actuellement plusieurs pays d'Afrique, d'Asie, des Caraïbes et d'Amérique du Sud. En 2000, l'OMC a continué de collaborer avec la Banque mondiale dans le cadre de ce projet. À ce jour, un projet pilote a eu lieu, au cours duquel l'OMC a utilisé le réseau de la Banque pour un séminaire interactif sur les notifications d'une durée de six heures. Cette session a été organisée à partir du Secrétariat de l'OMC à Genève pour environ 60 fonctionnaires des ministères du commerce de quatre pays africains.

La formation pour l'utilisation de la documentation disponible sur Internet et sur CD-ROM, notamment des bases de données spécialisées, reste le principal besoin signalé par les fonctionnaires s'occupant du commerce dans les PMA et d'autres pays en développement.

## B. ENSEIGNEMENT À DISTANCE ET FORMATION ASSISTÉE PAR ORDINATEUR

Le recours novateur à l'enseignement à distance et aux méthodes et techniques d'apprentissage à distance peut renforcer l'incidence des activités d'assistance technique. Les principaux bénéficiaires en sont des fonctionnaires subalternes et de niveau moyen qui ont besoin de mieux comprendre les règles et procédures de l'OMC, mais le recours aux visioconférences s'est également révélé un moyen très efficace de fournir une assistance spécialisée.

*i) Réseau d'universités en Amérique latine*

Un projet pilote a été mené à bien en 2000 en collaboration avec l'Institut de technologie et d'études supérieures de Monterrey au Mexique (ITESM). Six visioconférences ont été retransmises en direct par satellite depuis Genève dans des centres universitaires situés dans neuf pays d'Amérique latine. Lors de chaque visioconférence, un ou deux experts de l'OMC faisaient un exposé de 45 à 60 minutes sur un sujet précis comme le commerce des marchandises, le commerce et l'environnement ou le règlement des différends, suivi d'une séance de questions et réponses de 20 à 30 minutes. En moyenne, chaque visioconférence a été suivie par 300 personnes, pour la plupart des étudiants et des hommes d'affaires. Une évaluation a été faite par l'ITESM au moyen d'un questionnaire en ligne et la plupart des participants ont jugé que ce cycle de conférences était utile ou très utile.

*ii) Visioconférences*

Les visioconférences sont utilisées régulièrement depuis 2000, notamment pour de brèves interventions d'experts du Secrétariat de l'OMC pendant les cours de politique commerciale de courte durée. En outre, elles ont permis la présentation d'exposés lors de séminaires et d'ateliers où il n'était pas possible ou pas pratique d'être physiquement présent.

*iii) L'OMC – Un cours de formation*

Le Secrétariat a élaboré un programme de formation informatisé sur l'Organisation mondiale du commerce qui est accessible sur le site Web de l'OMC ([www.wto.org](http://www.wto.org)) depuis 1998. Ce programme reprend la structure d'un séminaire général et couvre tous les concepts traités au cours d'un séminaire normal de quatre à cinq jours conduit par la Division de la coopération technique. Il se compose de dix modules. Chacun des neuf premiers modules correspond à une séance de trois à quatre heures avec une récapitulation suivant la méthode des questions souvent posées. Le dernier module reprend l'Acte final ainsi que d'autres textes fondamentaux de l'OMC. Ce programme est actuellement mis à jour.

Ce programme est constitué de deux volets interdépendants: i) une série de plus de 350 "diapositives"; ii) un "livre" qui contient une brève explication de chacune des puces apparaissant sur les diapositives. Les diapositives et le livre sont disponibles en ligne en anglais, en espagnol et en français.

L'utilisation de cet outil d'apprentissage à distance présente plusieurs avantages: accès 24 heures sur 24; travail auto-dirigé et adapté au rythme personnel (commode pour l'utilisateur); caractère interactif et convivial; possibilité de modifier le contenu assez facilement; possibilité d'envoyer, pour chaque diapositive, un message électronique au Secrétariat de l'OMC pour demander des éclaircissements.

Outre sa principale fonction (auto-formation assistée par ordinateur), ce matériel peut avoir deux autres usages: i) expliquer les travaux de l'OMC d'une manière structurée et ii) aider les formateurs à structurer leurs exposés à l'aide de diapositives. Dans le premier cas, les diapositives ne sont pas nécessaires et dans le second, le "livre" sert à mettre en lumière les notions clés qui sont explicitées dans chacune des diapositives présentées. En 2000, plus de 500 exemplaires ont été distribués, la plupart sur CD-ROM, et plus de 8 000 modules ont été téléchargés à partir du site Web.

*iv) Série de didacticiels*

L'objectif de cet outil est de transférer sur CD-ROM les thèmes traités dans les cours de politique commerciale de l'OMC. Ces didacticiels s'adressent aux fonctionnaires des pays en développement chargés des questions commerciales ainsi qu'aux autres personnes intéressées qui

n'ont pas la possibilité de participer aux cours. Les CD-ROM leur permettent d'avoir accès à la documentation mise au point par les experts de l'OMC pour les cours. La présentation fait appel aux techniques du multimédia, combinant données textuelles et séquences audio et vidéo selon une démarche pédagogique interactive. Chaque module est accompagné d'un test au moyen duquel l'étudiant et l'instructeur peuvent évaluer le degré d'assimilation des connaissances présentées. Un premier produit trilingue sur l'Accord sur les textiles et les vêtements qui reprend la matière de trois heures de cours est déjà disponible et plus de 200 exemplaires ont été distribués. La version définitive d'un deuxième CD-ROM traitant de l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS) est actuellement mise au point.

En outre, la Banque mondiale a élaboré un CD-ROM intitulé "Introduction à l'économie mondiale: cours axé sur les économies en transition" en collaboration avec le Secrétariat de l'OMC et le Centre d'études et de recherches sur le développement international (CERDI), de l'Université d'Auvergne. Ce CD-ROM contient 16 exposés sur des questions de politique commerciale et plus de 200 articles (en format pdf) pouvant servir de support à un cours "classique". Il a été mis au point pour accompagner le volet politique commerciale, d'une durée de deux semaines et intitulé "Politique commerciale et système commercial international", qui fait partie des cours de politique économique appliquée dispensés à l'Institut multilatéral de Vienne. Environ 150 exemplaires de ce CD-ROM ont été distribués en 2000, principalement à des participants auxdits stages.

v) *Documents de l'OMC sous forme électronique*

Des CD-ROM contenant des documents de l'OMC et du matériel didactique sont régulièrement produits par les services de l'Organisation et distribués à l'occasion des activités d'assistance technique. En 2000, plus de 20 CD-ROM de ce type ont été élaborés, notamment pour les participants aux cours de politique commerciale de courte durée.

vi) *Autres CD-ROM (publications)*

L'OMC a mis au point une série, qui va s'étoffant, de publications sous forme électronique, normalement distribuées sur CD-ROM. Des exemplaires de ces publications électroniques ont été fournis aux Centres de référence de l'OMC ainsi qu'aux délégations des pays en développement et pays les moins avancés Membres. La plupart sont également disponibles à la vente. Les produits ci-après sont régulièrement utilisés pour les activités d'assistance technique:

- *Résultats du Cycle d'Uruguay.* Ce CD-ROM trilingue contient toutes les règles de l'OMC et tous les engagements pris par les Membres ainsi que les Listes de concessions concernant les marchandises et les services (près de 30 000 pages énonçant les engagements). Pour chaque Membre, il existe des listes indiquant produit par produit les taux de droit consolidés affectant l'accès aux marchés pour les marchandises, y compris les produits agricoles. Les listes d'engagements spécifiques concernant les services indiquent les secteurs de services pour lesquels un pays s'acquittera de ses obligations en matière d'accès aux marchés et de traitement national au titre de l'AGCS et appliquera les limitations qu'il souhaite apporter à ces obligations.
- *Guide to GATT Law and Practice. Analytical Index.* Ce CD-ROM contient le texte intégral de la publication éponyme et est facile à consulter grâce à des hyperliens et à une aide à l'écran.

- *Instruments de base et documents divers du GATT (IBDD)*. Ce CD-ROM trilingue renferme les 42 volumes de la publication éponyme et fait appel au même logiciel que celui qui est utilisé pour l'Index analytique.
- *Collection Examen des politiques commerciales*. Cette série comprend les rapports établis dans le cadre du Mécanisme d'examen des politiques commerciales. La deuxième édition porte sur la période 1995-2000. Elle est mise à jour tous les ans.
- *Statistiques du commerce international de l'OMC sur CD-ROM*. Ce CD-ROM trilingue contient les statistiques commerciales du Volume II du Rapport annuel de l'OMC. La dernière édition concerne l'année 2000. Il est mis à jour tous les ans.
- *Site Internet de l'OMC sur CD-ROM*. Ce CD-ROM permet d'explorer et d'imprimer hors ligne les informations disponibles sur le site Web de l'OMC à une certaine date. Des mises à jour sont mises sous presse tous les six mois.

**SECTION II**

**ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'OMC DANS LES PAYS EN  
DÉVELOPPEMENT (AUTRES QUE LES PAYS LES MOINS AVANCÉS)  
ET LES PAYS EN TRANSITION**

## I. APERÇU GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE<sup>7</sup>

### A. RÉPARTITION RÉGIONALE

En ce qui concerne la répartition régionale des activités d'assistance technique menées, le tableau II en donne la ventilation en jours-personnes. Les pays africains ont bénéficié de plus de 20 pour cent de l'assistance totale (1 435) en 2000. Par rapport à 1999, l'assistance technique a fortement progressé tant au Moyen-Orient qu'en Europe centrale et orientale et en Asie centrale (de 54,9 pour cent et de 29,4 pour cent respectivement). L'assistance fournie dans d'autres régions a représenté 25,5 pour cent du total des activités pour l'Asie et le Pacifique et 23,4 pour cent pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

**Tableau II**

**Activités d'assistance technique, par région, en 2000**  
(en jours-personnes)

Région	Nombre total de jours-personnes pour 1999	Répartition en pourcentage pour 1999	Nombre total de jours-personnes pour 2000	Répartition en pourcentage pour 2000	Augmentation/ Baisse en pourcentage pour 2000/1999
<b>Total</b>	<b>1 447</b>	<b>100</b>	<b>1 435</b>	<b>100</b>	<b>-0,8</b>
Afrique	304	21,0	293	20,4	-3,6
Asie et Pacifique	396	27,4	366	25,5	-7,5
Europe centrale et orientale et Asie centrale	218	15,1	282	19,7	29,4
Amérique latine et Caraïbes	427	29,5	336	23,4	-21,3
Moyen-Orient	102	7,0	158	11,0	54,9

L'OMC met également en œuvre des activités d'assistance technique conjointement avec d'autres organisations internationales et elle est aussi invitée à participer à des activités organisées par d'autres institutions. Ces renseignements sont résumés dans le tableau III.

<sup>7</sup> On trouvera à l'annexe 2 tous les détails concernant les activités d'assistance technique en faveur des pays en développement (autres que les PMA) et des économies en transition.

**Tableau III**

**Activités d'assistance technique, par région et par organisation chef de file  
(en jours-personnes)**

<b>Activités effectuées par l'OMC</b>	<b>Total en 1999</b>	<b>Total en 2000</b>
Total	612	481
a. Afrique	127	105
b. Asie et Pacifique	155	99
c. Europe centrale et orientale et Asie centrale	96	86
d. Amérique latine et Caraïbes	189	114
e. Moyen-Orient	45	77

<b>Activités entreprises conjointement avec d'autres organisations</b>	<b>Total en 1999</b>	<b>Total en 2000</b>
Total	447	475
a. Afrique	84	89
b. Asie et Pacifique	154	100
c. Europe centrale et orientale et Asie centrale	60	107
d. Amérique latine et Caraïbes	125	126
e. Moyen-Orient	24	53

<b>Activités auxquelles l'OMC a été invitée</b>	<b>Total en 1999</b>	<b>Total en 2000</b>
Total	388	479
a. Afrique	93	99
b. Asie et Pacifique	87	167
c. Europe centrale et orientale et Asie centrale	62	89
d. Amérique latine et Caraïbes	113	96
e. Moyen-Orient	33	28

**B. RÉPARTITION DES ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE SELON LE MODE DE FOURNITURE**

Il est rappelé que les activités d'assistance technique de l'OMC comportent différents modes de prestation aux niveaux national et régional: séminaires, ateliers, cours de formation, missions techniques, conférences et symposiums. Le tableau IV présente un résumé des activités par mode de prestation.

**Tableau IV**  
**Activités d'assistance technique par mode de prestation et par région**  
**(en jours-personnes)**

Mode de prestation	Afrique	Asie et Pacifique	Europe centrale et orientale et Asie centrale	Amérique latine et Caraïbes	Moyen-Orient	Total
<b>Activités au niveau national</b>						
<b>1999</b>	<b>148</b>	<b>161</b>	<b>38</b>	<b>236</b>	<b>68</b>	<b>651</b>
<b>2000</b>	<b>141</b>	<b>132</b>	<b>68</b>	<b>115</b>	<b>104</b>	<b>560</b>
dont:						
<b>séminaires</b>						
1999	20	34	16	56	24	150
2000	34	45	31	25	42	177
<b>ateliers</b>						
1999	28	25	7	6	5	71
2000	9	12	5	9	11	46
<b>stages de formation</b>						
1999	0	24	0	0	2	26
2000	0	31	12	12	0	55
<b>missions techniques</b>						
1999	100	78	15	174	37	404
2000	98	44	20	69	51	282
<b>Séminaires régionaux</b>						
<b>1999</b>	<b>107</b>	<b>198</b>	<b>131</b>	<b>144</b>	<b>20</b>	<b>600</b>
<b>2000</b>	<b>100</b>	<b>127</b>	<b>164</b>	<b>149</b>	<b>33</b>	<b>573</b>
dont:						
<b>séminaires</b>						
1999	58	69	68	54	7	256
2000	67	68	51	41	9	236
<b>ateliers</b>						
1999	49	46	12	90	10	207
2000	10	12	19	98	0	139
<b>stages de formation</b>						
1999	0	83	51	0	3	137
2000	23	47	94	10	24	198
<b>Conférences</b>						
<b>Symposiums, colloques</b>						
<b>1999</b>	<b>49</b>	<b>37</b>	<b>49</b>	<b>47</b>	<b>14</b>	<b>196</b>
<b>2000</b>	<b>52</b>	<b>107</b>	<b>50</b>	<b>72</b>	<b>21</b>	<b>302</b>
<b>Toutes activités</b>						
<b>1999</b>	<b>304</b>	<b>396</b>	<b>218</b>	<b>427</b>	<b>102</b>	<b>1 447</b>
<b>2000</b>	<b>293</b>	<b>366</b>	<b>282</b>	<b>336</b>	<b>158</b>	<b>1 435</b>



Par rapport à 1999, le Secrétariat a considérablement accru sa participation à des stages de formation aux niveaux national et régional, qui passe de 163 à 253 jours-personnes en 2000 toutes régions confondues, la croissance la plus forte étant enregistrée pour l'Europe centrale et orientale et l'Asie centrale. Cette forte demande témoigne d'un intérêt soutenu pour les questions liées à l'OMC et de la nécessité, surtout pour les pays en cours d'accession ou qui viennent d'accéder à l'Organisation, de résoudre les problèmes soulevés par la mise en œuvre des Accords. Les ateliers, conférences, tables rondes, cours de formation ont porté sur des thèmes très divers et traitaient, pour la plupart de questions bien précises de manière approfondie. Les ateliers étaient fondés sur une "approche concrète" pour initier les fonctionnaires aux complexités de tel ou tel accord et/ou les familiariser avec ces questions. La participation très active du Secrétariat aux missions techniques dans toutes les régions est due à une demande constante d'assistance spécialisée pour les questions réglementaires et relatives à la mise en œuvre.

Les activités d'assistance technique menées en Afrique ont essentiellement pris la forme de séminaires, de missions techniques et de cours de formation. Le Moyen-Orient et l'Europe centrale et orientale ainsi que l'Asie centrale ont enregistré la plus grande augmentation des activités d'assistance technique au niveau national, la seconde région ayant aussi bénéficié du plus fort accroissement du nombre de jours-personnes, dans l'ensemble et au niveau régional. Le Moyen-Orient a vu progresser le nombre de jours-personnes associé aux séminaires, aux missions techniques et aux cours de formation, alors que pour l'Amérique latine et les Caraïbes, c'est le nombre de cours de formation et de conférences qui a augmenté.

Le mode de prestation peut varier selon les régions, mais chacune d'entre elles continue de bénéficier d'activités très diverses.

#### C. PART DE LA DIVISION DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE DANS L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE

On a souvent insisté sur le fait que l'assistance technique est fournie par l'OMC dans son ensemble et non uniquement par la Division de la coopération technique (TCD). Les informations disponibles (tableau V) montrent que sur l'ensemble des activités (exprimées en jours-personnes), 426 ont été menées par cette division, soit une proportion de 29,7 pour cent du total. Au total, 330 jours-personnes ont été fournis conjointement par la Division de la coopération technique et d'autres divisions, soit 23 pour cent de l'ensemble, et 679 jours-personnes (47,3 pour cent), c'est-à-dire une grande majorité, par d'autres divisions. Il convient également de relever que cette croissance du nombre d'activités menées par toutes les divisions de l'OMC ne s'est accompagnée que d'une modeste augmentation des effectifs.

**Tableau V**

**Activités d'assistance technique - 2000:  
Division de la coopération technique (TCD) et/ou autres divisions  
(en jours-personnes)**

<b>Secrétariat de l'OMC</b>	<b>Total</b>	<b>Répartition en pourcentage</b>
TCD uniquement	426	29,7
TCD conjointement avec d'autres divisions	330	23,0
Autres divisions (à l'exclusion de la TCD)	679	47,3

## **II. PROGRAMMES RÉGIONAUX/NATIONAUX ET PROJETS FINANCÉS PAR DES CONTRIBUTIONS SPÉCIFIQUES**

### **A. AFRIQUE**

La présente section porte sur les 19 pays africains en développement suivants: Afrique du Sud, Algérie, Botswana, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Égypte, Gabon, Ghana, Kenya, Maroc, Maurice, Namibie, Nigéria, Sénégal, Seychelles, Swaziland, Tunisie et Zimbabwe.

Le nombre total d'activités s'est élevé à 61, dont 19 séminaires et ateliers régionaux, huit séminaires et ateliers nationaux, 16 missions techniques et 12 conférences, symposiums et colloques. L'établissement de nouveaux Centres de référence de l'OMC représente six activités.

Sur les 19 séminaires régionaux qui se sont tenus en 2000, plusieurs ont été organisés en collaboration avec d'autres organisations internationales, à savoir la Banque mondiale, le CCI, la CNUCED, la FAO, le PNUD et l'UIT, ainsi qu'avec des institutions régionales telles que la CEMAC, le COMESA ou la SADC. Un certain nombre de pays africains ont aussi envoyé des participants à des cours de politique commerciale de courte durée, organisés au niveau interrégional par la CNUCED, la Banque islamique de développement ou par différents pays, notamment Singapour, les États-Unis et l'Australie.

Au total, huit séminaires nationaux ont été mis sur pied en 2000 à la demande de différents pays. La plupart étaient des séminaires spécialisés visant à apporter des connaissances approfondies dans un domaine particulier ou concernant un Accord de l'OMC. Plusieurs d'entre eux ont eu lieu dans le cadre du programme JITAP.

Les missions techniques sont restées l'une des principales activités entreprises à l'intention des pays africains. Au total, 16 activités ont été réalisées en 2000. Ces missions ont été menées, pour la plupart, en vue d'aider les différents pays à adapter leurs législations et réglementations actuelles aux Accords de l'OMC dans des domaines comme l'évaluation en douane, les mesures commerciales correctives et les ADPIC ainsi que la transposition des tarifs douaniers. Quatre missions techniques ont été entreprises dans le cadre du programme JITAP. Enfin, deux d'entre elles concernaient l'examen des politiques commerciales.

En 2000, l'OMC a participé à 12 conférences, symposiums ou colloques organisés soit par elle-même soit par d'autres institutions internationales, régionales ou sous-régionales, soit encore par différents pays. Les sujets traités étaient notamment les suivants: le programme pour l'Afrique, l'émergence du marché africain, la mondialisation, le développement économique durable, la promotion des échanges commerciaux et le commerce électronique.

À la suite du projet de l'OMC sur les technologies de l'information au service du développement, lancé en 1997, deux nouveaux Centres de référence ont été établis dans des pays d'Afrique et quatre dans des organisations sous-régionales.

Voir l'annexe 2a pour connaître la liste des activités entreprises en 2000.

### **B. ASIE ET PACIFIQUE**

Les activités régionales qui ont eu lieu dans la région Asie et Pacifique sont notamment les suivantes:

- Le premier cours de politique commerciale OMC/CESAP sur l'OMC et le système commercial multilatéral organisé pour 23 pays en développement d'Asie, s'est tenu à

Bangkok du 8 au 26 mai 2000. Ce cours a permis aux fonctionnaires chargés des questions relatives à l'OMC dans ces pays de mieux comprendre les principes fondamentaux de l'OMC, le fondement théorique du commerce international et les règles et pratiques relevant des différents Accords de l'OMC. Les participants ont aussi examiné de nouvelles questions comme la politique commerciale et la politique de concurrence, le commerce et l'investissement, la transparence dans les marchés publics ou la facilitation des échanges.

- Un cours conjoint Singapour/OMC sur la politique commerciale s'est tenu à Singapour du 14 au 22 septembre 2000 à l'intention des pays en développement, en vertu du Mémorandum d'accord conclu entre Singapour et l'OMC. Ce cours est organisé chaque année pour des fonctionnaires des pays en développement et des PMA chargés des questions commerciales.
- Le séminaire régional organisé conjointement par l'OMC, le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, la FAO et le Secrétariat du Commonwealth du 3 au 7 avril 2000 en Nouvelle-Zélande visait à expliquer aux pays insulaires du Pacifique les conséquences des Accords de l'OMC en mettant l'accent sur l'agriculture, les mesures sanitaires et phytosanitaires et les dispositions en matière de traitement spécial et différencié, ainsi que sur l'harmonisation des politiques, de la législation et des réglementations intérieures avec les prescriptions de l'OMC.
- Un séminaire régional organisé par l'OMC et la Banque asiatique de développement s'est tenu à Tokyo du 17 au 25 juillet 2000 sur le renforcement des capacités en relation avec les questions de politique commerciale internationale et régionale, qui a également donné lieu à des exposés détaillés sur la mise en œuvre des Accords de l'OMC.

Plusieurs Accords ont fait l'objet de séminaires régionaux spécialisés. Des séminaires régionaux se sont tenus sur les thèmes et dans les pays suivants: Accord sur les ADPIC et ses conséquences pour les pays en développement (Inde, Thaïlande et Hong Kong, Chine), obstacles techniques au commerce, mesures sanitaires et phytosanitaires et procédures d'évaluation de la conformité (Australie, Japon, Thaïlande et Philippines), commerce des services (Singapour et Malaisie), politique commerciale et politique de concurrence (Thaïlande et Inde); textiles, à l'intention des fabricants de textiles de l'ANASE, (Malaisie), et Accords de l'OMC, à l'intention de spécialistes du droit commercial international, (Australie). De plus, un séminaire régional sur les stratégies relatives au commerce électronique s'est tenu en Inde et un autre sur le commerce et l'environnement en Thaïlande.

Il est de plus en plus fait appel, pour un nombre croissant d'activités d'assistance technique, à des études de cas et exercices de simulation basés sur les réactions des participants. Les sujets traités sont les procédures et pratiques suivies en matière de règlement des différends, les négociations sur le commerce des services et des simulations de négociations commerciales. Une autre amélioration a été le recours à des conférences personnalisées avec des exemples directement liés au cadre du commerce et aux positions de négociation des participants. Un premier pas vers l'externalisation des activités d'assistance technique de l'OMC dans la région a été franchi avec la mise en œuvre d'un Mémorandum d'accord signé avec le Secrétariat de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Dans ce cas, le programme de formation a été élaboré en commun, la CESAP étant chargée de tous les aspects logistiques et administratifs.

L'annexe 2b montre un grand nombre d'activités additionnelles exécutées aux niveaux régional et national directement par le Secrétariat de l'OMC ou en collaboration avec les administrations nationales ou des organisations internationales ou régionales. Ces activités recouvrent

pratiquement tous les domaines de responsabilité relevant du système juridique de l'OMC, dont la création de Centres de référence de l'OMC.

Voir l'annexe 2b pour la liste des activités entreprises en 2000.

### C. EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE ET ASIE CENTRALE

Les pays d'Europe centrale et orientale et les pays d'Asie centrale ont bénéficié en 2000 d'une large gamme d'activités d'assistance technique, dont des séminaires nationaux et régionaux, des missions techniques, des ateliers et des cours de formation. La nature des activités était surtout déterminée par les besoins propres à chaque pays bénéficiaire. Plusieurs pays de la région sont actuellement en cours d'accession, alors que d'autres, dont l'Albanie, la Croatie et la Géorgie, sont récemment devenus Membres à part entière de l'Organisation. De plus, certains pays ont été Parties Contractantes du GATT puis, depuis un certain temps, Membres de l'OMC. Les besoins sont donc très différents entre les pays qui ont besoin de conseils précis pour leur accession, ceux qui cherchent à renforcer leurs capacités institutionnelles et humaines pour mieux comprendre les règles du commerce multilatéral et ceux qui sont confrontés à des problèmes de mise en œuvre.

L'un des principaux objectifs poursuivis lors de la conception d'une assistance technique destinée aux pays de la région consiste à s'assurer que l'offre répond bien aux besoins particuliers que les pays bénéficiaires ont indiqués par écrit au cours de visites, de séminaires ou de discussions bilatérales. Un questionnaire a été envoyé pendant l'été de l'année 2000, auquel la grande majorité des pays a répondu.

Les pays qui ont accédé récemment à l'OMC continuent à faire part de leur besoin de recevoir une formation sur le fonctionnement du système, en particulier dans les domaines qui comportent de nouvelles obligations. Les problèmes rencontrés au cours du processus de mise en œuvre sont souvent liés à l'insuffisance des connaissances de base dans des domaines particuliers et/ou à la faiblesse du cadre institutionnel pour la mise en œuvre des Accords de l'OMC. Le Secrétariat s'est surtout efforcé d'apporter une assistance dans le processus législatif et de faire mieux comprendre les Accords, essentiellement en donnant des renseignements par le biais de missions techniques et de formation sur la mise en œuvre des Accords. Du matériel de formation est mis à la disposition des fonctionnaires.

Les efforts se poursuivent pour fournir aux pays une assistance dans le processus d'accession et, dans le cas des pays qui sont déjà Membres, l'aide nécessaire pour satisfaire aux prescriptions des Accords de l'OMC. Les pays en voie d'accession ont surtout besoin d'une assistance très variée, qui débute souvent dès les premières étapes de l'élaboration de l'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur, des listes tarifaires, des consolidations et des engagements relatifs aux services, et qui comporte aussi des explications sur des aspects généraux et/ou particuliers des Accords. Au cours des étapes ultérieures du processus d'accession, le Secrétariat est souvent appelé à donner des explications à un public plus large, composé de représentants du secteur public et du secteur privé et de parlementaires, pour mieux faire comprendre le système de l'OMC. Cette activité est souvent jugée importante par les fonctionnaires gouvernementaux qui ont négocié l'accession à l'OMC car elle permet d'élargir le soutien interne à la demande d'accession et de diffuser des informations sur l'OMC aux personnes qui n'ont pas été directement concernées par le processus.

Les activités spécifiques pour lesquelles les pays ont été invités à nommer des fonctionnaires portaient, entre autres, sur l'agriculture, les règles, les questions liées à l'accès aux marchés, les techniques de négociation, le règlement des différends et les services. La durée de ces activités varie entre plusieurs jours et une semaine. En outre, des cours de formation de courte durée (deux ou trois semaines) ont été organisés au siège de l'OMC à Genève et à l'Institut multilatéral de Vienne, en Autriche. Ces cours visent à aider les pays à mieux comprendre les règles et les Accords de l'OMC et

à favoriser des échanges d'informations et des données d'expérience entre les participants. Conduits par des experts de l'OMC, ils comportent des visioconférences avec des experts de l'Organisation au siège, une formation interactive assortie d'exercices de simulation, des CD-ROM et du matériel didactique disponible sur le site Web de l'OMC. Ils permettent aux participants d'approfondir leurs connaissances dans les domaines qui les intéressent et d'établir avec les fonctionnaires de l'OMC des contacts qui serviront ensuite de base à d'autres échanges d'informations par courrier électronique, par télécopie ou par téléphone.

Le Secrétariat continue de collaborer avec des organismes, organisations et instituts spécialisés, régionaux et/ou internationaux, pour rendre plus efficaces la fourniture de renseignements et l'organisation des activités. C'est le cas, par exemple, de la Coopération économique de la mer Noire (CEMN), dont le siège est à Istanbul (Turquie), et de l'Organisation de coopération économique, dont le siège est à Téhéran (Iran), avec lesquelles la collaboration s'est intensifiée. En outre, plusieurs organismes donateurs (bilatéraux) sont actifs dans ce domaine et demandent fréquemment à bénéficier de la compétence de l'OMC au sujet de tel ou tel accord. Dans certains cas, ils financent directement la participation de l'OMC à leurs activités et assument tous les aspects logistiques et administratifs des séminaires, déchargeant ainsi l'Organisation d'un poids financier. Les activités à venir continueront de tirer parti de cette coopération.

Voir l'annexe 2c pour la liste des activités entreprises en 2000.

#### D. AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Malgré les difficultés opérationnelles dues au fait que les décisions concernant l'assistance technique n'ont pas été prises à la Conférence ministérielle de 1999 à Seattle, les activités d'assistance technique dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes se sont poursuivies en 2000, même si elles ont été légèrement réduites.

Trois projets novateurs ont été réalisés en 2000:

- Les cours de politique commerciale de courte durée (deux semaines) prévus au niveau sous-régional ont été inaugurés, l'un organisé à Lima, au siège du Secrétariat de la Communauté andine et en collaboration avec ce dernier, et l'autre au Guatemala, au siège du Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA).
- Un rapport collectif pour l'examen des politiques commerciales a été élaboré pour les Membres de l'OMC appartenant à l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO) dans le cadre d'un projet conjoint MEPC-coopération technique.
- Pour la première fois, il a été largement fait appel aux techniques d'enseignement à distance par visioconférence, à la fois pour les cours de politique commerciale de courte durée et pour le cycle autonome de six visioconférences sur les questions relatives à l'OMC organisé conjointement avec l'Institut de technologie et des hautes études de Monterrey (ITESM), au Mexique, et retransmis en temps réel aux centres d'excellence universitaires associés à l'ITESM dans neuf pays d'Amérique latine. L'accès à ce cycle de conférences a été assuré pour les fonctionnaires des pays concernés.

Comme il a été signalé dans les rapports précédents, l'OMC a adopté ces cinq dernières années une approche en trois volets pour les activités d'assistance technique dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes: premièrement, continuer à coopérer avec les institutions

régionales, en particulier l'Institut d'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes (INTAL), qui relève de la Banque interaméricaine de développement (BID); deuxièmement, répondre aux demandes de Membres de l'OMC sur des questions spécifiques en organisant des missions techniques ainsi que des séminaires et des ateliers nationaux; et troisièmement, répondre à des demandes concernant l'élaboration de programmes d'activités nationaux cohérents. Enfin, en 2000, le programme des Centres de référence de l'OMC, qui avait été étendu aux petits pays et pays insulaires de la région en 1999, a été élargi pour englober des secrétariats régionaux.

L'OMC et l'INTAL, un organisme de recherche, de formation et de discussion de politique générale du Département d'intégration et de programmes régionaux de la Banque interaméricaine de développement, travaillent de concert depuis 1997 à l'organisation et à la réalisation de diverses activités d'assistance technique. Vu le succès rencontré par celles-ci et la demande croissante des pays concernés, il a été suggéré à la fin de l'année 1998 de rendre la collaboration entre la BID, l'INTAL et l'OMC plus formelle et plus structurée. Par conséquent, et compte tenu de l'intérêt manifesté par la BID pour un programme conjoint avec l'OMC, un Mémorandum d'accord a été élaboré sur la base de la pratique issue des travaux déjà accomplis. Ce mémorandum a été signé par la BID et l'OMC en juillet 2000.

En 2000, huit activités différentes ont été organisées dans la région dans le cadre de ce programme, englobant le MERCOSUR, les pays andins, le Marché commun centraméricain et d'autres pays d'Amérique centrale et des Caraïbes hispanophones, les pays de la CARICOM et le Mexique. Différents sujets liés à l'OMC ont été traités, dont l'accès aux marchés, l'agriculture, le commerce des services, les subventions et les mesures compensatoires, les mesures antidumping, les techniques de négociation, etc. Les cours de politique commerciale de courte durée ont débuté en 2000 par des cours destinés aux pays membres de la Communauté andine et aux pays d'Amérique centrale et des Caraïbes hispanophones, l'objectif étant d'organiser au moins un cours tous les 12 à 18 mois dans chacune des sous-régions. L'introduction, dans ces cours, de visioconférences en temps réel avec des experts de l'OMC intervenant depuis Genève pour compléter les explications données par les conférenciers sur place a rencontré un vif succès, même si la formule peut certainement être améliorée du fait des niveaux techniques inégaux entre les différents pays et de l'organisation des exposés eux-mêmes.

On trouvera aux points ci-après une première évaluation globale du programme:

- Dans leur évaluation, les participants attribuent généralement la mention "très bien" (20 à 30 pour cent) ou "excellent" (40 à 60 pour cent) à chaque activité, les préoccupations exprimées par ceux qui choisissent la mention "bien" ou "passable" étant pour la plupart liées à la brièveté des cours, au souhait de les voir davantage axés sur des études de cas, à la nécessité d'avoir plus d'exemples pratiques pour mieux comprendre le fonctionnement des règles, à l'insuffisance des renseignements sur les positions de négociation et les positions politiques des divers partenaires commerciaux, etc. Nous avons tenté d'y répondre en introduisant davantage de renseignements actualisés sur la situation actuelle dans les différents organes de l'OMC ainsi que des mini-tests sous forme de questionnaires écrits, de "petites questions" sur l'établissement des listes d'engagements concernant les services, les négociations relatives à l'accès aux marchés et les simulations de règlement des différends, etc. Toutes ces initiatives ont eu beaucoup de succès.
- L'approche sous-régionale adoptée pour mettre en œuvre ces activités a permis d'axer les séminaires, ateliers et cours sur les problèmes précis et très différents de chaque sous-région dans des domaines comme les subventions et les mesures antidumping. Elle a aussi pris en compte les différences quant au degré d'utilisation de ces

instruments entre les pays, ce qui a permis d'adapter spécifiquement les ateliers à leurs besoins.

- La coordination entre l'INTAL et le Secrétariat de l'OMC, par le biais de la Division de la coopération technique ou directement avec les divisions concernées par des activités spécifiques (agriculture, règles, services, etc.), et sa participation sur le fond à toutes les activités se sont déroulées sans heurts et avec efficacité: l'accès de l'INTAL au réseau de la BID dans tous les pays de la région a été extrêmement utile, notamment pour la mise sur pied de la logistique et des autres arrangements locaux.
- Dans les cas où des institutions régionales autres que l'INTAL (comme la BCIE, la CEPAL, le SELA, l'IICA, l'ALADI, etc.) ont pris les principales initiatives à l'origine de diverses activités, la coordination avec l'INTAL a permis de mobiliser des ressources supplémentaires et d'éviter le double emploi, tout en donnant aux fonctionnaires des secrétariats régionaux la possibilité de contribuer aux exposés et cours de formation dispensés aux participants, renforçant ainsi les efforts de collaboration dans toute la région.
- Dans l'ensemble, l'association entre la BID, l'INTAL et l'OMC a permis au Secrétariat de l'OMC d'approfondir considérablement sa propre connaissance de la région et de ses problèmes, et de tirer de précieux enseignements pour améliorer globalement les activités d'assistance technique de l'OMC, et a contribué à mieux faire connaître et comprendre le système commercial multilatéral dans la région, comme en témoigne clairement la demande croissante d'activités plus spécifiques traitant de manière approfondie de divers sujets.

Eu égard à ce qui précède, la BID, l'INTAL et l'OMC ont décidé d'un commun accord de proroger le programme jusqu'à la fin 2002, en adaptant et en améliorant, le cas échéant, leurs activités en fonction des leçons de l'expérience.

Il convient de mentionner en particulier, parmi les autres activités régionales, le cours de perfectionnement OEA/Université de Georgetown/OMC sur les questions multilatérales et régionales relevant du programme commercial pour les Amériques, organisé à l'intention des petits pays de la région et donné séparément en anglais et en espagnol pendant l'été. Ce cours, qui a lieu tous les ans depuis 1998, est devenu l'une des activités d'assistance technique les plus remarquées de la région.

Les activités en 2000 montrent une nette tendance vers une intensification des travaux au niveau national et une diminution du nombre d'activités aux niveaux sous-régional et régional. En ce qui concerne les sujets abordés, il y a manifestement un intérêt accru pour une assistance approfondie et visant des thèmes précis, davantage axée sur les problèmes et la mise en œuvre, et orientée vers l'avenir et la participation aux négociations futures; on constate aussi une meilleure perception et une plus grande compréhension des problèmes de la part des gouvernements concernés. Néanmoins, en raison de l'alternance des gouvernements démocratiquement élus, il faudra recommencer la formation des fonctionnaires peu familiarisés avec l'OMC.

Voir l'annexe 2d pour la liste des activités entreprises en 2000.

## E. MOYEN-ORIENT

Deux pays du Moyen-Orient ont accédé à l'OMC en 2000: la Jordanie le 11 avril et l'Oman le 9 novembre. Les autres pays de la région qui sont Membres de l'OMC sont Bahreïn, Chypre, les Émirats arabes unis (EAU), le Koweït et le Qatar. Le Liban, l'Arabie saoudite et le Yémen (un PMA)

négoçient encore leur accession à l'Organisation. Par rapport à 1998 et 1999, les activités d'assistance technique au Moyen-Orient se sont multipliées en réponse aux besoins accrus des pays en cours d'accession et aux demandes d'assistance des Membres de la région pour les questions de mise en œuvre.

Des séminaires et ateliers nationaux ont eu lieu en Arabie saoudite, à Chypre, aux Émirats arabes unis, en Jordanie, au Koweït, au Liban et en Oman. Les sujets abordés au cours des séminaires étaient notamment l'agriculture, les ADPIC, les questions relatives aux mesures sanitaires et phytosanitaires et aux obstacles techniques au commerce, les procédures et pratiques en matière de règlement des différends, le commerce des services et l'investissement, y compris le commerce électronique et les télécommunications, les prescriptions en matière de notification et les compétences nécessaires à la participation aux négociations commerciales multilatérales.

Les missions techniques aux Émirats arabes unis concernaient la mise en œuvre de l'AGCS; en Jordanie, elles portaient sur les marchés publics, au Koweït sur l'évaluation en douane et à Abu Dhabi, à Dubaï, en Jordanie et au Liban (à la CESAO et au Ministère de l'économie et du commerce), sur l'établissement de Centres de référence de l'OMC. Les fonctionnaires de l'OMC ont également participé à des conférences tenues au Liban (sur les télécommunications), à Chypre (sur l'AGCS), en Jordanie (sur la coopération technique entre le PNUD et l'OMC dans la région arabe) et au Koweït (sur les politiques et les possibilités d'investissement sur le marché mondial).

Deux séminaires régionaux ont eu lieu aux Émirats arabes unis et un au Liban: les premiers avaient trait aux politiques en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et à la mise en œuvre des Accords sur l'agriculture, sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et sur les obstacles techniques au commerce, ainsi que les négociations sur les services. Le séminaire régional au Liban traitait de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires. L'Arabie saoudite a accueilli les deux symposiums sur les Accords de l'OMC ainsi que sur l'évaluation en douane et les zones de libre-échange. Le quatrième cours de politique commerciale de courte durée, organisé conjointement avec la Banque islamique de développement, s'est tenu au Qatar en octobre 2000. La Banque islamique de développement a financé le cours et l'OMC a fourni le personnel spécialisé.

Les pays et institutions du Moyen-Orient ont apporté des contributions financières et un soutien généreux aux activités de coopération technique de l'OMC dans la région pendant l'année 2000. Parmi eux, il faut citer l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Koweït et des institutions intergouvernementales comme la Banque islamique de développement, le Conseil de coopération du Golfe et le Fonds arabe pour la recherche, dont les contributions en 2000 sont estimées à environ 500 000 francs suisses.

Pendant l'année considérée, le Secrétariat de l'OMC a signé plusieurs mémorandums d'accord avec des institutions du Moyen-Orient pour faciliter la mise en œuvre d'une assistance technique prompt et efficace dans les pays de la région, notamment avec la Banque islamique de développement et le Secrétariat de la CESAO.

L'évaluation des missions de coopération technique montre qu'elles ont permis une connaissance plus approfondie des Accords de l'OMC dans la région du Moyen-Orient. Les missions ont notamment incité plusieurs pays à proposer la création de comités nationaux pour coordonner les questions liées à l'OMC et à demander que, dans les missions à venir de l'OMC, l'accent soit mis sur les problèmes de mise en œuvre plutôt que sur l'explication des Accords. Par ailleurs, il a été annoncé que la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC se tiendrait à Doha (Qatar) en 2001.

Pendant l'année considérée, six séances d'information ont été organisées au Secrétariat de l'OMC à l'intention de hauts fonctionnaires du Moyen-Orient de passage à Genève. En avril 2000,



une séance d'information de trois semaines sur le fonctionnement de l'OMC et le système commercial multilatéral a été organisée pour un fonctionnaire de Bahreïn de passage. En juin 2000, une séance d'information de quatre jours sur le fonctionnement de l'OMC a été organisée pour deux hauts fonctionnaires de l'Organisation des ingénieurs-conseils des industries du Golfe, dont le siège est au Qatar. Entre la dernière semaine d'octobre et le milieu du mois de novembre 2000, quatre séances d'information et de formation distinctes ont été organisées pour cinq bénéficiaires venus de Jordanie. Deux autres personnes ont suivi une formation sur les mesures commerciales correctives à la Division des règles et une personne, dans chaque cas, a été accueillie à la Division du commerce et de l'environnement ainsi qu'à la Division de l'agriculture et des produits de base pour une formation sur les obstacles techniques au commerce, le commerce et l'environnement, sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et les questions agricoles.

Voir l'annexe 2e pour la liste des activités entreprises en 2000.

**SECTION III**

**ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'OMC  
DANS LES PAYS LES MOINS AVANCÉS**

## I. RAPPORT DE SITUATION SUR LE CADRE INTÉGRÉ POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE EN FAVEUR DES PMA

Le réexamen du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce a débuté en novembre 1999 au paragraphe 6 du document-cadre issu de la Réunion de haut niveau.<sup>8</sup> Tout d'abord, une équipe indépendante chargée du réexamen a été désignée pour évaluer le fonctionnement du Cadre intégré depuis 1997. Il s'agissait de faire en sorte que les résultats auxquels parviendrait l'équipe indépendante constituent la base sur laquelle les organisations réexamineraient le Cadre intégré, prendraient des décisions et formuleraient des recommandations pour l'améliorer.

L'équipe indépendante chargée du réexamen a travaillé sous l'égide de la Banque mondiale, et sous la direction de M. Sarath Rajapatirana. Les autres membres en étaient Charles Lusthaus et Marie-Hélène Adriene. La Banque mondiale a demandé à un Comité consultatif, composé de John Eriksson et de Hans Wyss, d'assister en tant que conseiller indépendant l'équipe d'évaluation. Le rapport sur le réexamen a été présenté aux organisations participantes le 8 juin 2000, puis distribué aux Membres de l'OMC le 29 juin 2000.<sup>9</sup> Lors de l'examen du rapport, les organisations participantes ont estimé qu'il représentait surtout une contribution à l'étape finale du processus de réexamen auquel prenaient part les Membres de l'OMC, les donateurs et les PMA.

Les principales recommandations figurant dans le rapport sur le réexamen en vue de l'amélioration du Cadre intégré étaient les suivantes:

- a) Clarifier les objectifs généraux: Clarifier les objectifs du Cadre intégré en le limitant à l'assistance technique pour le développement lié au commerce afin d'appuyer, notamment, les réformes des politiques générales, le perfectionnement de la main-d'œuvre et la mise en valeur des ressources humaines, les réformes douanières, les changements institutionnels et les réformes des systèmes juridiques. Les investissements dans l'infrastructure et autres efforts d'équipement, ainsi que l'assistance technique portant uniquement sur les moyens matériels, seraient traités dans le contexte des groupes consultatifs de la Banque mondiale et des tables rondes par pays organisées sous l'égide du PNUD (par opposition aux tables rondes organisées actuellement pour le Cadre intégré).
- b) Définir les priorités et établir un lien avec le système global d'aide au développement: À l'avenir, la plupart des questions relatives à la stratégie d'aide au développement seront sans doute abordées avec la participation des intéressés, dans le contexte d'initiatives telles que les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP), le Cadre de développement intégré et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Ces travaux seront réalisés par les PMA en consultation avec la Banque mondiale, le FMI, le PNUD et d'autres institutions des Nations Unies, les donateurs et les parties prenantes. Dans toutes ces activités, la stratégie par pays consistera à définir le rôle du développement du commerce et de l'assistance technique qui s'y rapporte. Le Cadre intégré sera alors lié aux priorités définies lors de l'élaboration des stratégies de développement par pays.
- c) Assurer la prise en charge par les PMA: Il convient de faire en sorte que le processus soit davantage organisé en fonction de la demande et mieux pris en charge par les pays en demandant aux PMA de définir l'ordre de priorité de leurs besoins spécifiques

---

<sup>8</sup> WT/LDC/HL/1/Rev.1.

<sup>9</sup> WT/LDC/SWG/IF/1, 29 juin 2000.

d'après la liste des activités d'assistance technique liée au commerce énumérées dans les évaluations des besoins. Une fois qu'un projet ou programme spécifique d'assistance technique liée au commerce aura été indiqué comme prioritaire par un PMA, ce projet ou programme sera présenté à l'organisation chargée de gérer et de coordonner l'assistance technique en la matière.

- d) Renforcer la gestion et l'administration: L'équipe a examiné deux solutions: i) renforcer l'unité administrative pour lui permettre de gérer le Cadre intégré tout en restant implantée au CCI à Genève, et ii) transférer la responsabilité de la gestion du Cadre intégré à l'OMC (à laquelle l'unité administrative serait intégrée). L'équipe a conclu qu'en définitive la meilleure solution serait de charger l'OMC de gérer le Cadre intégré, car celui-ci doit relever d'un organisme chef de file dans le domaine du commerce. L'OMC joue ce rôle de chef de file depuis le Cycle d'Uruguay. Étant donné qu'il faut des capacités spécifiques pour gérer le Cadre intégré (eu égard aux objectifs définis plus clairement à l'alinéa a) ci-dessus), l'OMC aura besoin de renforcer son aptitude à assurer une assistance technique liée au commerce. Le Groupe de travail interorganisations resterait un organe consultatif; il se réunirait deux fois par an au plus et aiderait l'OMC à coordonner ses activités avec les autres organisations participantes.
- e) Problèmes de coordination: Une fois la gestion renforcée comme il est recommandé plus haut, il sera possible d'améliorer la coordination, l'OMC étant chargée de centraliser les questions relatives à la coordination entre les organisations. Lorsque toutes les évaluations des besoins auront été effectuées, le processus pourra être simplifié. Par ailleurs, il ne sera pas nécessaire d'organiser des tables rondes pour le Cadre intégré si aucun financement n'est prévu pour des activités d'assistance technique liée au commerce. Quant à la coordination à l'intérieur des PMA, le ministère chef de file (que ce soit le Ministère des finances ou le Ministère de la planification), qui est aujourd'hui chargé d'examiner et de présenter les projets d'infrastructure aux donateurs dans le contexte des groupes consultatifs de la Banque mondiale et des tables rondes du PNUD, devrait inciter les Ministres du commerce à appuyer lors de ces réunions les demandes d'aide à l'investissement lié au commerce. On peut envisager de tenir au cours de ces réunions une séance spéciale sur le développement du commerce.
- f) Financement du Cadre intégré: Premièrement, les organisations participantes et les donateurs devront veiller à inscrire à leur budget les coûts administratifs liés au Cadre intégré tout en prévoyant toutes les autres mesures qui pourraient être nécessaires pour assurer une meilleure reconnaissance des responsabilités qu'elles ont assumées quand le Cadre intégré a été créé. Deuxièmement, s'agissant du financement des projets d'assistance technique liée au commerce, une solution serait que l'OMC, en tant qu'organisation chargée de la gestion du Cadre intégré, crée et gère un fonds d'affectation spéciale servant à financer les projets de ce type. Tous les donateurs, y compris les organismes multilatéraux, y verseraient des contributions (volontaires), exprimant ainsi leur intérêt pour le Cadre intégré. Le fonds pourrait être reconstitué tous les trois ans, en fonction des demandes de financement qu'il recevrait. Les PMA auraient accès aux capitaux selon des critères bien établis et les utiliseraient en respectant les priorités fixées pour le Cadre intégré. Ils devraient pouvoir se servir de ces capitaux pour obtenir une assistance technique de toute source, y compris du secteur privé. L'assistance technique serait ainsi véritablement organisée en fonction de la demande; cela inciterait en outre les organisations à adopter leur assistance aux besoins particuliers des pays. L'utilisation des fonds serait assujettie à des règles uniformes suivies par les donateurs pour leurs projets en ce qui concerne les

engagements et les décaissements. L'assistance technique fournie par les six organisations et le secteur privé serait assujettie aux normes internationales en matière d'appels d'offres. Une autre solution serait que l'OMC joue le rôle d'organisme centralisateur pour l'assistance technique liée au commerce - solution qui permettrait sans doute moins facilement d'atteindre les objectifs d'un Cadre intégré révisé.

- g) Suivi des résultats de l'assistance technique liée au commerce: À mesure que les activités relatives au développement du commerce seront intégrées au processus d'assistance global, elles seront suivies et évaluées en même temps que le déroulement d'autres programmes dans les pays. Cela peut se faire par le biais des études économiques et sectorielles de la Banque mondiale ainsi que des examens de politique commerciale de l'OMC. Dans le cadre des examens de politique commerciale effectués par l'OMC, il faudrait suivre et évaluer les progrès accomplis sur la voie de l'intégration des PMA au système commercial multilatéral. Il faudrait cependant aller au-delà de l'examen de la compatibilité des politiques avec les règles commerciales et voir jusqu'à quel point les régimes commerciaux et l'assistance technique liée au commerce contribuent à l'intégration des PMA à l'environnement commercial mondial.
- h) Élargissement du Cadre intégré à d'autres pays et organisations: L'équipe chargée du réexamen recommande que l'on revienne sur la question de l'élargissement du Cadre intégré quand les nouveaux arrangements recommandés auront été en place pendant trois ans environ. Un examen pourrait alors être entrepris afin de voir les progrès qui auront été accomplis depuis 1997 vers la réalisation des objectifs fixés pour le Cadre intégré.

Les hauts fonctionnaires des organisations participantes ont discuté des recommandations ci-dessus ainsi que d'autres contributions au réexamen, à la réunion du Groupe de travail interorganisations tenue les 21 et 22 juin 2000.

Les chefs de Secrétariat et les représentants des organisations se sont réunis le 6 juillet 2001 à New York<sup>10</sup> et ont publié une déclaration conjointe<sup>11</sup> contenant des décisions visant à améliorer le Cadre intégré, à le rendre plus efficace et à en renforcer la mise en œuvre.

La déclaration conjointe contenait les quatre grandes décisions suivantes:

- a) premièrement, les organisations sont convenues d'aider les PMA dans leurs efforts visant à intégrer le commerce et l'assistance technique liée au commerce dans les plans de développement nationaux et les stratégies nationales de lutte contre la pauvreté. Il a également été convenu que la Banque mondiale serait chargée de cette intégration;
- b) deuxièmement, la décision a été prise d'inviter des représentants des pays donateurs à siéger aux côtés des chefs de Secrétariat des organisations participantes au sein d'un nouvel organe directeur – un Comité directeur pour le Cadre intégré – qui serait chargé du suivi des politiques;

---

<sup>10</sup> WTO/SWG/LDC/IF/4.

<sup>11</sup> WT/LDC/SWG/IF/2.

- c) troisièmement, l'unité administrative, anciennement implantée au CCI, serait intégrée au Secrétariat de l'OMC, qui continuerait de présider le Groupe de travail interorganisations; et
- d) quatrièmement, les organisations participantes ont proposé de créer un Fonds d'affectation spéciale pour le Cadre intégré dont l'objectif de financement initial serait de 20 millions de dollars EU. Le PNUD a été chargé d'administrer ce Fonds en coopération avec les organisations participantes sur la base de conditions définies en commun.

En outre, les organisations participantes sont convenues que la Déclaration conjointe serait présentée à leurs organes directeurs respectifs.<sup>12</sup>

Pour le reste de l'année 2000, des consultations se sont poursuivies entre organisations, donateurs et PMA au sein des organisations participantes. Les organisations se sont efforcées de réunir le consensus sur les modifications optimales à apporter au Cadre intégré pour en améliorer le fonctionnement. La plupart des consultations ont eu lieu dans le cadre des réunions formelles et informelles du Sous-Comité des pays les moins avancés. Des consultations informelles ont cependant eu lieu le 1<sup>er</sup> décembre 2000 entre les organisations, les PMA et les donateurs Membres de l'OMC, les uns et les autres étant représentés par un nombre égal de participants. Ces consultations se sont poursuivies en 2001.

Voir l'annexe 3 pour la liste des activités entreprises en 2000.

---

<sup>12</sup> Pour l'OMC, la Déclaration conjointe a été présentée par le Directeur général au Conseil général les 17 et 19 juillet 2000 et par le Secrétariat de l'OMC au Sous-Comité des pays les moins avancés le 21 juillet 2000.

## ANNEXE 1

CENTRES DE RÉFÉRENCE DE L'OMCLISTE DES CENTRES DE RÉFÉRENCE DE L'OMC EXISTANTS

<b>Total = 96</b>	<b>Afrique = 50</b>
<b>Nombre de pays = 78</b>	<b>Caraïbes = 16</b>
<b>PMA = 39</b>	<b>Asie = 11</b>
<b>* Pays autres que les PMA = 39</b>	<b>Moyen-Orient = 8</b>
<b>† Organisations régionale/sous-régionale = 14</b>	<b>Pacifique = 6</b>
<b>Ministères autres que Ministère du commerce = 1</b>	<b>Amérique latine = 2</b>
<b># Missions de PMA/Pays sans représentation permanente à Bruxelles ou à Londres = 2</b>	<b>Europe orientale = 1</b>

<b>Numéro</b>	<b>PAYS</b>	<b>DATES</b>
1.	Bénin	9-10 octobre 1997
2.	Burkina Faso	11-13 octobre 1997
3.	Côte d'Ivoire *	6-7, 14 octobre 1997
4.	Ghana *	15-16 octobre 1997
5.	Kenya *	4-5 décembre 1997
6.	Ouganda	8-9 décembre 1997
7.	Tanzanie	11-12 décembre 1997
8.	République démocratique du Congo	29-30 janvier 1998
9.	Rwanda	2-3 février 1998
10.	République centrafricaine	5-6 février 1998
11.	Togo	9-10 février 1998
12.	Guinée-Bissau	10-11 février 1998
13.	Mali	12-13 février 1998
14.	Djibouti	16-17 février 1998
15.	Guinée	16-17 février 1998
16.	Zambie	5-6 mars 1998
17.	Mauritanie	9-10 mars 1998
18.	Maroc *	12 mars 1998
19.	Niger	12-13 mars 1998
20.	Tchad	16-17 mars 1998
21.	Haïti	20-21 avril 1998
22.	Mozambique	20-21 avril 1998
23.	Malawi	23-24 avril 1998
24.	Angola	24-25 juin 1998
25.	Burundi	29-30 juin 1998
26.	Bangladesh	13-14 juillet 1998
27.	Myanmar	16-17 juillet 1998
28.	Maldives	20-21 juillet 1998
29.	Bahreïn *	21-23 septembre 1998
30.	Madagascar	24-25 septembre 1998
31.	Îles Salomon	19-20 octobre 1998
32.	Vanuatu	22-23 octobre 1998
33.	Bhoutan	2-3 novembre 1998
34.	Népal	5-6 novembre 1998
35.	Cap-Vert	9-10 novembre 1998
36.	Gambie	12-13 novembre 1998

Numéro	PAYS	DATES
	Kenya	12-13 novembre 1998
37.	Namibie *	16-17 novembre 1998
38.	Éthiopie	30 novembre-1 <sup>er</sup> décembre 1998
39.	Tunisie *	2-3 décembre 1998
40.	Sénégal *	2-4 décembre 1998
41.	République démocratique populaire lao	10-11 décembre 1998
42.	Cambodge	14-15 décembre 1998
43.	Soudan	8-9 février 1999
44.	Fidji *	18-19 mars 1999
45.	Lesotho	22-23 mars 1999
46.	Samoa	22-23 mars 1999
47.	Maurice *	15-16 avril 1999
48.	Seychelles *	19-20 avril 1999
49.	Trinité-et-Tobago *	26-27 avril 1999
50.	Antigua-et-Barbuda *	26-27 avril 1999
51.	Dominique *	29-30 avril 1999
52.	Koweït *	17-19 mai 1999
53.	Guinée équatoriale	20-21 mai 1999
54.	Barbade *	3-4 juin 1999
55.	Sainte-Lucie *	7-8 juin 1999
56.	Saint-Kitts-et-Nevis *	10-11 juin 1999
57.	Cuba *	10-11 juin 1999
58.	République dominicaine *	14-15 juin 1999
59.	Jamaïque *	17-18 juin 1999
60.	Saint-Vincent-et-les Grenadines *	8-9 juillet 1999
61.	Grenade *	12-13 juillet 1999
62.	Tonga *	22-23 juillet 1999
63.	Sri Lanka *	22-23 juillet 1999
64.	Papouasie-Nouvelle-Guinée *	26-27 juillet 1999
65.	Macao *	26-27 juillet 1999
66.	Guyana *	20-21 septembre 1999
67.	Suriname *	23-24 septembre 1999
68.	Égypte *	27-28 septembre 1999
69.	Mongolie *	14-15 février 2000
70.	Secrétariat de la SADC (Botswana) †	22 mars 2000
71.	Botswana *	23-24 mars 2000
72.	Gabon *	27-28 mars 2000
73.	CEA, Addis-Abeba (Éthiopie) †	3-4 avril 2000
74.	EAU, Abū Dhabī *	10-12 avril 2000
75.	EAU, Dubaï *	15-16 avril 2000
76.	Secrétariat du COMESA, Lusaka (Zambie) †	27-28 avril 2000
77.	Secrétariat de la CEDEAO, Abuja (Nigéria) †	2-3 mai 2000
78.	Secrétariat du Groupe andin, Lima (Pérou) †	5 mai 2000
79.	Secrétariat de la COI (Maurice) †	8-9 mai 2000
80.	Secrétariat de l'IGAD (Djibouti) †	11-12 mai 2000
81.	Secrétariat de la CARICOM (Guyana) †	16-17 mai 2000
82.	Jordanie *	22-24 mai 2000
83.	UEMOA (Burkina Faso) †	25-26 mai 2000
84.	Banque africaine de développement (Côte d'Ivoire) †	29-30 mai 2000



<b>Numéro</b>	<b>PAYS</b>	<b>DATES</b>
85.	Secrétariat de l'UMA, Rabat (Maroc) †	7-8 juin 2000
86.	République kirghize *	17-18 juillet 2000
87.	Comores	5-6 septembre 2000
88.	Liban *	25-27 septembre 2000
89.	Ambassade de la Dominique à Londres (pour les Missions des pays des Caraïbes au Royaume-Uni) #	27-29 septembre 2000
90.	Secrétariat de la CESA0 (Liban) †	28-29 septembre 2000
91.	Mission du Burkina Faso à Bruxelles #	5-6 octobre 2000
92.	Secrétariat du SIECA (Guatemala) †	12-13 octobre 2000
93.	Secrétariat de l'OEEO (Sainte-Lucie) †	30-31 octobre 2000
94.	Ministère des affaires étrangères (Tunisie) *	21-22 novembre 2000
95.	Institut pour la réforme et le développement, Haikou (Province de HaiNan)	11-12 décembre 2000
96.	EAU Abū Dhabī, Ministère de l'économie et du commerce	12-14 février 2001

**ANNEXE 2.a**  
**ACTIVITÉS ORGANISÉES EN AFRIQUE (57)**

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
18 janv. 00	19 janv. 00	<u>Gabon</u> Conférence Sommet des Chefs d'État africains: Programme pour l'Afrique au début du 3 <sup>ème</sup> Millénaire	Gouvernement du Gabon	OMC/CT (budget ordinaire)		DDG, DD	
25 janv. 00	27 janv. 00	<u>Sénégal</u> Atelier national Mesures SPS, à l'intention des pays francophones et anglophones de la sous-région	Banque mondiale/FAO/ gouvernement français	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD	
25 janv. 00	28 janv. 00	<u>Côte d'Ivoire</u> Mission technique JITAP 2000 – Mise en œuvre (sous-ensemble 2)	OMC/CNUCED/ CCI	Fonds du JITAP (T0027)		TCD	
09 fév. 00	11 fév. 00	<u>Ghana</u> Mission technique Plans de mise en œuvre du JITAP 2000 (sous-ensemble 2 – Soutien institutionnel aux structures SCM). Sous-ensemble 3: suivi de la dernière mission concernant l'évaluation en douane Sous-ensemble 4: questions concernant les notifications et adaptation de la législation aux Accords de l'OMC Sous-ensemble 5: besoins supplémentaires concernant le Centre de référence officiel: suivi	OMC/CNUCED/ CCI	Fonds du JITAP (T0027)		TCD	
19 fév. 00	23 fév. 00	<u>Égypte</u> Conférence Trente-neuvième session de l'AALCC: Réunion spéciale sur le commerce électronique: questions juridiques et conséquences pour les pays en développement	Comité consultatif juridique afro-asiatique (AALCC)	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD	
28 fév. 00	29 fév. 00	<u>Égypte</u> Conférence Première Conférence économique régionale du COMESA – COMESA 2000: l'émergence du marché africain	Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	OMC/CT (budget ordinaire)		DDG, DD	

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD	
02 mars 00	03 mars 00	<u>Kenya</u> Séminaire régional Réunion subrégionale en Afrique: préparation des négociations de 2000 dans le cadre de l'AGCS – présentation de diapositives sur le prochain cycle de négociations sur les services et sur les futures négociations sur le transport aérien et le transport maritime	UIT/CNUCED/ ENDESA/Banque mondiale/ Secrétariat de la Coopération de l'Afrique de l'Est/CREA	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD	Pays membres de la Coopération de l'Afrique de l'Est	
13 mars 00	17 mars 00	<u>Kenya</u> Mission technique Mission d'évaluation concernant l'assistance technique	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD		
22 mars 00	22 mars 00	<u>Botswana</u> Mission technique Établissement d'un Centre de référence de l'OMC au Secrétariat de la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC). Formation sur l'accès aux sources d'information de l'OMC (sites Internet et CD-ROM)	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Finlande (TF101)	Secrétariat de la SADC	TCD	Huit responsables du Secrétariat de la SADC. En combinaison avec une autre mission technique (voir ci-après)	
23 mars 00	24 mars 00	<u>Botswana</u> Mission technique Établissement d'un Centre de référence de l'OMC au Ministère du commerce et de l'industrie du Botswana. Formation sur l'accès aux sources d'information de l'OMC (sites Internet et CD-ROM)	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Finlande (TF101)	Gouvernement botswanais	TCD	Quatorze responsables gouvernementaux pour la plupart du Département du commerce et de la consommation, Ministère du commerce et de l'industrie	
27 mars 00	28 mars 00	<u>Gabon</u> Mission technique Établissement d'un Centre de référence de l'OMC au Ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat du Gabon. Formation sur l'accès aux sources d'information de l'OMC (sites Internet et CD-ROM)	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Finlande (TF101)		TCD	Six responsables du secteur public gabonais et deux du Secrétariat de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC)	25
03 avril 00	05 avril 00	<u>Maurice</u> Séminaire national Présentation de l'OMC et de l'Accord sur les textiles et les vêtements en mettant l'accent sur la situation actuelle et les prévisions concernant l'avenir	Autorité chargée du développement de la zone franche d'exportation	OMC/CT (budget ordinaire)	Organisateurs	TexD		
10 avril 00	14 avril 00	<u>Maurice</u> Mission technique Évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		TCD		

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD	
11 avril 00	13 avril 00	<u>Afrique du Sud</u> Séminaire régional Commerce et environnement à l'intention des pays africains anglophones: introduction à l'OMC, lien entre commerce et environnement, le cadre des discussions sur le commerce et l'environnement à l'OMC, la Conférence ministérielle de Seattle, les AEM et l'OMC, les produits interdits sur le marché intérieur et les AEM connexes, les ADPIC et l'environnement, libéralisation du commerce et environnement, les normes environnementales et l'OMC (l'écoétiquetage et les règles de l'OMC, les contentieux sur l'environnement dans le cadre du GATT/de l'OMC, l'interprétation des règles pertinentes de l'OMC par le biais des contentieux)	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		TED	Afrique du Sud, Botswana, Éthiopie, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe	2
12 avril 00	14 avril 00	<u>Kenya</u> Atelier national Procédures et pratiques en matière de règlement des différends à l'intention des secteurs public et privé, introduction au système juridique et aux Accords de l'OMC	Ministère du commerce et de l'industrie	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD		
16 avril 00	19 avril 00	<u>Kenya</u> Conférence Commerce international des espèces menacées d'extinction		Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		TED	En combinaison avec le séminaire régional en Afrique du Sud (voir ci-dessus)	
17 avril 00	20 avril 00	<u>Tunisie</u> Séminaire national Mission d'assistance technique sur les services (groupe 4 – contribution à l'adaptation de la législation et de la réglementation commerciales)	OMC/CNUCED/CCI	Fonds du JITAP (T0027)		TCD		

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
19 avril 00	21 avril 00	<u>Ghana</u> Mission technique Droits de propriété intellectuelle, commerce et investissements internationaux à l'intention des étudiants en droit (groupe 4 – contribution à l'adaptation de la législation et de la réglementation commerciales) - principes fondamentaux du système commercial multilatéral, Accord sur les ADPIC et mécanisme de règlement des différends de l'OMC	OMC/CNUCED/ CCI/Université du Ghana, Faculté de droit	Fonds du JITAP (T0027)		TCD, IPD	52
25 avril 00	28 avril 00	<u>Ghana</u> Mission technique Assistance aux douanes: mission de suivi (groupe 3)	OMC/CNUCED/ CCI	Fonds du JITAP (T0027)		TCD	
02 mai 00	03 mai 00	<u>Nigéria</u> Mission technique Formation concernant l'établissement d'un Centre de référence de l'OMC pour la CEDEAO	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)	CEDEAO	IMRD, ID	Six responsables du Secrétariat de la CEDEAO
05 mai 00	06 mai 00	<u>Tunisie</u> Séminaire national Commerce électronique	Chambre franco-arabe	Aucun coût pour l'OMC	Organisateurs	TSD	
07 mai 00	13 mai 00	<u>Gabon</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral: mission préparatoire concernant le programme Afrique 2000	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (T0036)		DDG, FGSD, IFD	
08 mai 00	09 mai 00	<u>Cameroun</u> Mission technique Mission politique préparatoire: finalité des examens de politique commerciale, les aspects de l'assistance technique et initiation à l'OMC	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TPRD	En combinaison avec la mission concernant les examens de politique commerciale au Gabon (voir ci-après)
08 mai 00	09 mai 00	<u>Kenya</u> Séminaire régional Incidences de l'Accord OTC sur les milieux d'affaires, principales dispositions de l'Accord OTC, évaluation de la conformité dans l'Accord OTC, normes internationales, accréditation, accords de reconnaissance mutuelle, rôle des systèmes régionaux et internationaux en matière d'évaluation de la conformité, prescriptions en matière d'assistance technique	PTB/Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN)/ONUDI	OMC/CT (budget ordinaire)		TED	Burkina Faso, Éthiopie, Ghana, Guinée, Kenya, Malawi, Nigéria, Ouganda, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Soudan, Tunisie, Zimbabwe, UEMOA, CEDEAO, SADC

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD	
08 mai 00	09 mai 00	<u>Maurice</u> Mission technique Établissement d'un Centre de référence de l'OMC pour le Secrétariat de la Commission pour l'océan Indien (COI)	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)	Secrétariat de la COI	IMRD	Dix responsables du Secrétariat de la COI	28
10 mai 00	11 mai 00	<u>Gabon</u> Mission technique Mission politique préparatoire: finalité des examens de politique commerciale, les aspects de l'assistance technique et initiation à l'OMC	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TPRD	En combinaison avec la mission concernant les examens de politique commerciale au Cameroun (voir ci-dessus)	
11 mai 00	12 mai 00	<u>Maroc</u> Mission technique Établissement du tarif marocain selon la nomenclature du SH96	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		MAccD		
16 mai 00	17 mai 00	<u>Côte d'Ivoire</u> Séminaire régional Séminaire sur les mesures SPS dans l'agriculture; points d'information en Afrique occidentale	OMC/CNUCED/CCI	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (T0036)		AgD	Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali Participation du Codex, de l'OIE et de la CIPV	TYP99
18 mai 00	19 mai 00	<u>Maurice</u> Symposium Participation du DG à la cinquième Conférence au sommet des Chefs d'État et de gouvernement du COMESA	OMC/COMESA	OMC/CT (budget ordinaire)		DDG, DD		
29 mai 00	30 mai 00	<u>Côte d'Ivoire</u> Mission technique Formation concernant l'établissement d'un Centre de référence de l'OMC pour la Banque africaine de développement	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)	Banque africaine de développement	ID, IMRD	Douze responsables de la Banque africaine de développement	34
05 juin 00	08 juin 00	<u>Tunisie</u> Mission technique Mise en œuvre de JITAP 2000: mission tripartite (groupe 2 – soutien aux institutions du système commercial multilatéral)	OMC/CNUCED/CCI	Fonds du JITAP (T0027)		TCD		
06 juin 00	09 juin 00	<u>Kenya</u> Séminaire régional Propriété intellectuelle, marques de fabrique ou de commerce (groupe 8 – développement des ressources humaines et amélioration des connaissances sur le système commercial multilatéral)	OMC/CNUCED/CCI	Fonds du JITAP (T0027)		IPD	Kenya, Ouganda, Tanzanie	

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD	
07 juin 00	08 juin 00	<u>Maroc</u> Mission technique Établissement d'un Centre de référence de l'OMC à l'Union du Maghreb arabe. Formation sur l'accès aux sources d'information de l'OMC (sites Internet et CD-ROM)	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)	UMA	TCD	Secrétariat de l'UMA (8), ambassade d'Algérie à Rabat (1) et Ministère marocain des affaires étrangères (1)	
12 juin 00	29 juin 00	<u>Égypte</u> Cours de formation Cours de droit commercial international (ITLC-IE), à savoir cours d'une durée de trois semaines sur le système commercial multilatéral couvrant tous les Accords de l'OMC. Interventions d'experts de l'OMC sur le commerce des services, les sources d'information de l'OMC, et les notifications	IDLI en coopération avec le Ministère égyptien de la justice et l'OMC	OMC/CT (budget ordinaire)	IDLI	TSD, TCD	Autorité palestinienne (3), Burkina Faso (1), Cap-Vert (3), Égypte (2), Éthiopie (1), Jordanie (2), Madagascar (2), Mali (1), Maroc (1), Mozambique (1), République centrafricaine (1), République du Congo (1), Sénégal (1), Tchad (1), Tunisie (1), Zambie (2), Zimbabwe (1)	
13 juin 00	16 juin 00	<u>Côte d'Ivoire</u> Séminaire régional Propriété intellectuelle, marques de fabrique ou de commerce (groupe 8 – développement des ressources humaines et amélioration des connaissances sur le système commercial multilatéral)	OMC/CNUCED/CCI	Fonds du JITAP (T0027)		IPD, TCD	Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana	
26 juin 00	29 juin 00	<u>Nigéria</u> Conférence Forum sur la mondialisation et l'OMC: avantages dont peuvent bénéficier le Nigéria et les autres pays en développement	Administration américaine	OMC/CT (budget ordinaire)		DGOff.		
02 juil. 00	04 juil. 00	<u>Kenya</u> Mission technique Mise en œuvre de JITAP 2000 (groupe 2 – soutien aux institutions du système commercial multilatéral)	OMC/CNUCED/CCI	Fonds du JITAP (T0027)		TCD		
11 juil. 00	13 juil. 00	<u>Gabon</u> Séminaire régional Commerce et environnement à l'intention des pays africains francophones	OMC/CNUCED/PNUD	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		TED	Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Côte-d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Tchad, Togo, Secrétariat de l'UDEAC	3

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
18 juil. 00	20 juil. 00	<u>Maroc</u> Séminaire régional Politique de la concurrence	CNUCED	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (T0021)		IPD	Algérie, Communautés européennes, Égypte, France, Gabon, Maroc, Sénégal, Tunisie
24 juil. 00	28 juil. 00	<u>Sénégal</u> Mission technique Évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse (T0030)		MAccD	
07 août 00	09 août 00	<u>Ghana</u> Conférence Le rôle des organisations régionales africaines en matière de maintien d'une paix durable, de développement économique durable et de droits de l'homme: les pays africains et l'OMC	La Société africaine de droit international comparé	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		TCD	
16 sept. 00	20 sept. 00	<u>Égypte</u> Conférence Conférence des Ministres du commerce de l'OUA et de la CEA: contribution de l'OMC à la réunion d'experts	OUA/CEA	OMC/CT (budget ordinaire)		DDG, DD, ERAD	
25 sept. 00	30 sept. 00	<u>Maroc</u> Séminaire régional Simulations de négociations commerciales	OMC/CNUCED	Aucun coût pour l'OMC	CNUCED	TCD	Bénin, Burkina Faso, Côte-d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Maroc, Niger, Sénégal, Togo, Tunisie et Secrétariat de la CEDEAO
02 oct. 00	06 oct. 00	<u>Kenya</u> Cours de formation Les statistiques du commerce international à l'intention des pays d'Afrique australe et orientale	Bureau des statistiques des Nations Unies	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (TSE02)		TCD	Burundi, Égypte, Érythrée, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, Rwanda, Seychelles, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe
03 oct. 00	05 oct. 00	<u>Égypte</u> Mission technique Mesures commerciales correctives contingentes	OMC	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (TNL03)		RD	
11 oct. 00	12 oct. 00	<u>Maurice</u> Séminaire national Négociations prescrites dans le domaine de l'agriculture. Contrats portant sur les matières premières: ADPIC	OMC/Université de Maurice	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (TSE02)		TCD	62



Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
13 oct. 00	14 oct. 00	<u>Afrique du Sud</u> Mission technique Consultations avec les membres du Conseil des droits de douane et du commerce, au sujet de la législation sur les mesures commerciales correctives contingentes et rencontres avec les hauts responsables du Département du commerce et de l'industrie et les représentants des organisations professionnelles	OMC	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (TNL03)		RD	
17 oct. 00	20 oct. 00	<u>Afrique du Sud</u> Séminaire régional Séminaire sur la mise en œuvre des règles à l'intention des pays africains anglophones	OMC	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (TNL03)		RD	Afrique du Sud, Botswana, Ghana, Kenya, Maurice, Namibie, Nigéria, Seychelles, Swaziland, Zimbabwe [Éthiopie, Gambie, Lesotho, Malawi, Mozambique, Ouganda, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie, Zambie]
20 oct. 00	24 oct. 00	<u>Égypte</u> Conférence L'OMC et le système commercial multilatéral, incidences sur les économies des pays arabes: présentation du mécanisme de règlement des différends de l'OMC à une Conférence sur l'arbitrage commercial international qui traitera des procédures de règlement des différends de l'OMC et d'autres formes de règlement des différends	Centre régional d'arbitrage commercial international du Caire	Aucun coût pour l'OMC	Département du commerce américain	TCD	Pays arabes, Département du commerce américain, organismes régionaux spécialisés dans l'arbitrage commercial
25 oct. 00	27 oct. 00	<u>Nigéria</u> Colloque Réunion de haut niveau sur le commerce électronique et les recettes fiscales en Afrique. Mise en œuvre de l'article VII du GATT et recettes fiscales	CNUCED/CEDEAO	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (TSE02)		TCD	
26 oct. 00	26 oct. 00	<u>Maroc</u> Conférence Discours sur l'OMC et le système commercial multilatéral à la Conférence mondiale des organisations de promotion commerciale	Chambre de commerce international (CCI)/Centre marocain de promotion des exportations (CMPE)	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	Cent organisations de promotion commerciale originaires de 60 pays
13 nov. 00	14 nov. 00	<u>Maroc</u> Séminaire national SPS, OTC et OMC	ISO	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD	

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD	
20 nov. 00	22 nov. 00	<u>Namibie</u> Séminaire régional Accord SPS. Examen des évolutions survenues dans le domaine SPS. Travaux du Comité SPS. Présidence/rapporteur et/ou animation des réunions spéciales sur l'innocuité des aliments	OMC/Banque mondiale/ Secrétariat de la SADC	Fonds d'affectation spéciale de la Finlande (TFI01)		AgD	Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe	
21 nov. 00	22 nov. 00	<u>Tunisie</u> Mission technique Établissement d'un Centre de référence de l'OMC au Ministère des affaires étrangères. Formation sur l'accès aux sources d'information de l'OMC (sites Internet et CD-ROM)	OMC/CNUCED/ CCI	Fonds du JITAP (T0027)		TCD	Tunisie (dix responsables de trois organisations gouvernementales).	
27 nov. 00	02 déc. 00	<u>Maurice</u> Séminaire régional Simulations de négociations commerciales	OMC/CNUCED	Aucun coût pour l'OMC	CNUCED	TCD	Cap-Vert, Comores, Dominique, Haïti, Maurice, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Vanuatu, Commission de l'océan Indien	51
04 déc. 00	08 déc. 00	<u>Cameroun</u> Atelier régional consacré au suivi du Cycle d'Uruguay et aux négociations commerciales multilatérales dans le domaine de l'agriculture. Présentations en séances plénières et dans les séminaires organisés en parallèle sur l'agriculture, SPS, OTC et ADPIC	FAO	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (T0036)		AgD	Dix pays francophones d'Afrique centrale	
04 déc. 00	08 déc. 00	<u>Maurice</u> Atelier régional Atelier à l'intention des négociateurs commerciaux africains sur des questions choisies concernant l'OMC, organisé conjointement par la CNUCED et le PNUD avec la participation de l'OMC: questions de mise en œuvre, négociations prescrites dans les domaines des services et de l'agriculture, MIC et investissement, politique de la concurrence, ADPIC et transfert de technologie, commerce et environnement	OMC/CNUCED/ PNUD	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (TSE02)	Organisateurs	TCD	Afrique du Sud (1), Angola (3), Botswana (1), Érythrée (1), Éthiopie (1), Kenya (2), Maurice (8), Mozambique (2), Namibie (2), Ouganda (1), Soudan (1), Swaziland (1), Tanzanie (1), Zambie (2), Zimbabwe (3) Représentants de la COMESA (1), CEDEAO (1), COI (1), OUA (2) et SADC (1) ainsi que d'instituts de recherche et de formation africains sélectionnés (2). Experts de la Commission européenne (1), CNUCED (10), PNUD (1), OMC (1)	

**ANNEXE 2.b**  
**ACTIVITÉS ORGANISÉES EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE (71)**

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
17 janv. 00	18 janv. 00	<u>Taipei chinois</u> Séminaire national Accession: principes généraux et règles du GATT/de l'OMC	Gouvernement taiwanais	Aucun coût pour l'OM	Gouvernement taiwanais	LegD	
18 janv. 00	19 janv. 00	<u>Tonga</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	
22 janv. 00	28 janv. 00	<u>Viet Nam</u> Mission technique Accession du Viet Nam à l'OMC	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		AccD	
09 fév. 00	10 fév. 00	<u>Inde</u> Symposium Séminaire de haut niveau de l'École des cadres administratifs indiens (ASCI): présentation de l'OMC. Examen de la future coopération dans le domaine de l'assistance technique	École des cadres administratifs indiens (ASCI)	OMC/CT (budget ordinaire)		IPD	En combinaison avec la conférence en Inde (voir ci-après)
11 fév. 00	11 fév. 00	<u>Inde</u> Conférence Mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC, au Forum conjoint APAA/FICPI, à l'intention des responsables asiatiques des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux du secteur des brevets	Association asiatique d'experts juridiques en brevets (APAA)/ Fédération internationale des conseils en propriété industrielle (FICPI)	OMC/CT (budget ordinaire)		IPD	Plusieurs centaines de représentants officiels et de spécialistes de la propriété intellectuelle originaires de 49 pays essentiellement asiatiques. En combinaison avec le Symposium en Inde (voir ci-dessus)
12 fév. 00	19 fév. 00	<u>Thaïlande</u> Conférence Participation à la Conférence CNUCED X	Ministère du commerce/ gouvernement thaïlandais	Fonds de soutien aux programmes (EPSF1)		DG, DDG, TCD, FGSD, ExRD, DD	La plupart des Membres de l'OMC

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD	
12 fév. 00	12 fév. 00	<u>Thaïlande</u> Atelier régional Rencontre entre acheteurs et vendeurs de produits pharmaceutiques: présentation de l'Accord sur les ADPIC et ses incidences sur l'industrie pharmaceutique dans les pays en développement	CCI	OMC/CT (budget ordinaire)		IPD	Représentants de l'industrie et des gouvernements des pays en développement de l'Asie du Sud et du Sud-Est. En combinaison avec les activités organisées en Inde (voir page précédente)	
14 fév. 00	15 fév. 00	<u>Mongolie</u> Mission technique Formation sur l'établissement d'un Centre de référence de l'OMC	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine (T0024)	Gouvernement allemand	IMRD, ID	Équipement informatique fourni par le gouvernement allemand. Cinq représentants étaient présents	TC99
17 fév. 00	18 fév. 00	<u>Chine, R.P.</u> Mission technique Réunions du DG avec le Premier Ministre, M. Zhu Rongji et le Ministre du commerce extérieur et de la coopération économique, M. Shi Guangsheng	Ministère chinois du commerce extérieur et de la coopération économique	OMC/CT (budget ordinaire)		LegD		
21 fév. 00	25 fév. 00	<u>Australie</u> Symposium Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires – huitième session	Codex	Fonds de Hong Kong, Chine (T0024)		AgD		
21 fév. 00	24 fév. 00	<u>Philippines</u> Conférence Forum de Manille sur la politique en matière d'enrichissement des aliments – possibilité de protection des populations des pays asiatiques des carences minérale et vitaminique: règles de l'OMC susceptibles de s'appliquer en matière d'enrichissement des aliments – Accords OTC et SPS	Banque asiatique de développement (BAsD)/Initiative micronutriments/ Institut international des sciences de la vie (ILSI)	Aucun coût pour l'OMC	ADB	AgD	Chine, Fidji, Inde, Indonésie, Philippines, République kirghize, Thaïlande, Viet-Nam	
21 fév. 00	25 fév. 00	<u>Chine, R.P.</u> Cours de formation 1. Accord sur les subventions et les mesures compensatoires 2. Accord sur l'agriculture	OMC/Ministère chinois du commerce extérieur et de la coopération économique	Fonds de Hong Kong, Chine (T0024)		AgD, TCD		
24 fév. 00	24 fév. 00	<u>Australie</u> Atelier régional Mise en œuvre de l'Accord SPS à l'intention des pays en développement	OMC/Codex	Fonds de Hong Kong, Chine (T0024)		AgD	En combinaison avec la 8 <sup>ème</sup> session du Codex (voir ci-dessus)	

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
14 mars 00	17 mars 00	<u>Japon</u> Colloque/Rencontre 1. Première session du Groupe de travail intergouvernemental spécial du Codex sur les aliments dérivés des biotechnologies 2. Réunion d'experts UNU/IAS sur les aliments génétiquement modifiés, l'innocuité des aliments, le Codex et la réglementation du commerce international	1. Codex / 2. UNU/IAS	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD Pays membres de la FAO. En combinaison avec l'atelier en Malaisie (voir ci-après)	
20 mars 00	23 mars 00	<u>Thaïlande</u> Séminaire national Simulation de négociations commerciales	OMC	OMC/CT (budget ordinaire; Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		TCD En combinaison avec deux autres missions en Thaïlande (voir ci-après)	77
21 mars 00	21 mars 00	<u>Malaisie</u> Atelier national Introduction à l'OMC Accord SPS Règlement des différends Cas de règlement de différends dans le domaine SPS	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD Malaisie (environ 45 participants venant des Ministères de l'agriculture, de la santé et du commerce ainsi que des représentants de l'industrie). En combinaison avec le colloque au Japon (voir ci-dessus)	
24 mars 00	24 mars 00	<u>Thaïlande</u> Séminaire national Séminaire public sur les négociations commerciales multilatérales qui suivront la Conférence de Seattle, à l'intention de la société civile thaïlandaise, discours important du Dr Supachai, présentation officielle des négociations prescrites concernant l'agenda incorporé, groupe de travail de l'OMC	OMC/Ministère thaïlandais du commerce/ ACDI Canada	OMC/CT (budget ordinaire; Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		TCD Société civile de Bangkok. En combinaison avec deux autres missions en Thaïlande	
27 mars 00	29 mars 00	<u>Thaïlande</u> Atelier national La nouvelle série de négociations commerciales multilatérales: intervention de responsables de l'OMC à titre d'experts dans le cadre d'un projet parrainé par le Canada	Centre canadien de droit et de politique commerciale	OMC/CT (budget ordinaire; Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		TCD En combinaison avec deux autres missions en Thaïlande	81

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
29 mars 00	31 mars 00	<u>Singapour</u> Séminaire régional Commerce des services – premier jour: incidences de l'AGCS sur le commerce et le développement; structure de l'Accord; inscription dans une liste des engagements; négociations sur les services financiers et les télécommunications et engagements en cours dans les secteurs individuels – deuxième jour: disciplines concernant la réglementation intérieure et règles de l'AGCS; commerce électronique; examen de questions spécifiques sur la base de tests d'auto-évaluation; réexamens prescrits au titre de l'AGCS – troisième jour: questions concernant l'établissement des listes, exercices pratiques; nouvelle série de négociations sur les services; table ronde sur les résultats et les difficultés de la nouvelle série de négociations	OMC/Singapour Programme de formation conjoint pour les pays en développement	OMC/CT (budget ordinaire)	Gouvernement de Singapour	TSD	Afrique du Sud, Bangladesh, Brunei Darussalam, Cambodge, Inde, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Pakistan, Philippines, Rép. dém. pop. lao, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Viet Nam
03 avril 00	07 avril 00	<u>Nouvelle-Zélande</u> Séminaire régional Table ronde: incidences des Accords de l'OMC pour la région du Pacifique. Accent mis sur l'Accord sur l'agriculture, SPS, traitement spécial et différencié, harmonisation de la politique, de la réglementation et de la législation intérieures avec les prescriptions de l'OMC, intégration régionale	OMC/Secrétariat du Forum du Pacifique Sud/FAO/ Secrétariat du Commonwealth	Fonds d'affectation spéciale de Nouvelle-Zélande (TNZ02)		TCD	États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Cook, Îles Salomon, Kiribati, Nioué, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République des Îles Marshall, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
03 avril 00	07 avril 00	<u>Viet Nam</u> Séminaire national Simulation de négociations commerciales	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		TCD	Représentants officiels vietnamiens: représentants du Ministère des affaires étrangères (9), Ministère de l'industrie (3), Ministère des finances (3), Département général des douanes (3), Bureau du Comité national pour la coopération économique internationale (2), Ministère de l'agriculture et du développement rural (2), Ministère du commerce (4) et 2 auditeurs

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD	
03 avril 00	07 avril 00	<u>Thaïlande</u> Atelier régional Commerce et environnement	Canada- Thaïlande Projet trilatéral pour l'environnement, Département de la coopération économique et technique, Ministère des sciences, de la technologie et de l'environnement	OMC/CT (budget ordinaire)		TED	Cambodge, Rép. dém. pop.lao, Thaïlande, Viet Nam	
13 avril 00	15 avril 00	<u>Inde</u> Séminaire régional Législation et politique de la concurrence pour la région Asie-Pacifique	CNUCED	OMC/CT (budget ordinaire)		IPD	Australie; Bangladesh; Hong Kong, Chine; Inde; Indonésie; Japon; Népal; Pakistan; Sri Lanka	
16 avril 00	17 avril 00	<u>Inde</u> Atelier régional Atelier de formation sur la politique de la concurrence à l'intention des représentants des consommateurs	Consumer Unity and Trust Society (CUTS)	OMC/CT (budget ordinaire)		IPD	Bangladesh, Inde, Népal, Pakistan, Sri Lanka	
26 avril 00	28 avril 00	<u>Taipei chinois</u> Conférence L'OMC et l'état des négociations	Fonds de coopération et de développement international (ICDF) gouvernement du Taipei chinois	OMC/CT (budget ordinaire)	Fonds de coopération et de développement international (ICDF)	TCD		
30 avril 00	03 mai 00	<u>Inde</u> Cours de formation Programme de formation à l'intention des responsables des douanes, sur les règles d'évaluation en douane	Secrétariat du Commonwealth	OMC/CT (budget ordinaire)		MAccD		

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD	
08 mai 00	26 mai 00	<u>Thaïlande</u> Cours de formation Premier cours de politique commerciale OMC/CESAP sur l'OMC et le système commercial multilatéral à l'intention des pays asiatiques en développement. Fondements théoriques du commerce international, principes fondamentaux de l'OMC et résultats du Cycle d'Uruguay en matière d'accès au marché, Accords du Cycle d'Uruguay. Questions d'ordre récent (politique de la concurrence, investissement, transparence des marchés publics, etc.)	OMC/CESAP	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		TCD, TFD, ApB, ERAD	Bhoutan, Cambodge, Chine R.P., Corée, Rép. de, Indonésie, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Philippines, Rép. dém. pop. lao, Singapour, Thaïlande, Viet Nam En combinaison avec le séminaire national en Malaisie (voir ci-après)	82
15 mai 00	19 mai 00	<u>Chine, R.P.</u> Cours de formation Les règles de l'OMC: commerce et investissement, commerce et concurrence	Glodis Institute, Faculté de droit, Université Erasmus, Rotterdam	OMC/CT (budget ordinaire)		TFD		
28 mai 00	29 mai 00	<u>Brunéi Darussalam</u> Colloque Forum des politiques commerciales	Conseil de coopération économique du Pacifique (PECC)	Aucun coût pour l'OMC	Organisateurs	DD		
30 mai 00	30 mai 00	<u>Malaisie</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral: principes fondamentaux de l'OMC, aperçu général des Accords du Cycle d'Uruguay. Examen approfondi des dispositions du Mémoire d'accord relatives au règlement des différends	OMC/Institute of Diplomacy and Foreign Relations	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		TCD	En combinaison avec le cours de formation en Thaïlande (voir ci-dessus)	
31 mai 00	04 juin 00	<u>Thaïlande</u> Conférence Représentation de l'OMC à la session annuelle de la CESAP	CESAP	OMC/CT (budget ordinaire)		DD		
07 juin 00	09 juin 00	<u>Sri Lanka</u> Mission technique Mission de mise en œuvre concernant les dispositions antidumping	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		RD		72



Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD	
13 juin 00	16 juin 00	<u>Taipei chinois</u> Conférence Fonctionnement de l'OMC, agriculture, règlement des différends	Fonds de coopération internationale et de développement (ICDF)/ gouvernement du Taipei chinois	OMC/CT (budget ordinaire)	Fonds de coopération internationale et de développement (ICDF)	TCD	Brésil, Burkina Faso, Costa Rica, Dominique, Égypte, Fédération de Russie, Fidji, Gambie, Honduras, Îles Marshall, Indonésie, Lituanie, Macédoine, Malawi, Mexique, Nigéria, Palestine, Paraguay, Pologne, République dominicaine, République slovaque, République tchèque, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Swaziland, Thaïlande, Turquie, Viet Nam	
14 juin 00	16 juin 00	<u>Chine, R.P.</u> Symposium Troisième Forum international sur la mondialisation du commerce	Ministère chinois de l'industrie de l'information	Fonds de Hong Kong, Chine (T0024)		TCD		
19 juin 00	20 juin 00	<u>Taipei chinois</u> Conférence Politique de la concurrence	Conseil du commerce extérieur, Ministère des affaires étrangères	OMC/CT (budget ordinaire)	Organisateurs	IPD		
27 juin 00	28 juin 00	<u>Inde</u> Cours de formation Accords choisis de l'OMC: Textiles et environnement. 1. Introduction à l'OMC - Rôle, mode de fonctionnement, principales activités; 2. Examen détaillé de l'Accord sur les textiles et les vêtements, dispositions et mise en œuvre, perspectives futures et évolution commerciale; 3. Questions et activités relatives au commerce et à l'environnement	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		TexD		
29 juin 00	30 juin 00	<u>Chine, R.P.</u> Conférence Accession à l'OMC et débouchés en Chine Agro-industrie	IBC Asia Ltd (Singapour)	OMC/CT (budget ordinaire)	Organisateurs	TCD		
06 juil. 00	08 juil. 00	<u>Thaïlande</u> Séminaire régional Politique commerciale et de la concurrence pour les pays asiatiques	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)	Don du gouvernement japonais (TJP06)	IPD, RD, LegD		TYP99

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
17 juil. 00	25 juil. 00	<u>Japon</u> Séminaire régional Séminaire régional de la BASD sur le renforcement des capacités en matière de politique commerciale régionale et internationale. Accords de l'OMC: ADPIC, AGCS, antidumping, subventions et mesures compensatoires, sauvegardes et Mémoire d'accord sur le règlement des différends	OMC/Banque asiatique de développement (BASD)	OMC/CT (budget ordinaire)	Banque asiatique de développement	TCD	Bangladesh; Cambodge; Chine; Corée du Sud; Fidji; Hong Kong; Chine; Inde; Indonésie; Malaisie; Maldives; Myanmar; Népal; Ouzbékistan; Pakistan; Papouasie-Nouvelle-Guinée; Philippines; Rép. dém. pop. lao; République kirghize; Singapour; Sri Lanka; Taipei chinois; Thaïlande et Viet Nam
02 août 00	05 août 00	<u>Indonésie</u> Séminaire régional Financement pour le développement	CESAP	OMC/CT (budget ordinaire)		DD	
08 août 00	10 août 00	<u>Inde</u> Séminaire régional Stratégies en matière de commerce électronique pour la région Asie et Pacifique	Centre de transfert de technologie de l'UNESCAP pour l'Asie et le Pacifique	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (T0036)		TSD	
21 août 00	25 août 00	<u>Thaïlande</u> Atelier national Procédures et pratiques de l'OMC en matière de règlement des différends	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		LegD	
23 août 00	30 août 00	<u>Chine, R.P.</u> Cours de formation Accords de l'OMC, notamment Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce	Service consultatif pour la réforme de la législation commerciale en Chine	Aucun coût pour l'OMC	GTZ (Agence allemande de coopération technique)	TFD	
23 août 00	06 sept. 00	<u>Tonga</u> Mission technique Législation dans le contexte de l'accession	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (TSE02)		TCD	
28 août 00	29 août 00	<u>Chine, R.P.</u> Cours de formation/atelier Conférence sur les procédures et les pratiques en matière de règlement des différends	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)	Gouvernement chinois	TCD	

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
12 sept. 00	13 sept. 00	<u>Thaïlande</u> Séminaire national Subventions et crédits à l'exportation à l'intention des responsables gouvernementaux et des milieux d'affaires Consultations avec les responsables du Ministère du commerce chargés de la politique de subvention	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (TSE02)	Gouvernement thaïlandais	RD	En combinaison avec le cours de formation à Singapour (voir ci-après)
14 sept. 00	22 sept. 00	<u>Singapour</u> Cours de formation Cours de politique commerciale de courte durée pour les pays asiatiques: Accords de l'OMC, y compris SPS, OTC, MRD, antidumping, subventions, sauvegardes, accès au marché, évaluation en douane, inspection avant expédition, ATI, règles d'origine et autres règles de l'OMC régissant les accords commerciaux régionaux	Programme de formation conjoint OMC/Singapour pour les pays en développement	Aucun coût pour l'OMC	Gouvernement singapourien	TCD, RD, MAccD, TSD	Brunéi Darussalam; Chine, R.P.; Corée, Rép. de; Hong Kong, Chine; Inde; Indonésie; Macao; Malaisie; Mongolie; Pakistan; Philippines; Singapour; Sri Lanka; Taipei chinois; Thaïlande; Viet Nam
20 sept. 00	21 sept. 00	<u>Philippines</u> Séminaire national Accords de l'OMC, y compris agriculture, SPS, MRD et les règles de l'OMC régissant les accords commerciaux régionaux	OMC/Fédération des industries philippines	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	
26 sept. 00	27 sept. 00	<u>Inde</u> Séminaire national Accords choisis de l'OMC: agriculture et ATI	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		TCD	
05 oct. 00	11 oct. 00	<u>Corée, Rép. de</u> Cours de formation Quatre séries de conférences: 1) AGCS, agriculture, règles (antidumping, subventions et mesures compensatoires, sauvegardes) et ADPIC dans le cadre du cours de l'Institut coréen de développement sur le commerce international et les Accords de l'OMC, et 2) sur l'état des travaux et des négociations à l'OMC, à l'École des études nationales et internationales de la Seoul National University, à la Faculté de droit de la Korea University et à l'École supérieure des affaires internationales de l'université Ewha pour les femmes	OMC/École de gestion et de politique publiques/Institut coréen de développement	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD, AgD, RD	Vingt-deux responsables du: Arabie saoudite, Bangladesh, Chili, Corée, Indonésie, Kazakhstan, Népal, Ouzbékistan, Pakistan, Paraguay, Pérou, Roumanie, Thaïlande, Ukraine, Viet Nam

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD	
10 oct. 00	11 oct. 00	<u>Thaïlande</u> Séminaire régional Évaluation de la conformité – Rôle dans le commerce international OTC et les procédures d'évaluation de la conformité à l'intention des pays asiatiques	OMC/ISO	Fonds de Hong Kong, Chine (T0024); OMC/CT budget de voyage des fonctionnaires de l'OMC	ISO	TED	Brunéi Darussalam, Cambodge, Chine, R.P., Fidji, Myanmar, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines	70
16 oct. 00	18 oct. 00	<u>Malaisie</u> Séminaire national AGCS et contexte général des négociations passées et futures en matière de services	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (TSE02)		TSD		
19 oct. 00	20 oct. 00	<u>Chine, R.P.</u> Séminaire national Mise en œuvre des règles de l'OMC et de l'Accord sur l'agriculture: subventions, antidumping, sauvegardes et agriculture	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (TSE02)		TCD		
19 oct. 00	20 oct. 00	<u>Chine, R.P.</u> Séminaire national Conseil juridique	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni (T0037)		AccD, LegD		
25 oct. 00	26 oct. 00	<u>Chine, R.P.</u> Conférence Forum de la Foire industrielle internationale de Shanghai	Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique	OMC/CT (budget ordinaire)	Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique	TCD	Six cents hommes d'affaires chinois	
05 nov. 00	09 nov. 00	<u>Australie</u> Conférence Participation à la réunion plénière annuelle du Comité consultatif international du coton, organisation intergouvernementale rassemblant environ 45 pays dont 25 pays en développement et PMA	Comité consultatif international du coton (CCIC)	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (TNL03)		TexD	Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Colombie, Corée, Rép. de, Côte d'Ivoire, Égypte, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Inde, Iran, Israël, Italie, Japon, Mali, Nigéria, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Paraguay, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Royaume-Uni, Russie, Soudan, Suisse, Syrie, Taipei chinois, Tanzanie, Tchad, Togo, Turquie, Zimbabwe	

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
07 nov. 00	07 nov. 00	<u>Thaïlande</u> Cours de formation ADPIC, droits de propriété intellectuelle à l'intention des responsables gouvernementaux des pays de l'APEC	Département thaïlandais de la propriété intellectuelle (DIP)/Agence japonaise de coopération internationale (JICA, Thaïlande) et l'Office japonais des brevets (JPO)	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (T0021)		IPD	Responsables gouvernementaux des pays membres de l'APEC En combinaison avec le symposium à Hong Kong, Chine (voir ci-après)
07 nov. 00	08 nov. 00	<u>Indonésie</u> Mission technique Les dispositions relatives au traitement spécial et différencié dans les Accords de l'OMC et leurs incidences sur le commerce des pays en développement	OMC/CNUCED	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (TSE02)		TCD	
08 nov. 00	08 nov. 00	<u>Hong Kong, Chine</u> Symposium Accord sur les ADPIC	Département de la propriété intellectuelle, région administrative spéciale de Hong Kong et le groupe de Hong Kong de l'Association asiatique d'experts juridiques en brevets (APAA)	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (T0021)		IPD	Participants locaux et étrangers - Spécialistes de la propriété intellectuelle et représentants des sociétés multinationales En combinaison avec le cours de formation en Thaïlande (voir ci-dessus)
10 nov. 00	10 nov. 00	<u>Malaisie</u> Séminaire régional Mise en œuvre de l'Accord sur les textiles, évolutions du commerce international des textiles dans le cadre de la réunion plénière annuelle de la Fédération des fabricants de textiles de l'ANASE	Fédération des fabricants de textiles de l'ANASE	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (TNL03)	ANASE	TexD	Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, Rép. dém. pop. lao, Singapour, Thaïlande, Viet Nam

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD	
13 nov. 00	14 nov. 00	<u>Australie</u> Séminaire régional Cours de droit commercial international (ITLC-2E), d'une durée de trois semaines sur le système commercial multilatéral – les Accords de l'OMC	OMC/Institut international du droit du développement (IDLI) en coopération avec l'École de commerce de Melbourne, et du Département australien des affaires étrangères et du commerce	OMC/CT (budget ordinaire)	IDLI	TCD	Cambodge, Chine, R.P., Fidji, Inde, Indonésie, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Rép. dém. pop. lao, Samoa, Sri Lanka, Thaïlande, Vanuatu et Viet Nam. Un représentant du Secrétariat du Forum du Pacifique Sud	
19 nov. 00	22 nov. 00	<u>Philippines</u> Séminaire régional 7 <sup>ème</sup> Conférence de l'ANASE sur les produits alimentaires. Les incidences des Accords SPS et OTC sur le commerce international des produits alimentaires	ANASE/ Gouvernement philippin	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (TSE02)		AgD	ANASE: Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, Rép. dém. pop. lao, Singapour, Thaïlande, Viet Nam. En combinaison avec le séminaire national ci-dessous	
20 nov. 00	20 nov. 00	<u>Philippines</u> Séminaire national Symposium sur le Codex et l'OMC: innocuité des produits alimentaires et pratiques loyales dans le commerce mondial (Accord SPS et son utilité pour le commerce dans le domaine agricole)	Gouvernement philippin	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (TSE02)		AgD	En combinaison avec le séminaire régional ci-dessus	
04 déc. 00	04 déc. 00	<u>Chine, R.P.</u> Séminaire national Les Accords de l'OMC, à l'intention des juristes du Ministère de la justice, des avocats et des professeurs de droit de l'université à Beijing	OMC et Ministère chinois de la justice	OMC/CT (budget ordinaire)	Gouvernement hôte	TCD	Environ 150 avocats et professeurs de droit chinois	
06 déc. 00	06 déc. 00	<u>Chine, R.P.</u> Séminaire national Les Accords de l'OMC, à l'intention des juristes du Ministère de la justice, des avocats et des professeurs de droit de l'université à Chongqin	OMC et Ministère chinois de la justice	OMC/CT (budget ordinaire)	Gouvernement hôte	TCD	Environ 150 avocats et professeurs de droit chinois	
08 déc. 00	08 déc. 00	<u>Chine, R.P.</u> Séminaire national Les Accords de l'OMC, à l'intention des juristes du Ministère de la justice, des avocats et des professeurs de droit de l'université à Shanghai	OMC et Ministère chinois de la justice	OMC/CT (budget ordinaire)	Gouvernement hôte	TCD	Environ 150 avocats et professeurs de droit chinois	

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
10 déc. 00	13 déc. 00	<u>Corée, Rép. de</u> Conférence Lutte contre la corruption dans la région Asie et Pacifique: transparence des marchés publics	OCDE/Banque de développement asiatique	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (TNL03)		IPD	Pays membres de la BAsD et de la région de l'OCDE
11 déc. 00	15 déc. 00	<u>Singapour</u> Séminaire régional 1. Questions de mise en œuvre découlant du Cycle d'Uruguay; 2. Dispositions relatives au traitement spécial et différencié dans les Accords de l'OMC; 3. Nouveaux enjeux dans le cadre de la prochaine série de négociations commerciales, pour les pays en développement	Secrétariat du Plan de Colombo	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (TNL03)		TCD	Tous les pays en développement asiatiques
11 déc. 00	12 déc. 00	<u>Chine, R.P.</u> Mission technique Formation sur l'établissement d'un Centre de référence de l'OMC à l'Institut chinois pour la mise en œuvre de la réforme, Haikou, Province de Hainan	OMC	Aucun coût pour l'OMC	GTZ (Agence allemande de coopération technique)	TCD	Vingt-cinq responsables
19 déc. 00	21 déc. 00	<u>Inde</u> Atelier régional Politique de la concurrence à l'intention de sept pays asiatiques et africains: bilan de la politique de la concurrence dans le cadre de l'OMC	Consumer Unity and Trust Society (CUTS)	OMC/CT (budget ordinaire)		IPD	Afrique du Sud, Brésil, Inde, Kenya, Malaisie, Pakistan, Sri Lanka, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe; consultants du Royaume-Uni, de France, de la CNUCED, de l'OCDE et de l'OMC
20 déc. 00	21 déc. 00	<u>Inde</u> Colloque Questions dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture	Conseil indien de la recherche sur les relations économiques internationales	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD	

**ANNEXE 2.c**  
**ACTIVITÉS DANS LES PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE**  
**ET D'ASIE CENTRALE (69)**

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
02 fév. 00	04 fév. 00	<u>France</u> Conférence Forum sur la perspective africaine: 1 <sup>ère</sup> Conférence sur l'Afrique émergente	Banque africaine de développement/ OCDE avec la collaboration du Ministère français de l'économie	OMC/CT (budget ordinaire)		ERAD	Plusieurs pays africains et quelques pays membres de l'OCDE
02 fév. 00	04 fév. 00	<u>Ex-République yougoslave de Macédoine</u> Mission technique Assistance technique pour la préparation de la notification exigée dans le cadre du processus d'accession, concernant le soutien national et les subventions à l'exportation (document ACC/4); Accord sur l'agriculture et questions relevant de l'agriculture à traiter dans le cadre de l'accession	OMC/Ministère de l'agriculture	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD	
08 fév. 00	09 fév. 00	<u>République slovaque</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral à l'intention des secteurs public et privé: système commercial multilatéral, accès au marché, règlement des différends, agriculture, OTC, SPS, règles, services, ADPIC	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD, LegD	
09 fév. 00	10 fév. 00	<u>Belgique</u> Colloque Examen avec le Secrétariat des pays ACP, le 9 février, du protocole d'accord en cours sur l'évaluation en douane; et avec les représentants de la CE des projets d'assistance technique de l'OMC susceptibles d'être financés par la CE. Examen le 10 février avec le Secrétariat de l'OMD du programme conjoint d'assistance technique pour l'évaluation en douane	OMC/ACP	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	



Activités d'assistance technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
10 fév. 00	11 fév. 00	<u>Ex-République yougoslave de Macédoine</u> Mission technique Accord SPS, droits, obligations, différends, questions actuelles. Réunions techniques approfondies avec différentes organisations gouvernementales chargées des questions d'innocuité des produits alimentaires, de santé animale, de préservation des végétaux. Préparation de la demande d'accession, réponses aux questions	OMC/Ministère du commerce	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD		
21 fév. 00	03 mars 00	<u>Suisse (Berne)</u> Cours de formation Cours de courte durée sur le GATT de 1994 à l'intention des pays d'Europe centrale et orientale, et des pays d'Asie centrale	PECO	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse (TCH04)		PECO, TCD	Albanie, Arménie, Croatie, Estonie, Fédération de Russie, Géorgie, Lettonie, Lituanie, Moldova, République kirghize	
29 fév. 00	29 fév. 00	<u>France</u> Mission technique Consultations avec l'Agence de la Francophonie sur le financement de l'assistance technique	Agence de la Francophonie	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD		
02 mars 00	03 mars 00	<u>Belgique</u> Mission technique Établissement de Centres de référence de l'OMC dans les ambassades/missions du Bénin, du Tchad et de la Grenade	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Finlande (TFI01)		TCD	Bénin, Grenade, Tchad	
07 mars 00	10 mars 00	<u>Ex-République yougoslave de Macédoine</u> Séminaire national Commerce des services – premier jour: réunions d'experts au Ministère des finances et au Ministère du commerce. Deuxième et troisième jours (matin): séminaire à l'intention des représentants de tous les ministères sur la structure de l'AGCS et, en particulier, les dispositions intéressant les pays accédants. Troisième jour (après-midi): examen des questions concernant l'inscription dans les listes avec les responsables du Ministère du commerce	OMC/USAID	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD		
08 mars 00	08 mars 00	<u>Finlande</u> Cours de formation Séminaire sur le commerce et le développement à l'intention du groupe du cours de politique commerciale de l'OMC	Ministère des affaires étrangères	OMC/CT (budget ordinaire)	Organisateurs	TCD		

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
16 mars 00	17 mars 00	<u>Italie</u> Symposium Groupe de travail international sur la gestion des risques liés aux matières premières	Banque mondiale	OMC/CT (budget ordinaire)		ERAD	
20 mars 00	20 mars 00	<u>France</u> Symposium Réunion OCDE/DAC sur les bonnes pratiques en matière de renforcement des capacités commerciales	OCDE/DAC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	
21 mars 00	28 mars 00	<u>Autriche</u> Cours de formation Conférence dans la partie du cours consacrée à l'OMC à l'Institut commun de Vienne – la politique commerciale dans le cadre du cours d'économie appliquée	OMC/Institut commun de Vienne (JVI)	OMC/CT (budget ordinaire)		DD, ERAD	Économies en transition et pays en développement
30 mars 00	31 mars 00	<u>Suisse (siège de l'OMC)</u> Cours de formation Atelier sur les règles d'origine à l'intention des délégués de Cuba, de la République dominicaine et de Haïti, basés à Genève	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Finlande (TFI01)		MAccD	Financement du déplacement de deux experts de l'OMD de Bruxelles
31 mars 00	01 avril 00	<u>Espagne</u> Colloque Accord sur les ADPIC au Forum ibéro-américain sur l'innovation, la propriété intellectuelle et industrielle et le développement	Association interaméricaine de la propriété industrielle (ASAPI)/Collège officiel d'agents de propriété industrielle du Portugal (ACPI) et d'Espagne (COAPI)	OMC/CT (budget ordinaire)		IPD	
05 avril 00	06 avril 00	<u>Hongrie</u> Séminaire régional L'Europe du Sud-Est et l'OMC	USAID	OMC/CT (budget ordinaire) – pour un fonctionnaire de l'OMC	USAID (pour trois fonctionnaires de l'OMC)	AgD, LegD, TCD, ApB	Responsables de haut niveau (ministres, vice-ministres et chefs de départements) des pays suivants: Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Hongrie, Macédoine, Moldova, Roumanie, Slovénie
10 avril 00	14 avril 00	<u>Suisse (siège de l'OMC)</u> Cours de formation Cours de courte durée sur les ADPIC pour les pays d'Europe centrale et orientale et les pays d'Asie centrale	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse (TCH04)		PECO, TCD, IPD	Albanie, Arménie, Croatie, Estonie, Fédération de Russie, Géorgie, Lettonie, Lituanie, Moldova, République kirghize

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
10 avril 00	10 avril 00	<u>Belgique</u> Symposium Examen avec les Membres de l'OMC basés à Bruxelles, Paris et Londres des relations avec les non-résidents	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		DDG, DD	
26 avril 00	28 avril 00	<u>France</u> Conférence Forum sur les politiques agricoles dans les économies non membres	OCDE	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD	
06 mai 00	10 mai 00	<u>Iran</u> Séminaire régional Simulations de négociations commerciales à l'intention des membres du Secrétariat de l'OCE	OMC/OCE Organisation de coopération économique	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		TCD	Pays de l'OCE: Afghanistan, Azerbaïdjan, Kazakhstan, République islamique d'Iran, République islamique du Pakistan, République kirghize, Tadjikistan, Turkménistan, [Ouzbékistan]
10 mai 00	10 mai 00	<u>Suède</u> Séminaire national Procédures et pratiques de l'OMC en matière de règlement des différends pour les responsables de la Direction nationale du commerce	OMC/Direction nationale du commerce	OMC/CT (budget ordinaire)	Organisateurs	TCD	
15 mai 00	16 mai 00	<u>Fédération de Russie</u> Séminaire national Accords de l'OMC en relation avec l'accession de la Fédération de Russie	USAID/Douma	Aucun coût pour l'OMC	USAID	TCD, LegD	Membres de la Douma, du gouvernement, de l'académie
15 mai 00	26 mai 00	<u>Suisse (siège de l'OMC – à l'intention de la Macédoine)</u> Cours de formation Le système commercial multilatéral et les Accords spécifiques de l'OMC	OMC	Aucun coût pour l'OMC	USAID	TCD	
17 mai 00	18 mai 00	<u>Fédération de Russie</u> Atelier régional Représentation de l'OMC, processus d'accession et règles de l'OMC concernant les arrangements régionaux	TACIS	Aucun coût pour l'OMC	TACIS	TCD	Pays de la CEI
18 mai 00	19 mai 00	<u>Italie</u> Symposium Séance de réflexion sur le renforcement des capacités à l'intention des spécialistes du droit commercial des pays en développement	Institut international du droit du développement	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD	
23 mai 00	25 mai 00	<u>Malte</u> Séminaire régional Commerce et environnement pour les pays méditerranéens et du Moyen-Orient (y compris Accord OTC)	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)	Gouvernement suisse (TCH05)	TED	Algérie, Chypre, Égypte, Israël, Malte, Maroc, Tunisie, Turquie	182
29 mai 00	01 juin 00	<u>Lituanie</u> Conférence Conférence de l'OCDE sur la politique en matière d'IED dans les États baltes, et consultations avec des responsables du gouvernement	OMC/OCDE	OMC/CT (budget ordinaire)		AccD		
29 mai 00	30 mai 00	<u>France</u> Atelier Bonnes pratiques en matière de développement des capacités pour le commerce	OCDE	OMC/CT (budget ordinaire)		DD, TCD		
06 juin 00	07 juin 00	<u>Bélarus</u> Séminaire national Accès au marché (tarifs, sauvegardes, évaluation en douane, règles d'origine, octroi des licences, OTC)	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD, MAccD		135
14 juin 00	16 juin 00	<u>Roumanie</u> Séminaire national Commerce des services: 1 <sup>er</sup> jour: importance de l'AGCS pour la Roumanie; structure de l'Accord; inscription des engagements dans les listes; règles et procédures de l'AGCS. 2 <sup>ème</sup> jour: incidences sectorielles et études de cas; atelier sur la procédure d'inscription dans les listes. 3 <sup>ème</sup> jour (matin): travaux futurs (nouvelle série de négociations, dispositions en matière de réexamen, et négociations en cours sur les règles de l'AGCS, etc.)	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD	Roumanie (responsables du Ministère de l'industrie et du commerce, du Ministère des transports, de l'Agence nationale des communications et de l'informatique, de l'Autorité nationale du tourisme, du Conseil roumain de la concurrence)	
14 juin 00	15 juin 00	<u>Albanie</u> Séminaire national Mise en œuvre des Accords de l'OMC, évaluation en douane, antidumping, octroi des licences, AGCS, ADPIC, prescriptions en matière de notification, régionalisme, marchés publics	OMC	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (T0021)		AccD, TCD		116

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD	
20 juin 00	20 juin 00	<u>France</u> Symposium Forum international de Montpellier, Mondialisation et développement (le système commercial multilatéral et les Accords de l'OMC) – survol de l'OMC – article XXIV (intégration régionale) – Conventions ACP-UE (Lomé 1 à 4 et Accord de Cotonou de mai 2000)	Université de Montpellier I/CIPEAS	Aucun coût pour l'OMC	CIPEAS	TCD	Étudiants et médias locaux	
26 juin 00	27 juin 00	<u>Fédération de Russie</u> Mission technique Réunions du Président du Groupe de travail de l'accession de la Russie avec des responsables de haut niveau	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		AccD		
03 juil. 00	07 juil. 00	<u>Pays-Bas</u> Cours de formation L'OMC et le système commercial multilatéral à l'intention des conseillers juridiques des pays en développement	UNITAR	Aucun coût pour l'OMC	UNITAR	LegD		
03 juil. 00	06 juil. 00	<u>Autriche</u> Séminaire régional Règles: antidumping, sauvegardes et droits compensateurs – Institut conjoint de Vienne	OMC/Institut conjoint de Vienne	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		RD	Albanie, Arménie, Bélarus, Bulgarie, Croatie, Estonie, Fédération de Russie, Géorgie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Macédoine, Moldova, Pologne, République kirghize, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Slovénie	112
10 juil. 00	11 juil. 00	<u>France</u> Symposium Table ronde de l'OCDE sur la libéralisation du commerce dans les économies en transition	OCDE	OMC/CT (budget ordinaire)		AccD		
13 juil. 00	14 juil. 00	<u>Ukraine</u> Séminaire régional Politique de la concurrence	CNUCED	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (T0021)		IPD	Allemagne, Azerbaïdjan, Bélarus, Communauté européenne, États-Unis, Géorgie, Kazakhstan, Lituanie, Ouzbékistan, Pologne, République slovaque, Roumanie, Russie, Ukraine	
17 juil. 00	18 juil. 00	<u>République kirghize</u> Mission technique Formation pour l'établissement d'un Centre de référence de l'OMC – installation et inauguration du Centre de référence de l'OMC – formation d'une vingtaine de responsables gouvernementaux à l'accès à la documentation en ligne et sur CD-ROM, de l'OMC	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)	Gouvernement de la République kirghize	IMRD		

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
19 juil. 00	20 juil. 00	<u>Suisse (siège de l'OMC)</u> Atelier régional Assistance technique et traitement différencié dans le contexte de l'Accord OTC	OMC	Aucun coût pour l'OMC	Pays donateurs (TWP01001)	TED	
24 juil. 00	29 juil. 00	<u>Roumanie</u> Séminaire régional Simulations de négociations commerciales	OMC/CNUCED	Aucun coût pour l'OMC	CNUCED	TCD	
03 août 00	04 août 00	<u>Moldova</u> Mission technique Assistance pour la conclusion des négociations d'accession	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		AccD	
04 août 00	04 août 00	<u>Royaume-Uni</u> Conférence Formation à l'intention du personnel du barreau	The Law Society of England and Wales	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)	Organisateurs	TCD	Les agents de la Law Society of England and Wales
04 sept. 00	07 sept. 00	<u>Royaume-Uni</u> Conférence Les règles de l'OMC relatives aux accords commerciaux régionaux, cas pertinents de règlement des différends dans le cadre de l'OMC	Wilton Park	OMC/CT (budget ordinaire)	Wilton Park	TCD	Pays ACP et pays européens
11 sept. 00	15 sept. 00	<u>Suisse (siège de l'OMC)</u> Cours de formation Cours spécial sur l'AGCS à l'intention des pays d'Europe centrale et orientale et d'Asie centrale	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse (TCH04)		PECO, TCD, TSD	Azerbaïdjan, Bélarus, Macédoine, Ouzbékistan, République kirghize, Tadjikistan, Ukraine
13 sept. 00	13 sept. 00	<u>Belgique</u> Atelier national L'OMC et le système commercial multilatéral Participation au cours "Executive 2000" à l'intention de 28 ressortissants chinois du secteur privé	OMC/CEMC avec l'Université d'Anvers	Aucun coût pour l'OMC	Organisateurs	TCD	Chine (28 dirigeants de sociétés chinoises du secteur privé)
21 sept. 00	22 sept. 00	<u>Suisse</u> Séminaire régional Mécanisme de règlement des différends de l'OMC Exercice de simulation de groupe spécial (2 <sup>ème</sup> jour)	CNUCED	Aucun coût pour l'OMC		TCD	Toutes les missions des pays en développement basées à Genève ont été invitées
26 sept. 00	26 sept. 00	<u>Italie</u> Atelier régional Atelier du CASCO/DEVCO: "faciliter la reconnaissance des résultats de l'évaluation de la conformité au XXIe siècle" – Accord OTC	ISO	OMC/CT (budget ordinaire)		TED	

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
27 sept. 00	27 sept. 00	<u>Suisse (Genève)</u> Conférence Réunion conjointe informelle d'experts du ECDPM-ICTSD: "aider les pays ACP à s'intégrer dans l'économie mondiale"	International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD)/ECDPM	Aucun coût pour l'OMC		TCD	
27 sept. 00	29 sept. 00	<u>Royaume-Uni (pour la Dominique)</u> Mission technique Établissement d'un Centre de référence de l'OMC pour l'ambassade de la Dominique à Londres	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		TCD	Missions des pays des Caraïbes basées au Royaume-Uni
28 sept. 00	30 sept. 00	<u>France</u> Symposium Réunion du Conseil d'administration de l'Institut conjoint de Vienne	Institut conjoint de Vienne	OMC/CT (budget ordinaire)		ERAD	
02 oct. 00	05 oct. 00	<u>Belgique</u> Séminaire régional Dispositif juridique de l'OMC, notamment les règles et les procédures relatives au mécanisme de règlement des différends	Secrétariat de la Charte européenne de l'énergie, Bruxelles	Aucun coût pour l'OMC	Secrétariat de la Charte européenne de l'énergie, Bruxelles	TCD, LegD	Tous les membres de la Charte européenne de l'énergie
04 oct. 00	10 oct. 00	<u>Autriche</u> Cours de formation Commerce international et politique commerciale	OMC/Institut conjoint de Vienne/Banque mondiale	OMC/CT (budget ordinaire)		ERAD, DD	Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bulgarie, Chine R.P., Estonie, Fédération de Russie, Kazakhstan, Moldova, Mongolie, Ouzbékistan, Pologne, République kirghize, République tchèque, Roumanie, Tadjikistan, Ukraine, Viet Nam
14 oct. 00	14 oct. 00	<u>Turquie</u> Symposium La sécurité alimentaire au 3 <sup>ème</sup> Millénaire: nouvelles stratégies et marchés en développement	Ministère turc de l'agriculture/FAO	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD	
16 oct. 00	17 oct. 00	<u>France</u> Atelier régional Développement des capacités pour le commerce - coordination	OMC/OCDE/FMI/ Banque mondiale/ CNUCED/CCI/ USAID/DFID/ODI et autres donateurs bilatéraux et multilatéraux	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	

Activités d'assistance technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
16 oct. 00	19 oct. 00	<u>Ex-République yougoslave de Macédoine</u> Séminaire et atelier nationaux Séminaire d'une journée sur l'OMC et les questions intéressant directement le processus d'accession de la Macédoine, atelier de trois jours sur les techniques de négociation	OMC	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (T0021)	Budget de formation	TCD		120
17 oct. 00	17 oct. 00	<u>Allemagne</u> Symposium Matériels de formation (programme informatisé de formation) et d'information de l'OMC à l'intention des pays en développement et examen du projet de coopération pour l'élaboration d'une documentation sur papier et sur CD-ROM à l'intention des pays en développement	OMC	Fonds de soutien aux programmes (EPSF1)		IMRD	Représentants de la Banque mondiale, FMI, OMPI, BIT, OMS, OMM et autres organisations internationales	
23 oct. 00	10 nov. 00	<u>Autriche</u> Cours de formation Cours de politique commerciale de courte durée à l'intention des pays d'Europe centrale et orientale: divers accords et autoformation à l'utilisation des données informatisées, de l'Internet, des CD-ROM. Plusieurs visioconférences. Questions nouvelles: (politique de la concurrence et investissement, etc.)	OMC/Institut conjoint de Vienne	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		TCD, LegD, AccD	Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Estonie, Fédération de Russie, Géorgie, Hongrie, Kazakhstan, Lettonie, Lituanie, Macédoine, Moldova, Ouzbékistan, Pologne, Roumanie, République kirghize, République slovaque, République tchèque, Slovénie, Ukraine	128
24 oct. 00	24 oct. 00	<u>France</u> Conférence Intervention dans le cadre de la 4 <sup>ème</sup> Convention euro-africaine: "les nouvelles régulations des échanges mondiaux: une chance pour l'entreprise en Afrique?"	Chambre de commerce et d'industrie de Bordeaux	OMC/CT (budget ordinaire)	Chambre de commerce et d'industrie de Bordeaux	DDG		
26 oct. 00	27 oct. 00	<u>Turquie</u> Séminaire régional Mise en réseau des informations sur le commerce et l'investissement dans la région de l'OCE: systèmes d'information sur le commerce et, notamment, la BID	Secrétariat de l'OCE	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse (T0030)		Stat.D	Afghanistan, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Pakistan, République islamique d'Iran, République kirghize, Tadjikistan, Turquie	



Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD	
02 nov. 00	03 nov. 00	<u>Royaume-Uni</u> Atelier régional Ordre du jour: biodiversité et commerce; relations entre la Convention sur la diversité biologique et l'Accord sur les ADPIC. Mise à jour concernant le processus d'examen prévu au titre des ADPIC. (Dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC, travaux menés dans le cadre du Conseil des ADPIC et questions de mise en œuvre dont est saisi le Conseil général)	FIELD/CNUCED	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (T0036)	Organisateurs	IPD	Afrique du Sud, Brésil, Costa Rica, Cuba, Inde, Ouganda	
05 nov. 00	07 nov. 00	<u>Autriche</u> Symposium Participation du Directeur général	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		ERAD		
06 nov. 00	10 nov. 00	<u>Géorgie</u> Atelier régional Séminaire d'une journée: préparation des pays du Projet de coopération économique de la mer Noire aux prochaines négociations commerciales dans le cadre de l'OMC, accession et mise en œuvre des Accords de l'OMC - quatre jours de simulations de négociations commerciales	OMC, conjointement avec le Secrétariat du Projet de coopération économique de la mer Noire pour l'organisation logistique	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni (T0037)		TCD	Pays participant au Projet de coopération économique de la mer Noire, dont: Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bulgarie, Fédération de Russie, Géorgie, Grèce, Moldova, Roumanie, Turquie, Ukraine	124
21 nov. 00	24 nov. 00	<u>Suisse (siège de l'OMC)</u> Cours de formation 18 <sup>ème</sup> cours spécial sur les procédures et les pratiques en matière de règlement des différends à l'intention de 32 pays	OMC	Aucun coût pour l'OMC		TCD, LegD		
30 nov. 00	01 déc. 00	<u>France</u> Séminaire régional OTC, en particulier procédures et mesures en matière d'évaluation de la conformité à l'intention des pays d'Afrique du Nord et des pays méditerranéens	OMC/Organisation internationale de métrologie légale (OIML)	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (T0036)	OIML	TED	Albanie, Algérie, Chypre, Crète, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Palestine, Syrie, Tunisie, Turquie	110
07 déc. 00	07 déc. 00	<u>Belgique</u> Mission technique Principes généraux et cadre international pour l'instauration d'un régime transparent, efficace et concurrentiel en matière de passation des marchés	Commission des CE	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (TNL03)		IPD	Turquie	

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
07 déc. 00	08 déc. 00	<u>Belgique</u> Symposium Participation à la réunion des dirigeants des organisations régionales ACP	ACP	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (TNL03)		DD	
09 déc. 00	12 déc. 00	<u>Belgique</u> Conférence Rôle des pays en développement dans le système commercial multilatéral	ACP	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (TNL03)		DDG	Pays membres du groupe ACP
11 déc. 00	15 déc. 00	<u>France</u> Symposium/table ronde 1. Participation aux tables rondes sur les relations entre l'Accord SPS et le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques à l'intention des pays en développement. 2. Participation à la 1 <sup>ère</sup> réunion du Comité intergouvernemental pour le Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques	1. Solagral/ 2. PNUE	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (TNL03)		AgD	Pays membres du PNUE – Membres de l'OMC
14 déc. 00	14 déc. 00	<u>Bélarus</u> Séminaire régional Dispositions relatives à la transparence de l'Accord SPS, basées sur le manuel élaboré par le Secrétariat, "Comment appliquer les dispositions concernant la transparence de l'Accord SPS". Ce manuel a été traduit en russe dans le cadre du programme TACIS	OMC/TACIS	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (TNL03)		AgD	Onze pays de la CEI (Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Moldova, Ouzbékistan, République kirghize, Ukraine)

**ANNEXE 2.d**  
**ACTIVITÉS DANS LES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES (74)**

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD	
03 fév. 00	04 fév. 00	<u>Pérou</u> Atelier régional Négociations sur les services – 1 <sup>er</sup> jour: importance globale de l'AGCS pour les pays en développement, incidences sur le développement des engagements souscrits au titre de l'Accord, structure des engagements existants, travaux futurs (nouvelle série de négociations et négociations en cours sur les règles de l'AGCS, etc.). 2 <sup>ème</sup> jour (matin): table ronde ouverte	Communauté andine	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD	Pays membres de la Communauté andine (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou, Venezuela), des représentants de l'industrie privée et les membres du Secrétariat de l'Organisation des États américains, de la Banque mondiale et de la Communauté andine	
06 fév. 00	08 fév. 00	<u>États-Unis</u> Conférence Examen de politique commerciale de l'OECO - Projet conjoint MEPC-CT, arrêté avec les représentants de ces pays pendant la Semaine de Genève à l'intention des Membres et observateurs de l'OMC sans représentation permanente. Consultations avec la Banque mondiale, le FMI, la BID et l'OEA	OMC/OECO	Fonds d'affectation spéciale de la Finlande (TFI01)		TPRD, TCD	En combinaison avec la Barbade, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis	
09 fév. 00	10 fév. 00	<u>Barbade</u> Conférence Examen de politique commerciale de l'OECO - consultations avec CRNM et les responsables du commerce des pays des Caraïbes	OMC/OECO	Fonds d'affectation spéciale de la Finlande (TFI01)		TPRD, TCD	En combinaison avec les États-Unis, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis	
10 fév. 00	12 fév. 00	<u>Sainte-Lucie</u> Conférence Examen de politique commerciale de l'OECO - consultations avec le Secrétariat de l'OECO	OMC/OECO	Fonds d'affectation spéciale de la Finlande (TFI01)		TPRD, TCD	En combinaison avec les États-Unis, Barbade, Saint-Kitts-et-Nevis	
12 fév. 00	14 fév. 00	<u>Saint-Kitts-et-Nevis</u> Conférence Examen de politique commerciale de l'OECO - consultations avec la Banque centrale des Caraïbes orientales	OMC/OECO	Fonds d'affectation spéciale de la Finlande (TFI01)		TPRD, TCD	En combinaison avec les États-Unis, Barbade, Sainte-Lucie	
14 fév. 00	18 fév. 00	<u>République dominicaine</u> Mission technique Évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Finlande (TFI01)		TCD		136

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
02 mars 00	04 mars 00	<u>Jamaïque</u> Symposium Libéralisation du commerce, évolutions depuis le Cycle d'Uruguay et sujets à examiner dans le cadre du Cycle du Millénaire	University of the West Indies	OMC/CT (budget ordinaire)		DD	
06 mars 00	08 mars 00	<u>Équateur</u> Symposium Rencontre d'experts internationaux sur l'évaluation de la durabilité de la libéralisation du commerce: finalité, caractéristiques, incidences sur le plan des politiques et efficacité des évaluations de la durabilité; présentations formelles en séances plénières, groupes de travail sur des questions techniques dans les domaines économique, environnemental et social; plus particulièrement besoins et préoccupations des pays en développement	Fonds mondial pour la nature (WWF)/Fundacion Futuro Latino Americano (FFLA)	OMC/CT (budget ordinaire)	Organisateurs	TED	Une centaine de personnes de 30 pays, y compris des représentants des gouvernements, d'organisations internationales, d'ONG et d'académies; des représentants de pays en développement dont Bangladesh, Brésil, Cuba, Égypte, Équateur, Inde, Kenya, Mexique, Ouganda, Pérou, Sénégal, Tanzanie
22 mars 00	23 mars 00	<u>Chili</u> Conférence Forum latino-américain de l'Association internationale du barreau (IBA)	Association internationale du barreau (IBA)	Aucun coût pour l'OMC	Association internationale du barreau (IBA)	TED	En combinaison avec le séminaire régional au Chili (voir ci-après)
25 mars 00	26 mars 00	<u>Bahamas</u> Symposium Réunion des pays de la CARICOM: élaboration d'une position régionale pour les négociations sur les services	CARICOM	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD	
27 mars 00	31 mars 00	<u>Jamaïque</u> Mission technique Mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane	OMC/Service des douanes et des impôts indirects du Royaume-Uni	Fonds d'affectation spéciale de la Finlande (TFI01)		MAccD	
30 mars 00	30 mars 00	<u>Chili</u> Séminaire régional Transport aérien et GATT	Association internationale du barreau (IBA)	Aucun coût pour l'OMC	Association internationale du barreau (IBA)	TED	En combinaison avec la conférence au Chili (voir ci-dessus)

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD	
03 avril 00	07 avril 00	<u>Antigua-et-Barbuda</u> Atelier régional Compétences en matière de négociations commerciales	OMC/INTAL (BID)	OMC/CT (budget ordinaire)	INTAL	TCD	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago, Secrétariat de la Communauté des Caraïbes, Secrétariat de l'OECD, University of the West Indies, mécanisme régional de négociation des Caraïbes, mécanisme régional des Caraïbes, projet de la Banque interaméricaine de développement, BID/ INTAL	150
04 avril 00	06 avril 00	<u>Barbade</u> Mission technique Assistance technique concernant la base de données intégrée (BDI): présentation (communication des données, diffusion de l'information, outils); visites des bureaux chargés de préparer les données destinées à la BDI	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		Stat.D		
05 avril 00	08 avril 00	<u>États-Unis</u> Conférence Participation des pays en développement au mécanisme de règlement des différends de l'OMC	OMC/Société américaine de droit international	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD		
10 avril 00	13 avril 00	<u>Honduras</u> Atelier régional Le commerce des services à l'intention des pays d'Amérique centrale et des autres pays d'Amérique latine: 1 <sup>er</sup> jour (après-midi): importance de l'AGCS pour les pays en développement; introduction à la structure de l'Accord. 2 <sup>ème</sup> jour: inscription des engagements dans les listes; incidences sectorielles; règles et disciplines. 3 <sup>ème</sup> jour: études de cas; travaux à venir (nouveau cycle de négociations, dispositions concernant le réexamen, et négociations en cours sur les règles de l'AGCS)	OMC/INTAL (BID)	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD	Belize, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama et République dominicaine (y compris des représentants du secteur public, universitaires, membres des Secrétariats de la BCIE, INTAL et Secrétariat de l'intégration économique centraméricaine)	

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD	
10 avril 00	14 avril 00	<u>Pérou</u> Atelier national Droits compensateurs et antidumping à l'intention des responsables gouvernementaux péruviens	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		RD		
17 avril 00	19 avril 00	<u>États-Unis</u> Colloque Réunion du Conseil d'administration de l'Institut conjoint de Vienne	Institut conjoint de Vienne	OMC/CT (budget ordinaire)		ERAD		
24 avril 00	26 avril 00	<u>États-Unis</u> Atelier régional Documents de stratégie concernant la réduction de la pauvreté, à l'intention des décideurs africains	Banque mondiale	OMC/CT (budget ordinaire)		DD/TCD		
02 mai 00	04 mai 00	<u>Pérou</u> Atelier régional Le système commercial multilatéral après Seattle et les perspectives, à l'intention des pays membres de la Communauté andine	OMC/INTAL (BID)/Secrétariat de la Communauté andine	OMC/CT (budget ordinaire)	INTAL	TCD	Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou, Venezuela et Secrétariat de la Communauté andine En combinaison avec la mission technique et l'atelier régional à la Barbade (voir ci-après)	163
05 mai 00	05 mai 00	<u>Pérou</u> Mission technique Établissement d'un Centre de référence de l'OMC au Secrétariat de la Communauté andine. Formation sur l'accès aux sources d'information de l'OMC (sites Internet et CD-ROM)	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)	Secrétariat de la Communauté andine	TCD	Huit responsables du Secrétariat de la Communauté andine En combinaison avec l'atelier régional au Pérou (voir ci-dessus) et l'atelier régional à la Barbade (voir ci-après)	
08 mai 00	12 mai 00	<u>Paraguay</u> Mission technique Évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse (T0030)		TCD		
08 mai 00	10 mai 00	<u>Barbade</u> Atelier régional Les services, à l'intention des pays des Caraïbes	OMC/CARICOM	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Guyana, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Trinité-et-Tobago. Organisations régionales: CARICOM et OECO En combinaison avec les missions au Pérou	
15 mai 00	17 mai 00	<u>Argentine</u> Atelier régional Le commerce des services à l'intention des pays du MERCOSUR	OMC/INTAL (BID)	OMC/CT (budget ordinaire)	INTAL	TSD	Argentine, Brésil, Chili, Paraguay, Uruguay	

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD	
15 mai 00	15 mai 00	<u>Guyana</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	En combinaison avec une autre mission technique au Guyana (voir ci-après)	
15 mai 00	15 mai 00	<u>Canada</u> Conférence économique: Horizons en expansion: le Canada à l'échelle internationale	Statistique Canada	Aucun coût pour l'OMC	Statistique Canada	TCD		
16 mai 00	17 mai 00	<u>Guyana</u> Mission technique Formation sur l'établissement d'un Centre de référence de l'OMC, à l'intention du Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM)	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)	CARICOM	TCD	En combinaison avec le séminaire national (voir ci-dessus) Quinze responsables étaient présents	
22 mai 00	02 juin 00	<u>Pérou</u> Cours de formation Cours, de courte durée, de politique commerciale à l'intention des pays membres de la Communauté andine - Accords de l'OMC. Exemples concrets de préparation des concessions dans le domaine des services et exercices sur le règlement des différends	OMC/INTAL (BID)	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou, Venezuela	
24 mai 00	26 mai 00	<u>Uruguay</u> Atelier régional Négociations commerciales multilatérales: mécanismes de l'OMC, engagements des pays d'Amérique latine	SELA/ALADI	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	MERCOSUR: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay En combinaison avec la mission au Pérou (voir ci-dessus)	
24 mai 00	26 mai 00	<u>Jamaïque</u> Séminaire national SPS	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD	En combinaison avec Cuba (voir ci-après)	
29 mai 00	30 mai 00	<u>Cuba</u> Séminaire national SPS	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD	En combinaison avec la Jamaïque (voir ci-dessus)	161
29 mai 00	03 juin 00	<u>Bolivie</u> Atelier régional Renforcement des capacités à l'intention des pays membres de la FAO: négociations commerciales multilatérales dans le domaine de l'agriculture	FAO	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela	
30 mai 00	02 juin 00	<u>Cuba</u> Atelier régional Renforcement des capacités en matière de recherche et d'élaboration des politiques dans le domaine du commerce et de l'environnement, dans les pays en développement	CNUCED/PNUD/ Foundation for International Environmental Law and Development	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (T0036)		TED	Afrique du Sud, Bangladesh, Brésil, Costa Rica, Cuba, Inde, Ouganda, Philippines, Tanzanie, Tunisie	

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD	
15 juin 00	15 juin 00	<u>États-Unis (Miami)</u> Symposium Assistance technique en relation avec le commerce, Groupe consultatif sur les petites économies, questions concernant la Zone de libre-échange des Amériques	Organisation des États américains (OEA)	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		TCD	En combinaison avec le cours de perfectionnement d'une durée de deux semaines, à l'intention des responsables gouvernementaux (voir ci-après)	
16 juin 00	19 juin 00	<u>États-Unis</u> Conférence Forum sur le commerce africain, Washington	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		DGOff.		
19 juin 00	23 juin 00	<u>États-Unis</u> Atelier régional Le commerce international: atelier sur le règlement des différends, Accords de l'OMC suivants: agriculture et AGCS. Participation des pays en développement au système commercial multilatéral	UTA/UNITAR	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		TCD	Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Azerbaïdjan, Barbade, Bénin, Bolivie, Colombie, Croatie, Égypte, El Salvador, Guyana, Haïti, Kazakhstan, Kenya, Mozambique, Nicaragua, Oman, République du Congo, République slovaque, Saint-Siège, Sainte-Lucie, Suriname, Tanzanie, Thaïlande, Uruguay, Viet Nam et Zimbabwe	
19 juin 00	30 juin 00	<u>États-Unis</u> Atelier régional Cours de perfectionnement d'une durée de deux semaines, à l'intention des responsables gouvernementaux, y compris BDI: hispanophones	OMC/OEA	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		TCD, TSD	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela	143
26 juin 00	29 juin 00	<u>Sainte-Lucie</u> Atelier régional Examen de politique commerciale des pays de l'OECO	OECD/INTAL	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)	INTAL	TCD, TPRD		
26 juin 00	30 juin 00	<u>Équateur</u> Mission technique Procédures et pratiques antidumping	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (T0036)		RD		
27 juin 00	29 juin 00	<u>Panama</u> Atelier régional Facilitation du commerce, réglementation et normes: le défi du développement en Amérique centrale (OTC)	OMC/Banque mondiale	OMC/CT (budget ordinaire)		TED	Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama	141



Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD	
06 juil. 00	07 juil. 00	<u>République dominicaine</u> Conférence 6 <sup>ème</sup> réunion des Associations des Chambres de commerce et d'industrie des Caraïbes et des Amériques, séances sur la mise en œuvre des Accords de l'OMC et ses activités en matière d'assistance technique	Chambre de commerce, Saint-Domingue	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		TCD	Plus de 100 participants essentiellement de la République dominicaine et des autres pays des Caraïbes, y compris: Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, El Salvador, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname et Trinité-et-Tobago	
06 juil. 00	07 juil. 00	<u>Uruguay</u> Atelier régional Agriculture à l'intention de l'ALADI: perspectives en matière de commerce des produits agricoles en Amérique latine. Obstacles non tarifaires. État et perspectives des négociations dans le cadre de l'OMC. Expériences nationales des pays membres de l'ALADI	OMC/ALADI/BID/INTAL/FAO/IICA	OMC/CT (budget ordinaire)	INTAL (BID)	TCD	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, Équateur, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela	
10 juil. 00	21 juil. 00	<u>États-Unis</u> Atelier régional Cours de perfectionnement, d'une durée de deux semaines, à l'intention des responsables gouvernementaux, y compris BDI: (13) pays anglophones	OMC/OEA	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		TCD, LegD	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade (2), Belize, Dominique, Équateur, Grenade, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque (2), Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname (2) et Trinité-et-Tobago (2). Organisations régionales: CRNM (3) et OECO	142
13 juil. 00	15 juil. 00	<u>Guyana</u> Atelier régional Communications et commerce électronique	CARICOM	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD		
31 juil. 00	11 août 00	<u>Équateur</u> Cours de formation Politique commerciale à l'intention du gouvernement équatorien	OEA/Georgetown University	OMC/CT (budget ordinaire)	OEA	TCD		
23 août 00	23 août 00	<u>Pérou</u> Séminaire régional Investissement et politiques de la concurrence	APEC - Pérou	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (TNL03)		TFD	Vingt et un membres de l'APEC	

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
30 août 00	22 nov. 00	<u>Mexique, Colombie, Costa Rica, Équateur, Pérou et Venezuela</u> Visioconférences Série de six visioconférences sur l'OMC et ses règles	OMC/ITESM	OMC budget communications		TCD, Formation, TSD, LegD, IPD, TED	Colombie, Costa Rica, Équateur, Mexique, Pérou et Venezuela
30 août 00	01 sept. 00	<u>Costa Rica</u> Séminaire régional Politique de la concurrence à l'OMC – bilan et options pour l'avenir	CNUCED/ Commission nationale costa-ricienne pour la promotion de la concurrence	OMC/CT (budget ordinaire)		IPD	La plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes: Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Jamaïque, Mexique, Panama, Pérou, République dominicaine, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela
11 sept. 00	15 sept. 00	<u>Paraguay</u> Séminaire national Règles: antidumping, sauvegardes et droits compensateurs, sanctions commerciales	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (TSE02)		RD	158
19 sept. 00	21 sept. 00	<u>Guatemala</u> Séminaire national Le commerce des services et la nouvelle série de négociations	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD	
27 sept. 00	29 sept. 00	<u>Venezuela</u> Atelier régional Participation au 3 <sup>ème</sup> séminaire – atelier sur les négociations commerciales internationales organisé par le SELA dans le cadre du projet conjoint avec l'Union européenne de formation des ressources humaines. Mécanismes de l'OMC, engagements commerciaux des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Mise en œuvre des Accords du Cycle d'Uruguay; accès au marché des marchandises; commerce électronique; commerce et environnement; commerce dans le domaine agricole; politique de la concurrence et sanctions commerciales; intégration régionale dans les négociations commerciales multilatérales	SELA	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	Amérique centrale et Caraïbes: Guatemala, El Salvador, Honduras, Costa Rica, Nicaragua et Panama, Belize, République dominicaine, Jamaïque, Trinité-et-Tobago, Barbade, Guyana, Suriname, Cuba et Mexique

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
27 sept. 00	29 sept. 00	<u>Jamaïque</u> Conférence Document sur la métrologie et l'Accord OTC de l'OMC; intervention dans le groupe de travail sur la coopération internationale; formation individuelle approfondie des participants sur la métrologie et ses relations avec l'évaluation de la conformité; l'Accord OTC et la facilitation du commerce international; rôle des systèmes régionaux et internationaux; participation à l'Assemblée du Sistema Interamericano de Metrologia (SIM)	Bureau jamaïcain de normalisation en coopération avec le SIM	OMC/CT (budget ordinaire)	Organisateurs	TED	Tous les pays des Caraïbes, Allemagne, États-Unis, Mexique
02 oct. 00	13 oct. 00	<u>Guatemala</u> Séminaire régional Cours de politique commerciale d'une durée de deux semaines sur le système commercial multilatéral et les Accords de l'OMC, à l'intention des pays d'Amérique latine	OMC/INTAL (BID)/BCIE et SIECA	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni (T0037)		TCD	Costa Rica, Cuba, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama et République dominicaine
09 oct. 00	09 oct. 00	<u>Pérou</u> Conférence Deux interventions à la séance d'ouverture: 1) Accords commerciaux et régionaux et OMC: procédures et pratiques; 2) Incidences des engagements multilatéraux sur l'élaboration des accords commerciaux régionaux	OMC/Université catholique du Pérou en coopération avec la Banque mondiale	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni (T0037)		TCD	Bolivie, Chili, Colombie, Équateur, Pérou et le Secrétariat de la Communauté andine En combinaison avec le séminaire régional au Guatemala (voir ci-dessus)
10 oct. 00	11 oct. 00	<u>Uruguay</u> Séminaire régional Séminaire de perfectionnement sur l'Accord SPS avec les quatre pays du MERCOSUR. Introduction à l'OMC, Accord SPS, travaux du Comité SPS, différends en matière de SPS	OMC/Ministère de l'agriculture, Uruguay	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (TNL03)	Gouvernement uruguayen	AgD	Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay En combinaison avec Panama (voir ci-après)
16 oct. 00	17 oct. 00	<u>Saint-Vincent-et-les Grenadines</u> Mission technique Examen de politique commerciale: évaluation des besoins en matière d'assistance technique	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni (T0037)		TCD	En combinaison avec Sainte-Lucie

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
16 oct. 00	18 oct. 00	<u>Panama</u> Séminaire national - Accord SPS, avec la coopération d'un représentant du Codex alimentarius - Introduction à l'OMC, Accord SPS, Comité SPS, différends en matière de SPS Présentation d'exemples d'évaluation de risque par des experts panaméens	OMC	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (TNL03)		AgD	En combinaison avec l'Uruguay (voir ci-dessus)
16 oct. 00	17 oct. 00	<u>Barbade</u> Mission technique Sauvegardes spéciales dans le domaine agricole, soutien interne, contingents tarifaires, entreprises commerciales d'État, notifications	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (TSE02)		AgD	
18 oct. 00	19 oct. 00	<u>Sainte-Lucie</u> Mission technique Examen de politique commerciale: évaluation des besoins en matière d'assistance technique	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni (T0037)		TCD	En combinaison avec Saint-Vincent-et-les Grenadines
18 oct. 00	18 oct. 00	<u>Colombie</u> Conférence Deux visioconférences dans le cadre d'un séminaire national pour le secteur privé sur les tendances du commerce international de services: a) AGCS – négociations en cours; b) Amérique latine et OMC (discours)	OMC/Ministère colombien du commerce extérieur	OMC budget communications		DDG, TSD	Colombie (une centaine de participants, essentiellement du secteur privé)
18 oct. 00	20 oct. 00	<u>États-Unis</u> Séminaire régional Négociations concernant le commerce des services et les droits de douane Accords de l'OMC: commerce des services, agriculture, mesures sanitaires et phytosanitaires	OMC/UNITAR	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD	Pays en développement représentés à New York. Quelques responsables basés dans la capitale
23 oct. 00	27 oct. 00	<u>Jamaïque</u> Atelier régional Atelier subrégional sur les négociations commerciales multilatérales dans le domaine agricole: accès au marché, soutien interne, subventions à l'exportation, décision sur les pays en développement non importateurs de produits alimentaires, notifications	FAO	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (TSE02)	FAO	AgD	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD	
25 oct. 00	26 oct. 00	<u>Mexique</u> Séminaire régional L'OMC et les pays en développement - traitement spécial et différencié	Gartner Group	OMC/CT (budget ordinaire) pour 20% de l'indemnité journalière de subsistance	Organisateurs	TCD, TSD	Pays en développement En combinaison avec les États-Unis (voir ci-dessus)	
25 oct. 00	27 oct. 00	<u>Chili</u> Séminaire régional Réunions avec le Secrétaire exécutif adjoint, CEPALC, et d'autres responsables de haut niveau: transparence externe, participation de la société civile au processus de ZLEA; participation au séminaire d'experts sur les mesures économiques, sociales et légales afin de combattre la discrimination raciale en tenant compte plus précisément des groupes vulnérables	Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme/CEPALC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (T0036)		ExRD	Pays d'Amérique latine et des Caraïbes	
30 oct. 00	31 oct. 00	<u>Sainte-Lucie</u> Mission technique Formation sur l'établissement d'un Centre de référence de l'OMC pour l'OECD	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (TSE02)	OECD	TCD	Pays membres de l'OECD (7): Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie	
02 nov. 00	03 nov. 00	<u>Pérou</u> Atelier national Commerce et environnement, Accord OTC	OMC	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (TNL03)		TED	En combinaison avec l'Argentine (voir ci-dessous)	
06 nov. 00	08 nov. 00	<u>Argentine</u> Séminaire régional Commerce et environnement à l'intention des pays d'Amérique latine	OMC	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (TNL03)		TED	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela	146
08 nov. 00	09 nov. 00	<u>Saint-Kitts-et-Nevis</u> Mission technique Examen national de politique commerciale - évaluation des besoins en matière d'assistance technique	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Finlande (TFI01)		TCD	En combinaison avec deux autres missions d'examen de politique commerciale (voir ci-après)	
09 nov. 00	10 nov. 00	<u>Colombie</u> Colloque Consultations avec la CEPALC concernant le financement du développement	CEPALC	Fonds d'affectation spéciale de la Finlande (TFI01)		TPRD		

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
13 nov. 00	14 nov. 00	<u>Antigua-et-Barbuda</u> Mission technique Examen national de politique commerciale - évaluation des besoins en matière d'assistance technique	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Finlande (TFI01)		TCD, TPR	
15 nov. 00	16 nov. 00	<u>Dominique</u> Mission technique Examen national de politique commerciale - évaluation des besoins en matière d'assistance technique	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Finlande (TFI01)		TCD, TPR	
25 nov. 00	05 déc. 00	<u>Chili, Argentine, Uruguay, Mexique, Brésil</u> Symposium Voyage officiel	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (TSE02)		DGOff.	
27 nov. 00	29 nov. 00	<u>Argentine</u> Séminaire régional Participation au séminaire d'INTAL sur l'intégration en Amérique latine et dans les Caraïbes. Rapport d'activité conjoint OMC/INTAL pour 1997-2000. Programme de travail OMC/INTAL pour 2001 concernant les activités conjointes d'assistance technique	INTAL	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (TNL03)		TCD	Pays d'Amérique latine et des Caraïbes
05 déc. 00	06 déc. 00	<u>Mexique</u> Séminaire régional Discours d'ouverture – programme de travail de l'OMC sur le commerce électronique	OMC/OEA/ Université de Guadalajara Faculté de droit	Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas (TNL03)	OEA	TCD	Pays d'Amérique latine et des Caraïbes

**ANNEXE 2.e**  
**ACTIVITÉS ORGANISÉES AU MOYEN-ORIENT (35)**

Activités d'assistance technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
18 janv. 00	20 janv. 00	<u>Jordanie</u> Atelier national Accord sur l'agriculture; aspects techniques de l'accession, y compris comparaison des engagements avec ceux d'autres pays en voie d'accession; Accord sur les sauvegardes; l'OMC en général	GTZ et Ministère jordanien de l'agriculture	OMC/CT (budget pour l'agriculture)	GTZ – Agence allemande de coopération technique	AgD		
23 janv. 00	26 janv. 00	<u>Arabie saoudite</u> Séminaire national Développement des compétences en vue des négociations commerciales multilatérales	OMC	Aucun coût pour l'OMC	Gouvernement de l'Arabie saoudite	TCD		210
24 janv. 00	25 janv. 00	<u>Oman</u> Atelier national Prescriptions en matière de notification pour les responsables gouvernementaux	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD		
06 fév. 00	07 fév. 00	<u>Émirats arabes unis</u> Mission technique Mise en œuvre de l'Accord général sur le commerce des services – AGCS	OMC	Aucun coût pour l'OMC	Chambre de commerce et d'industrie d'Abū Dhabī	TSD		
06 fév. 00	06 fév. 00	<u>Émirats arabes unis</u> Séminaire national Le commerce électronique et l'OMC	PNUD/Datamatix	Aucun coût pour l'OMC	Organisateurs	TSD		
07 fév. 00	09 fév. 00	<u>Arabie saoudite</u> Séminaire national Le commerce électronique, les télécommunications et l'OMC – le commerce des services, l'investissement étranger direct	OMC/Banque islamique de développement (BIsD)	Aucun coût pour l'OMC	Gouvernement de l'Arabie saoudite	TCD		206/214
04 mars 00	09 mars 00	<u>Koweït</u> Conférence Conférence des syndicats et des chambres professionnelles	Forum international sur l'investissement	OMC/CT (budget ordinaire)		ERAD		
07 mars 00	07 mars 00	<u>Liban</u> Séminaire national L'Accord sur les ADPIC et l'OMC	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		IPD		

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
28 mars 00	29 mars 00	<u>Émirats arabes unis</u> Séminaire régional "Systèmes et politiques concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires – le CCG et le marché international": mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture, de l'Accord SPS et de l'Accord OTC et les pays du Golfe	OMC/Secrétariat de la CESAO	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar	
03 avril 00	04 avril 00	<u>Émirats arabes unis</u> Séminaire régional Négociations sur les services à l'intention des pays arabes et du Moyen-Orient – premier jour: exposé sur l'incidence de l'AGCS sur le commerce et le développement; principale structure de l'Accord; engagements actuels dans les différents secteurs. Deuxième jour: discussion des questions concernant l'inscription dans les listes, travaux sur les règles de l'AGCS; commerce électronique; perspectives d'évolution du nouveau cycle de négociations sur les services	OMC/PNUD/ Chambre de commerce et d'industrie de Dubaï	OMC/CT (budget ordinaire)	Pays participants	TSD Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Jordanie, Koweït, Liban, Maroc, Oman, Palestine, Qatar, Tunisie, Yémen	
10 avril 00	12 avril 00	<u>Émirats arabes unis</u> Séminaire national Accords spécifiques de l'OMC: présentation de l'OMC, règlement des différends, accords sur les mesures commerciales contingentes, ADPIC, MIC, formation concernant les ressources de l'OMC sur Internet	PNUD/Faculté des sciences commerciales et des sciences économiques	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD Huit participants	
10 avril 00	12 avril 00	<u>Émirats arabes unis</u> Mission technique Formation concernant l'établissement d'un Centre de référence de l'OMC à Abū Dhabī	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)	Gouvernement des Émirats arabes unis	IMRD, ID Quatre participants	
15 avril 00	17 avril 00	<u>Émirats arabes unis</u> Mission technique Formation concernant l'établissement d'un Centre de référence de l'OMC à Dubaï	OMC	Aucun coût pour l'OMC	Gouvernement des Émirats arabes unis	IMRD, ID	
16 avril 00	16 avril 00	<u>Arabie saoudite</u> Symposium Table ronde: conformité avec les règles de l'OMC et sensibilisation du public	OMC/Banque islamique de développement (BIsD)	OMC/CT (budget ordinaire)	Banque islamique de développement	TCD	208



Activités d'assistance technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
30 avril 00	01 mai 00	<u>Oman</u> Séminaire national Accords spécifiques de l'OMC: l'OMC et le système commercial multilatéral – Université Sultan-Qaboos	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TCD		
22 mai 00	24 mai 00	<u>Jordanie</u> Mission technique Formation concernant l'établissement d'un Centre de référence de l'OMC	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)	Gouvernement de la Jordanie	IMRD, TCD	Dix participants	
23 mai 00	24 mai 00	<u>Arabie saoudite</u> Symposium Les unions douanières et les zones de libre-échange	OMC/Banque islamique de développement (BIsD)	OMC/CT (budget ordinaire)	Gouvernement de l'Arabie saoudite	DD		207
30 mai 00	01 juin 00	<u>Jordanie</u> Mission technique Marchés publics	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		IPD		
05 juin 00	06 juin 00	<u>Jordanie</u> Atelier national Processus de mise en œuvre des Accords OTC et SPS: séminaire de deux jours sur ces accords à l'intention des fonctionnaires des Ministères du commerce, de la santé et de l'agriculture et réunions avec les principaux décideurs. Les points abordés ont été les suivants: 1) brève présentation de l'OMC; 2) principales dispositions des Accords SPS et OTC – droits et obligations des Membres; 3) à quoi s'applique chaque Accord?; 4) mise en œuvre – les cinq premières années: avantages, problèmes et défis; 5) les différends dans le cadre des deux Accords; et 6) problèmes actuels	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		AgD		
12 juin 00	13 juin 00	<u>Liban</u> Conférence Privatisation et libéralisation des secteurs des télécommunications moyen-orientaux et nord-africains	IBC Global Conferences Limited	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD		

Activités d'assistance technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD
12 juin 00	14 juin 00	<u>Oman</u> Séminaire national Le commerce des services et l'investissement: explication des fondements théoriques du commerce international, des principes fondamentaux de l'OMC et fourniture d'un aperçu des Accords du Cycle d'Uruguay. Une grande partie du séminaire a été consacrée au processus d'accession à l'OMC, l'Oman étant en voie de devenir Membre de l'Organisation	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)	Gouvernement de l'Oman	ERAD, AccD, TCD		
09 juil. 00	10 juil. 00	<u>Jordanie</u> Conférence Réunion d'information générale pour les pays arabes – "Mandat et rôle de l'OMC dans la région des pays arabes"	PNUD-Jordanie	Aucun coût pour l'OMC	PNUD-Jordanie	TCD		
03 sept. 00	06 sept. 00	<u>Arabie saoudite</u> Séminaire national Règlement des différends; pratiques antidumping et sauvegardes	OMC/Banque islamique de développement (BIsD)	OMC/CT (budget ordinaire)	BIsD	ApB		209
24 sept. 00	27 sept. 00	<u>Liban</u> Mission technique Établissement d'un Centre de référence de l'OMC pour le Ministère de l'économie et du commerce	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (TSE02)	Gouvernement du Liban	IMRD	En combinaison avec l'activité ci-dessous Dix participants	
28 sept. 00	30 sept. 00	<u>Liban</u> Mission technique Établissement d'un Centre de référence de l'OMC pour la CESAO	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (TSE02)		IMRD, TCD	En combinaison avec l'activité ci-dessus Trois participants	
07 oct. 00	08 oct. 00	<u>Koweït</u> Séminaire national Accords de l'OMC: AGCS-MIC-SPS-OTC-Subventions-Règlement des différends	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse (T0030)		TCD		
07 oct. 00	25 oct. 00	<u>Qatar</u> Cours de formation Cours de politique commerciale, d'une durée de trois semaines, à l'intention des pays membres du CCG	OMC/Banque islamique de développement (BIsD)	Aucun coût pour l'OMC	BIsD	TED, MAccD, LegD, TSD, AgD	Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar	

Activités d'assistance technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Division	Observations (par ex., pays participants, nombre de participants, activités combinées)	Référence COMTD	
09 oct. 00	11 oct. 00	<u>Koweït</u> Mission technique concernant l'évaluation en douane Présentation d'études de cas et de connaissances pratiques par un consultant pour compléter les explications théoriques des dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse (T0030)		MAccD		
24 oct. 00	25 oct. 00	<u>Chypre</u> Conférence Participation à une conférence portant sur tous les secteurs de services visés par l'AGCS	CCI	Fonds d'affectation spéciale du Danemark (TDK02)		TSD	Pays en développement et économies émergentes du Bassin méditerranéen, du Moyen-Orient, de la CEI et d'Europe orientale	187
28 oct. 00	01 nov. 00	<u>Émirats arabes unis</u> Conférence Les technologies de l'information et l'OMC	GITEX 2000	Aucun coût pour l'OMC	Organisateurs	IMRD		
30 oct. 00	31 oct. 00	<u>Arabie saoudite</u> Séminaire national Procédures et pratiques concernant le règlement des différends dans le cadre de l'OMC	OMC/CCI/ Gouvernement de l'Arabie saoudite	OMC/CT (budget ordinaire)	Gouvernement de l'Arabie saoudite	LegD		
08 nov. 00	10 nov. 00	<u>Liban</u> Séminaire national Commerce électronique	OMC/ CESAO (ONU)	Fonds d'affectation spéciale de la Suède (TSE02)		TSD		
13 nov. 00	14 nov. 00	<u>Émirats arabes unis</u> Atelier national Commerce des services	OMC/Ministère du commerce et de l'industrie	Aucun coût pour l'OMC	Gouvernement des Émirats arabes unis	TSD		
14 nov. 00	16 nov. 00	<u>Liban</u> Séminaire régional Exposé sur l'Accord SPS. Discussion des faits nouveaux intervenus dans le domaine des mesures SPS. Incidence de ces mesures sur le commerce des animaux et des produits d'origine animale au Moyen-Orient	Association libanaise vétérinaire	Fonds d'affectation spéciale de la Finlande (TFI01)		AgD	Arabie saoudite, Bahreïn, Chypre, Égypte, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Palestine, Qatar, Soudan, Syrie, Turquie, Yémen	
22 nov. 00	22 nov. 00	<u>Chypre</u> Séminaire national Séminaire sur la libéralisation du secteur des services et les nouvelles négociations à l'OMC dans le contexte de l'AGCS, organisé par la Fédération des employeurs et des industriels et le Bureau de planification de Chypre (Ministère des finances)	Ministère des finances	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD		

**ANNEXE 3**  
**ACTIVITÉS TECHNIQUES ORGANISÉES À L'INTENTION DES PAYS LES MOINS AVANCÉS<sup>13</sup>**

<b>Bangladesh</b> – Séminaire national - 20/25 janvier 2000	Bartoli G.	OMC/organisations participantes: CCI, CNUCED, PNUD, FMI, Banque mondiale
<b>Kiribati</b> – Séminaire national pour les responsables gouvernementaux et le secteur privé - 25/26 janvier 2000	Krommenacker R. – Gomez Toran P.	OMC
<b>Mali</b> – Symposium CEDEAO/UEMOA- 28/29 janvier 2000	Osakwe C.	CEDEAO/UEMOA
<b>Népal</b> – Mission technique concernant les accessions - 28 janvier/ 3 février 2000	Millan H.	OMC
<b>Mauritanie</b> – Symposium national sur le commerce extérieur - 29 janvier/1 <sup>er</sup> février 2000	Fortin J.M.	OMC/CNUCED/CCI/PNUD
<b>Bénin</b> – Mission technique concernant la mise en œuvre - 29 janvier/2 février 2000	Tourette G. - JITAP	OMC/CNUCED/CCI
<b>Burkina Faso</b> – Mission technique concernant la mise en œuvre - 03/07 février 2000	Tourette G. - JITAP	OMC/CNUCED/CCI
<b>Togo</b> – Symposium sur la libéralisation des échanges et la sécurité sanitaire des produits alimentaires – 07/08 février 2000	Fall M.	SADAOC
<b>Îles Salomon</b> – Séminaire national sur les simulations de négociations commerciales – Cadre intégré – 14/18 février 2000	Gomez Toran P. – Liontas A.	OMC
<b>Burkina Faso</b> – Stage de formation pour les pays francophones de la BIsD – 14 février/3 mars 2000	Kulacoglu V.- Fortin J.M - Fall M. - Crawford J. - Keck A. – Cherif M. - Latrille P. - Cossy M. – Kennedy M. - Evans G. - Hainsworth S. - Czako J. - Davel Y.	OMC/Banque islamique de développement (BIsD)
<b>Belgique</b> (pour le Tchad) – Établissement d'un Centre de référence pour la Mission permanente du Tchad à Bruxelles - 28/29 février 2000	Marchese S. – Cherif M.	OMC
<b>Belgique</b> (pour le Bénin) – Établissement d'un Centre de référence pour la Mission permanente du Bénin à Bruxelles – 1 <sup>er</sup> mars 2000	Marchese S. – Cherif M.	OMC
<b>Soudan</b> – Séminaire national sur les ADPIC – 04/10 mars 2000	Luanga M. – Gappah P.	OMC
<b>Genève</b> – Symposium sur les PMA – Cadre intégré – 9 mars 2000	M. Touray	OMC
<b>Éthiopie</b> – Conseil des ministres de l'OUA – 09/10 mars 2000	Ouedraogo A.	OUA
<b>Genève</b> – 16 <sup>ème</sup> Stage sur le règlement des différends - 21/24 mars 2000	Krommenacker R. – Kessie E.	OMC
<b>Ouganda</b> (Kampala) – Mission technique pour la réunion sur le commerce du Groupe consultatif – 21/24 mars 2000	Bartoli G.	OMC/Banque mondiale

<sup>13</sup> Organisées par  
1=OMC  
2=coorganisateur  
3=invitations

<b>Ouganda</b> (Entebbe) – Séminaire régional pour le JITAP - 21/24 mars 2000	Honeck D. – JITAP	OMC/CNUCED/CCI
<b>Éthiopie</b> – Atelier régional pour la 3 <sup>ème</sup> Conférence des Nations Unies sur les PMA – 27/31 mars 2000	Osakwe C.	CNUCED/CEA
<b>Bangladesh</b> – Séminaire régional sur les obstacles techniques au commerce – 27/31 mars 2000	Pulat M.	Banque islamique de développement (BIsD)/CCI
<b>Bénin</b> – Séminaire régional sur les services et les transports internationaux – 28/29 mars 2000	Aboutahir L.	OMC/CNUCED/CCI
<b>Belgique</b> (pour le Niger) – Établissement d'un Centre de référence pour la Mission permanente du Niger à Bruxelles – 29 mars 2000		OMC
<b>Bénin</b> – Symposium national – 30/31 mars 2000	Aboutahir L. – Degbelo J.	OMC/CNUCED/CCI
<b>Éthiopie</b> – Formation concernant l'établissement d'un Centre de référence pour la CEA – 03/04 avril 2000	Allembly B. – Ni Bhriain L.	OMC/CEA
<b>Mali</b> – Ateliers nationaux sur l'AGCS, les ADPIC, les OTC - 03/07 avril 2000	Trollet C. – Magalhaes J.	OMC
<b>Éthiopie</b> – Formation concernant l'établissement d'un Centre de référence pour l'OUA – 05/06 avril 2000	Allembly B. – Ni Bhriain L.	OMC/OUA
<b>Tanzanie</b> – Assistance à l'administration des douanes - 17/21 avril 2000	Manga-Massina A. - JITAP	OMC/CNUCED/CCI
<b>Tanzanie</b> – Séminaire national – 18/19 avril 2000	Fortin J.M – JITAP	OMC/CNUCED/CCI
<b>Tanzanie</b> – Mission technique: soutien institutionnel aux structures SCM – 20 avril 2000	Fortin J.M – JITAP	OMC/CNUCED/CCI
<b>Zambie</b> – Formation concernant l'établissement d'un Centre de référence – 27/28 avril 2000	Werner H. – Allembly B.	OMC/COMESA
<b>Malawi</b> – Cadre intégré – Mission technique concernant la mise en œuvre - 8/12 mai 2000	W.Chatsika (IF 0013)	OMC/COMMONWEALTH
<b>Ouganda</b> – Séminaire régional sur les mesures commerciales correctives - 9/12 mai 2000	JITAP - J.Kreier (JITAP 0039)	OMC/CNUCED/CCI
<b>Djibouti</b> – Établissement d'un Centre de référence au secrétariat de l'IGAD – 11/12 mai 2000	L.Ople - Ni Bhriain (Ref 0028)	OMC/IGAD
<b>Côte d'Ivoire</b> – Séminaire régional sur l'agriculture et les mesures SPS - 16/17 mai 2000	J. Magalhaes	OMC/France
<b>Tanzanie</b> – Symposium national - 18/19 mai 2000	JITAP - J.M.Fortin (JITAP 0045)	OMC/CNUCED/CCI
<b>Éthiopie</b> – Visites à l'OUA et à la CEA - 14/16 mai 2000	A.Ouedraogo - C.Osakwe	OMC/OUA/CEA
<b>Éthiopie</b> – Séminaire national sur les accessions - 21/26 mai 2000	C.Adrian - J.M.Fortin (IF0020)	OMC
<b>Burkina Faso</b> – Séminaire régional sur les mesures commerciales correctives – 23/26 mai 2000	G.Tourette - L.Aboutahir - JITAP (JITAP 0040)	OMC/CNUCED/CCI
<b>Burkina Faso</b> – Établissement d'un Centre de référence à l'UEMOA – 25/26 mai 2000	E.Sesar Lauraux - L.Giraud (Ref0023)	OMC/UEMOA
<b>Népal</b> – Conférence sur le commerce électronique - 30/31 mai 2000	L.Tuthill (NPL003)	CNUCED
<b>Lesotho</b> – Symposium sur le forum de négociations concernant le commerce des services - 6/7 juin 2000	C.Gamberale (IF0060)	CAPAS/SADC
<b>Kenya</b> – Séminaire régional sur les ADPIC – 7/9 juin 2000	JITAP - H.Wager	OMC/CNUCED/CCI

<b>Genève</b> – Séminaire régional pour les PMA sur les mesures SPS – 12 juin 2000	E.Wijkstrom - (AGD005)	OMC
<b>Côte d'Ivoire</b> – Séminaire régional sur les ADPIC - 13/16 juin 2000	JITAP - M.Tankoano -M.Kennedy	OMC/CNUCED/CCI
<b>Burkina Faso</b> - Séminaire sur l'intégration régionale et les marchés publics - 27/29 juin 2000	JITAP - G.Tourette - J.M.Fortin (JITAP0044)	OMC/CNUCED/CCI
<b>New York</b> – Groupe de travail interorganisations - 21/22 juin 2000	C.Osakwe. P.Low- M.Oshikawa (USA008)	OMC
<b>New York</b> – Colloque sur le Cadre intégré - 4/7 juillet 2000	C.Osakwe. P.Low- M.Oshikawa (USA009)	OMC
<b>Kenya</b> – Comité de mise en œuvre du JITAP - 2/4 juillet 2000	JITAP - J-M.Fortin	OMC/CNUCED/CCI
<b>Genève</b> – 17 <sup>ème</sup> Stage sur le règlement des différends (pour onze PMA) - 4/7 juillet 2000	E.Kessie - W.Chatsika (DSU002)	OMC
<b>Tanzanie</b> – Atelier régional sur l'intégration régionale - 4/7 juillet 2000	JITAP - L.Aboutahir (JITAP0043)	OMC/CNUCED/CCI
<b>Gabon</b> – Atelier régional pour les pays africains francophones sur le commerce et l'environnement - 11/13 juillet 2000	J.Vigano. F.Vargas	OMC
<b>Togo</b> – Session du Conseil des ministres de l'OUA - 6/12 juillet 2000	A.Ouedraogo - M.Luanga (TG001)	OUA
<b>Madagascar</b> – Mission MEPC - 17/20 juillet 2000	J.M.Fortin (TPR004)	OMC
<b>Mozambique</b> - Mission MEPC - 23/27 juillet 2000	J.M.Fortin (TPR005)	OMC
<b>New York</b> – Comité préparatoire de la troisième Conférence sur les PMA - 24/28 juillet 2000	C.Osakwe (USA0010)	OMC
<b>Cambodge</b> – Séminaire de simulation de négociations commerciales - 7/11 août 2000	G.Tourette - A.Liontas (IF0025)	OMC
<b>Ghana</b> – Conférence sur la CEDEAO et l'OMC – 7/9 août 2000	E.Kessie	OMC/CEDEAO
<b>Comores</b> – Établissement d'un Centre de référence - 4/7 septembre 2000	G.Tourette- S.Raffourt (REF0034)	OMC
<b>Myanmar</b> – Simulations de négociations commerciales - 11/15 septembre 2000	A.Liontas - R.Krommenacker	OMC
<b>Samoa</b> - Mission technique concernant l'accession - 6/10 septembre 2000	P.Williams (IF0031)	OMC
<b>Mauritanie</b> – Mission concernant le Cadre intégré - 17/19 septembre 2000	J.M.Fortin	OMC
<b>Washington</b> – Groupe de travail interorganisations – 12/18 septembre 2000	C.Osakwe - P.Low - M.Oshikawa	OMC
<b>Tanzanie</b> – Séminaire sur l'évaluation en douane - 24/29 septembre 2000	D.Tyler	OMC
<b>Bhoutan</b> – Séminaire national – 27/29 septembre 2000	H.Millan - S.Mathur - P.Rinchen (IF0024)	OMC
<b>Angola</b> – Séminaire national – 25/28 septembre 2000	J.M.Fortin	OMC
<b>Bruxelles</b> – Établissement de Centres de référence dans les ambassades du Burkina Faso et du Niger - 3/6 octobre 2000	G.Tourette . I.Ortiz (Ref0032)	OMC
<b>Thaïlande</b> – Atelier régional sur l'Accord OTC - 10/11 octobre 2000	A.Gamboa-Alder	OMC
<b>Afrique du Sud</b> – Séminaire régional pour les PMA sur la mise en œuvre des règles - 17/20 octobre 2000	I.Wosnowski, S.Hainsworth; G.Carroz	OMC
<b>Cameroun</b> – Séminaire régional de la CEMAC - 16/19 octobre 2000	G.Tourette . W.Alfaro	CEMAC/OUA/CEA
<b>Genève</b> – 3 <sup>ème</sup> cours de politique commerciale de courte durée - 16 octobre/3 novembre 2000		OMC

<b>Cambodge</b> – Mission conjointe concernant le Cadre intégré - 21/29 octobre 2000	M.Oshikawa	OMC/organisations participantes: CCI, PNUD, CNUCED, FMI, Banque mondiale
<b>Genève</b> – Semaine de Genève pour les Membres sans représentation permanente – 23/26 octobre 2000		OMC
<b>Ouganda</b> – Séminaire régional sur la mise en œuvre juridique - 23/27 octobre 2000	JITAP - J.M.Fortin	OMC/CNUCED/CCI
<b>Zambie</b> – Sommet du COMESA - 30/31 octobre 2000	A.Ouedraogo	OMC/COMESA
<b>Cameroun</b> – Séminaire de la CEA sur les questions de commerce extérieur - 5/9 novembre 2000	G.Tourette	OMC/CEA/OUA
<b>Yémen</b> – Mission technique concernant l'accèsion – participation au Symposium de la CNUCED sur le commerce et l'investissement - 6/9 novembre 2000	C.Adrian - S.Mathur	OMC/CNUCED
<b>Niger</b> – Table ronde du PNUD pour le secteur privé - 7/9 novembre 2000	J.M Fortin	OMC/PNUD
<b>Bhoutan</b> – Table ronde - 4/13 novembre 2000	M.Oshikawa	OMC
<b>Éthiopie</b> - Conférence. 32 <sup>ème</sup> Assemblée générale de l'Association des compagnies aériennes africaines - 27/28 novembre 2000	P.Latrille (ETH005)	CEA/OUA
<b>Bangladesh</b> – Mission d'assistance technique - 18/23 novembre 2000	M.Mannan	OMC
<b>Soudan</b> – Mission technique concernant l'accèsion - 18/22 novembre 2000	C.Adrian	OMC
<b>Éthiopie</b> – Conférence de la CEA sur la préparation de la 3 <sup>ème</sup> Conférence des Nations Unies sur les PMA - 15/17 novembre 2000	J.M.Fortin	OMC/CEA/OUA
<b>Éthiopie</b> – Conférence des Ministres africains des finances des pays membres de la CEA - 19/20 novembre 2000	C.Osakwe	OMC/CEA/OUA
<b>Namibie</b> – Séminaire régional pour les pays de la SADC sur les mesures SPS – 20/22 novembre 2000	J.Magalhaes	OMC/SADC
<b>Genève</b> – Table ronde du PNUD pour le Tchad - 21/23 novembre 2000	G.Tourette - J.M.Fortin (aucun coût)	PNUD
<b>Canada</b> – Visite au CIDA - 27 novembre 2000	C.Osakwe	OMC
<b>Ouganda</b> – Conférence nationale sur la politique commerciale - 29/30 novembre 2000	C.Osakwe	USAID
<b>Népal</b> – Atelier régional sur l'agriculture - 27 novembre/1 <sup>er</sup> décembre 2000	J.Finn (AGD007)	FAO
<b>Cameroun</b> – Atelier régional sur les négociations dans le secteur de l'agriculture - 4/8 décembre 2000	M.Fall	FAO
<b>Kenya</b> – Atelier régional sur la régionalisation et le commerce - 6/8 décembre 2000	JITAP - J.M.Fortin	OMC/CNUCED/CCI
<b>Paris</b> – 2 <sup>ème</sup> Réunion des pays francophones - 12/13 décembre 2000	J.M.Fortin	AIF
<b>Mali</b> – 24 <sup>ème</sup> Session ordinaire des Chefs d'État des pays membres de la CEDEAO - 15/16 décembre 2000	G.Tourette - A.Ouedraogo	CEDEAO